

## Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2013

---

BMO Groupe financier annonce de bons résultats pour le deuxième trimestre de 2013

---

### Points saillants des résultats financiers

#### Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012 :

- Bénéfice net de 975 millions de dollars, en baisse de 5 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 997 millions, en hausse de 2 %
- BPA<sup>2</sup> de 1,42 \$, en baisse de 6 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,46 \$, en hausse de 1 %
- RCP de 14,2 %, comparativement à 16,2 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,5 %, en regard de 15,4 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 145 millions de dollars, contre 195 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 110 millions, contre 151 millions
- Le ratio des capitaux propres ordinaires selon Bâle III a été élevé, s'établissant à 9,7 %

#### Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012 :

- Bénéfice net de 2 023 millions de dollars, en baisse de 5 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 2 038 millions, en hausse de 4 %
- BPA<sup>2</sup> de 2,95 \$, en baisse de 6 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 2,97 \$, en hausse de 4 %
- RCP de 14,6 %, comparativement à 16,7 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,7 %, en regard de 15,2 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 323 millions de dollars, contre 336 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 206 millions, contre 242 millions

**Toronto, le 29 mai 2013** – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2013, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 975 millions de dollars ou 1,42 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 997 millions ou 1,46 \$ par action.

« Les résultats de BMO au deuxième trimestre reflètent une solide performance de nos groupes d'exploitation, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. Nos services de gestion de patrimoine, BMO Marchés des capitaux et nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont tous connu un bon trimestre. Au Canada, le volume des prêts aux particuliers et aux entreprises a poursuivi sa croissance grâce au démarrage de nouvelles entreprises. PE Canada augmente sa part de marché et a confiance dans sa capacité de faire que nos relations avec ces nouveaux clients comporteront plusieurs produits.

« Nos services bancaires aux entreprises continuent à afficher une solide performance. Aux États-Unis, le portefeuille des prêts aux entreprises et des prêts industriels de base a augmenté de 17 % sur un an, progressant pour un sixième trimestre de suite. Au Canada, où nous avons la deuxième part du marché des prêts aux petites et moyennes entreprises, les prêts aux entreprises et les soldes des dépôts d'entreprises ont tous deux augmenté de 12 % par rapport à la même période l'an dernier.

« L'accent mis par la direction sur l'efficacité organisationnelle résulte d'un engagement pluriannuel. Notre plus haute priorité est d'assurer une croissance durable de nos revenus – et la gestion rigoureuse de nos charges est une condition permanente de notre croissance rentable. Notre assise financière solide continue à nous procurer de la souplesse. Au cours du trimestre, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie selon Bâle III s'est accru et nous avons racheté quatre millions d'actions dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

<sup>1</sup> Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentées ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit toujours du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

« Pour ce qui est de l'avenir, notre portefeuille d'activités nous procure un avantage et nous sommes bien positionnés pour tirer parti de la conjoncture actuelle grâce à notre présence dans le Midwest américain, dont l'économie s'améliore, et à notre force dans les secteurs des services aux entreprises, des marchés financiers et de la gestion de patrimoine. Ce sont là d'importants facteurs de différenciation. Parallèlement, nous continuons à nous concentrer sur ce qui est nécessaire pour soutenir notre croissance, en étant persuadés que la valeur que nous créons pour les clients se traduira en performance financière pour la Banque », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,74 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2013, ce qui correspond au même montant qu'au trimestre précédent mais signale une augmentation de 0,04 \$ par action comparativement à celui d'il y a un an, et représente un dividende annuel de 2,96 \$ par action ordinaire.

Nos excellents ratios de capital nous ont permis de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au deuxième trimestre, nous avons racheté quatre millions d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de rachat.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2013, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada s'est chiffré à 430 millions de dollars, ayant peu changé en regard des 433 millions qu'il était il y a un an. Les revenus ont été comparables à ceux de l'exercice précédent puisque l'incidence de la forte croissance des volumes de la plupart des produits a été contrebalancée par celle du recul de la marge nette d'intérêts. Les charges ont augmenté de 3 % en raison des investissements continus dans les activités, lesquels ont compris une hausse des frais liés au personnel, les ressources de première ligne s'étant enrichies sur plusieurs fronts. Nous avons élargi notre réseau en inaugurant ou en rénovant 18 succursales au pays.

La mise en œuvre fructueuse de notre stratégie s'est soldée par une progression marquée des prêts aux entreprises et de leurs dépôts, ce qui nous place en position d'accroître nos revenus lorsque les taux d'intérêt augmenteront. Conjugué aux efforts continus que nous consacrons à la réduction des charges par la simplification des processus, cette stratégie favorisera l'essor du bénéfice net dans l'avenir.

Le fait que nous cherchions toujours à clarifier les questions d'argent pour nos clients, à leur proposer des produits simples et novateurs et à leur offrir une expérience client exceptionnelle nous vaut des résultats supérieurs sur le plan de leur fidélisation, comme en témoigne notre taux de recommandation net. Notre capacité à fidéliser nos clients se traduit par une forte croissance du bilan et des hausses respectives des prêts et des dépôts de 10 % et de 7 %, depuis un an. En outre, le nombre moyen de produits que nos clients utilisent ne cesse d'augmenter.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, les soldes des dépôts et des prêts continuent d'afficher de fortes hausses. Notre campagne destinée aux investisseurs a été couronnée de succès, les fonds communs de placement ayant été en nette progression et les soldes des comptes d'épargne libre d'impôt ayant eux aussi progressé. Également, le lancement de notre campagne hypothécaire printanière donne déjà de bons résultats.

En ce qui a trait aux services bancaires aux entreprises, nous continuons d'occuper le deuxième rang pour ce qui est de la part du marché canadien des prêts aux entreprises d'un montant faible ou moyen car nous veillons à offrir les produits, les services et les conseils intégrés que recherche cette clientèle fort diversifiée. Nos prêts aux entreprises et leurs dépôts connaissent encore une saine croissance, ayant augmenté de 12 % sur un an. BMO a récemment obtenu du gouvernement du Canada un mandat de sept ans en vue d'offrir un programme de cartes de voyage d'entreprise, de paiement et de gestion des dépenses. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons également mené à terme l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une importante société fermée canadienne spécialisée dans le financement des entreprises des secteurs du cinéma et de la télévision.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net, au montant de 152 millions de dollars, a augmenté de 9 millions ou de 6 % en regard de 143 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 163 millions, en hausse de 5 millions ou de 3 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont affaiblis de 4 % puisque les répercussions de l'accroissement des commissions sur prêts aux entreprises et de l'essor marqué de ces prêts ont été plus qu'annulées par des réductions dans certains portefeuilles de prêts et par le recul de la marge nette d'intérêts et des frais de service des dépôts.

Le total des prêts a poursuivi sa croissance, des augmentations de leur moyenne ayant été enregistrées sur un an et par rapport au trimestre précédent grâce à l'élargissement toujours important du portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. De fait, ce portefeuille a bondi de 3,3 milliards de dollars ou de 17 % sur douze mois.

Les dépôts sont demeurés stables, n'ayant que peu changé par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de 2012.

Nous continuons de favoriser l'accès à la propriété de logements abordables et de qualité dans les collectivités dans lesquelles nous menons des activités. Au cours du trimestre, nous avons annoncé notre programme de subventions au logement abordable, lequel vise à aider nos clients à devenir propriétaire ou à refinancer leur habitation. Aux termes de ce programme, nous offrons un montant maximal de 2 000 \$ devant servir à la mise de fonds ou au règlement des frais de clôture de l'achat d'une habitation principale ou de son refinancement.

#### **Groupe Gestion privée**

Le bénéfice net, soit 141 millions de dollars, a reculé de 6 millions ou de 4 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 148 millions, ayant fléchi de 5 millions ou de 3 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté du groupe Gestion privée (groupe GP), exclusion faite des activités d'assurance, a atteint 114 millions, soit 13 millions ou 14 % de plus qu'il y a un an. Les résultats reflètent la progression des revenus, ce qui est imputable à l'essor des nouveaux actifs des clients, à l'appréciation des marchés et à l'attention soutenue qui a été accordée à la productivité. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a baissé de 18 millions ou de 34 % depuis un an, se chiffrant à 34 millions. Sa baisse a découlé de l'incidence après impôts de 34 millions qu'a eue le recul des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre, alors qu'une faible hausse avait eu lieu un an plus tôt.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 57 milliards de dollars ou de 12 % sur douze mois, pour s'établir à 522 milliards, grâce à l'augmentation des nouveaux actifs des clients et à la meilleure tenue des marchés.

Les fonds BMO aux États-Unis se sont récemment classés parmi les meilleures familles de fonds communs de placement dans ce pays en 2012, selon le sondage annuel de Barron. Notre famille de fonds communs de placement aux États-Unis compte désormais plus de 10 milliards de dollars d'actifs sous gestion.

BMO Gestion d'actifs inc. a lancé sept nouveaux fonds négociables en bourse, portant ainsi à 55 le nombre de ses fonds. Les nouveaux FNB innovent puisqu'ils ont été conçus de façon à aider les investisseurs à mieux bâtir leur portefeuille et, en ayant accès à davantage de titres en dollars américains, ceux-ci n'ont jamais eu autant de choix.

Pour la troisième année d'affilée, *Global Banking and Finance Review* a nommé BMO Banque privée Harris Meilleure banque privée au Canada, reconnaissant sa capacité unique à offrir d'excellentes solutions de gestion de patrimoine et à donner accès à une gamme complète de solutions de placement ainsi que son engagement envers l'amélioration de la qualité.

Dans le cadre des Private Asset Management Awards de 2013, Harris myCFO a remporté deux prix après avoir été finaliste dans quatre catégories.

#### **BMO Marchés des capitaux**

Le bénéfice net s'est chiffré à 275 millions de dollars, en hausse de 42 millions ou de 18 % depuis un an. Les revenus de l'unité des produits de négociation ont augmenté, et ce, surtout en raison des activités liées aux taux d'intérêt. Les revenus générés par les services aux sociétés de l'unité de banque d'affaires et services aux sociétés se sont eux aussi accrus.

Au cours du trimestre, nous avons remporté plusieurs prix qui témoignent de notre engagement envers nos clients. Le magazine *Global Finance* a nommé, et ce, pour la troisième fois, BMO Marchés des capitaux Meilleure banque d'investissement au Canada et lui a décerné le titre de Meilleure banque d'investissement au monde pour le secteur des métaux et des mines pour une quatrième année consécutive.

Au cours du trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 129 nouvelles émissions, soit 41 émissions de titres de créance de sociétés, 28 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 51 émissions d'actions ordinaires et neuf émissions d'actions privilégiées, pour un total de 52 milliards de dollars.

#### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 26 millions de dollars pour le trimestre, contre un bénéfice net de 73 millions il y a un an. La perte nette ajustée a été de 26 millions, alors qu'un bénéfice net ajusté de 3 millions avait été inscrit un an plus tôt. La dégradation des résultats comptables a été nettement plus forte que celle des résultats ajustés à cause principalement des revenus élevés provenant des activités de crédit structuré en voie de liquidation pris en compte dans les résultats comptables un an auparavant. Les éléments d'ajustement sont décrits en détail dans les sections Bénéfice net ajusté et Mesures non conformes aux PCGR. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont détériorés depuis un an à cause du repli des revenus, ce qui a été compensé en partie par la compression des charges.

## Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2013 a été de 997 millions de dollars, en hausse de 15 millions ou de 2 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,46 \$, ayant augmenté de 1 % par rapport à celui de 1,44 \$ à la période correspondante de 2012.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui ont été exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Les éléments qui ont été retranchés des résultats du deuxième trimestre de 2013 aux fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une tranche de 22 millions de dollars de la perte nette ou 0,04 \$ par action, et ont été les suivants :

- l'avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 73 millions de dollars eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de Marshall & Ilsley (M&I), ce qui englobe une somme de 176 millions au titre de la constatation, dans les revenus nets d'intérêts, d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille (y compris une reprise de 68 millions sur cet ajustement en lien avec le remboursement anticipé de prêts), déduction faite d'une dotation de 57 millions à la provision pour pertes sur créances (montant constitué de dotations à la provision spécifique de 65 millions et d'une diminution de 8 millions de la provision générale) et des impôts sur le résultat connexes de 46 millions. Ces éléments liés au crédit et ayant trait au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I peuvent influencer de façon importante sur les revenus nets d'intérêts et sur la dotation à la provision pour pertes sur créances dans différentes périodes au cours de la durée de ce portefeuille;

- des coûts de 50 millions de dollars (31 millions après impôts) aux fins de l'intégration de M&I, ce qui comprend des montants liés à la conversion des systèmes, des charges de restructuration et d'autres charges associées au personnel, des honoraires de consultation ainsi que des frais de commercialisation en lien avec le renouvellement de la marque;
- une charge de restructuration de 82 millions de dollars (59 millions après impôts) visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et futur. Cette harmonisation s'inscrit dans les mesures de plus vaste portée qui sont en cours et qui visent à rehausser la productivité au sein de la Banque;
- une diminution de 22 millions de dollars (11 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I;
- l'avantage de 6 millions de dollars, avant et après impôts, découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation; et
- l'amortissement, au montant de 31 millions de dollars (22 millions après impôts), des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus ont été comptabilisés par les Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est imputé aux groupes d'exploitation.

La section Mesures non conformes aux PCGR donne des détails sur l'incidence des éléments d'ajustement des périodes correspondantes.

## Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde qui suit et qui concerne les déclarations prospectives.

Elles contiennent également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section qui en traite.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 29 mai 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2013, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2012. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

5	Sommaire des résultats comptables	21	Bilan
6	Sommaire des résultats ajustés	21	Gestion du capital
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	23	Désignation des dividendes admissibles
8	Survol et perspectives économiques	23	Transactions avec des parties liées
8	Autres mesures de la valeur	23	Arrangements hors bilan
8	Change	23	Méthodes comptables et principales estimations comptables
9	Bénéfice net	24	Modifications futures de méthodes comptables
9	Revenus	24	Évolution de la réglementation aux États-Unis
10	Revenus nets d'intérêts	24	Instruments financiers désignés
11	Revenus autres que d'intérêts	24	Expositions dans certaines régions
11	Charges autres que d'intérêts	30	Analyse des résultats des groupes d'exploitation
12	Gestion des risques	30	État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2013
12	Dotations à la provision pour pertes sur créances	31	Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)
13	Prêts douteux	33	Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)
14	Prêts garantis par des biens immobiliers	35	Groupe Gestion privée (groupe GP)
14	Risque de marché	36	BMO Marchés des capitaux
16	Risque de liquidité et de financement	38	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations
17	Cotes de crédit	40	Mesures non conformes aux PCGR
17	Risque d'assurance	72	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias
18	Risque lié à la gestion et à la sécurité de l'information		
18	Transactions sur dérivés		
18	Impôts sur le résultat		
19	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice		

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2013, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé.

---

## Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés audités, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>								
Revenus nets d'intérêts	2 098	2 120	(1)	2 216	(5)	4 314	4 438	(3)
Revenus autres que d'intérêts	1 846	1 839	–	1 865	(1)	3 711	3 638	2
Revenus	3 944	3 959	–	4 081	(3)	8 025	8 076	(1)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	175	195	(10)	178	(2)	353	317	11
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	(30)	–	n. s.	–	n. s.	(30)	19	(+100)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	145	195	(26)	178	(19)	323	336	(4)
Charges autres que d'intérêts	2 568	2 499	3	2 590	(1)	5 158	5 053	2
Charge d'impôts sur le résultat	256	237	8	265	(3)	521	550	(5)
Bénéfice net	975	1 028	(5)	1 048	(7)	2 023	2 137	(5)
Attribuable aux actionnaires de la Banque	957	1 010	(5)	1 030	(7)	1 987	2 100	(5)
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	–	18	–	36	37	(3)
Bénéfice net	975	1 028	(5)	1 048	(7)	2 023	2 137	(5)
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b>								
(en dollars, sauf indication contraire)								
Bénéfice par action	1,42	1,51	(6)	1,53	(7)	2,95	3,14	(6)
Dividendes déclarés par action	0,74	0,70	6	0,72	3	1,46	1,40	4
Valeur comptable d'une action	41,73	38,06	10	40,87	2	41,73	38,06	10
Cours de clôture de l'action	63,19	58,67	8	62,99	–	63,19	58,67	8
Valeur marchande globale des actions ordinaires								
(en milliards de dollars)	41,0	37,7	9	41,1	–	41,0	37,7	9
Rendement de l'action (%)	4,7	4,8	n. s.	4,6	n. s.	4,6	4,8	n. s.
Ratio cours/bénéfice (nombre de fois)	10,6	11,0	n. s.	10,4	n. s.	10,6	11,0	n. s.
Ratio cours/valeur comptable (nombre de fois)	1,5	1,5	n. s.	1,5	n. s.	1,5	1,5	n. s.
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>								
Rendement des capitaux propres	14,2	16,2	(2,0)	14,9	(0,7)	14,6	16,7	(2,1)
Hausse des revenus	–	19	n. s.	(1)	n. s.	(1)	19	n. s.
Hausse des charges autres que d'intérêts	3	23	n. s.	1	n. s.	2	24	n. s.
Ratio d'efficience	65,1	63,1	2,0	63,5	1,6	64,3	62,6	1,7
Levier d'exploitation	(3,2)	(4,4)	n. s.	(2,3)	n. s.	(2,7)	(4,9)	n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,79	1,89	(0,10)	1,85	(0,06)	1,82	1,97	(0,15)
Taux d'impôt effectif	20,8	18,7	2,1	20,2	0,6	20,5	20,5	–
Rendement des actifs moyens	0,71	0,76	(0,05)	0,74	(0,03)	0,72	0,78	(0,06)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,22	0,32	(0,10)	0,28	(0,06)	0,25	0,28	(0,03)
Ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux/capitaux propres et provision pour pertes sur créances	8,80	9,34	(0,54)	8,98	(0,18)	8,80	9,34	(0,54)
<b>Mesures de la valeur (%) (sauf indication contraire)</b>								
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	4,9	19,9	(15,0)	11,8	(6,9)	4,9	19,9	(15,0)
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	13,0	(1,0)	14,0	13,5	(0,5)	13,0	(1,0)	14,0
Profit économique net (en millions de dollars)	263	366	(28)	318	(17)	581	800	(27)
<b>Bilan (en milliards de dollars)</b>								
Actifs	555	526	6	542	2	555	526	6
Solde net des prêts et acceptations	264	244	8	259	2	264	244	8
Dépôts	358	316	13	351	2	358	316	13
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,1	24,5	11	26,6	2	27,1	24,5	11
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,1	32,0	(1,9)	30,6	(0,5)	30,1	32,0	(1,9)
<b>Ratios de capital (%)</b>								
	Bâle III	Bâle II		Bâle III		Bâle III	Bâle II	
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7	9,9	n. s.	9,4	0,3	9,7	9,9	n. s.
Ratio du capital de première catégorie	11,3	12,0	n. s.	11,1	0,2	11,3	12,0	n. s.
Ratio du capital total	13,7	14,9	n. s.	13,4	0,3	13,7	14,9	n. s.
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation</b>								
PE Canada	430	433	(1)	458	(6)	888	874	2
PE États-Unis	155	142	9	182	(15)	337	301	12
Services bancaires Particuliers et entreprises	585	575	2	640	(9)	1 225	1 175	4
Groupe Gestion privée	141	147	(4)	163	(14)	304	251	21
BMO Marchés des capitaux	275	233	18	310	(11)	585	457	28
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(26)	73	(+100)	(65)	61	(91)	254	(+100)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	975	1 028	(5)	1 048	(7)	2 023	2 137	(5)

n. s. – non significatif

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>								
Revenus nets d'intérêts ajustés	1 923	1 969	(2)	2 004	(4)	3 927	4 061	(3)
Revenus autres que d'intérêts ajustés	1 836	1 758	4	1 857	(1)	3 693	3 409	8
Revenus ajustés	3 759	3 727	1	3 861	(3)	7 620	7 470	2
Dotation à la provision spécifique et à la provision totale pour pertes sur créances, après ajustement	110	151	(28)	96	14	206	242	(15)
Charges autres que d'intérêts ajustées	2 402	2 357	2	2 464	(2)	4 866	4 735	3
Charge d'impôts sur le résultat ajustée	250	237	5	260	(3)	510	539	(6)
Bénéfice net ajusté	997	982	2	1 041	(4)	2 038	1 954	4
Attribuable aux actionnaires de la Banque	979	964	2	1 023	(4)	2 002	1 917	4
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	-	18	-	36	37	(3)
Bénéfice net ajusté	997	982	2	1 041	(4)	2 038	1 954	4
<b>Données relatives aux actions ordinaires (\$)</b>								
Bénéfice ajusté par action	1,46	1,44	1	1,52	(4)	2,97	2,86	4
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>								
Rendement des capitaux propres ajusté	14,5	15,4	(0,9)	14,8	(0,3)	14,7	15,2	(0,5)
Hausse des revenus, après ajustement	1	15	n. s.	3	n. s.	2	12	n. s.
Hausse des charges autres que d'intérêts, après ajustement	2	18	n. s.	4	n. s.	3	17	n. s.
Ratio d'efficience ajusté	63,9	63,2	0,7	63,8	0,1	63,9	63,4	0,5
Levier d'exploitation ajusté	(1,0)	(3,3)	n. s.	(0,4)	n. s.	(0,8)	(5,5)	n. s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement	1,64	1,76	(0,12)	1,67	(0,03)	1,66	1,81	(0,15)
Taux d'impôt effectif ajusté	20,0	19,5	0,5	19,9	0,1	20,0	21,6	(1,6)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisé)	0,18	0,28	(0,10)	0,16	0,02	0,17	0,22	(0,05)
<b>Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation</b>								
PE Canada	431	436	(1)	461	(6)	892	879	2
PE États-Unis	168	157	6	195	(15)	363	333	9
Services bancaires Particuliers et entreprises	599	593	1	656	(9)	1 255	1 212	4
Groupe Gestion privée	148	153	(3)	169	(13)	317	262	21
BMO Marchés des capitaux	276	233	19	310	(11)	586	457	28
Services d'entreprise, y compris T&O	(26)	3	(+100)	(94)	73	(120)	23	(+100)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	997	982	2	1 041	(4)	2 038	1 954	4

1) Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou de mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2013 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section ci-dessous donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Depuis le premier trimestre de 2013, notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques et nos ratios de capital réglementaire sont calculés conformément aux lignes directrices concernant les exigences en matière de suffisance du capital qu'a publiées le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en décembre 2012 en vue de l'instauration de l'Accord de Bâle III au Canada. Aux fins du calcul, dans les périodes antérieures, de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire (y compris les déductions du capital, le capital admissible et le capital non admissible faisant l'objet d'une clause de droits acquis), nos actifs pondérés en fonction des risques et nos ratios de capital réglementaire, nous avons présumé que notre interprétation du projet de lignes directrices du BSIF concernant l'instauration des règles et modifications annoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et que les modèles que nous utilisons pour évaluer ces exigences concorderaient avec les exigences définitives qui seraient promulguées par le BSIF. Nous n'avons pas recalculé notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques ou nos ratios de capital pro forma, selon Bâle III, en nous fondant sur les lignes directrices concernant la suffisance du capital et toute mention des éléments pro forma selon Bâle III renvoie aux éléments estimés antérieurement.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents de l'entité de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant cette entité, y compris le caractère adéquat de la protection de premier niveau. Selon certaines de nos principales hypothèses, des actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille de l'entité de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal à l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi que sur la conjoncture de marché globale et leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du présent Rapport de gestion intermédiaire.

---



## Survol et perspectives économiques

Freinée par la vigueur de sa monnaie, le repli de la demande de crédit de la part des ménages et des politiques budgétaires contraignantes, la croissance économique demeure modeste au Canada. Le resserrement des règles hypothécaires a ralenti l'activité sur le marché de l'habitation et la faiblesse de la demande à l'échelle mondiale bride les exportations. Même si ce marché ainsi que les dépenses de consommation devraient connaître un certain essor en 2013, les exportations devraient s'accroître au fil du raffermissement de la demande aux États-Unis. Il est à prévoir que les investissements des entreprises demeureront importants vu les faibles taux de vacance des immeubles commerciaux et la poursuite de la mise en valeur de ressources naturelles. La progression marquée des prêts aux entreprises devrait compenser en partie la contraction de la demande de prêts à la consommation et de prêts hypothécaires à l'habitation. Selon les prévisions, le PIB passera de 1,6 % en 2013 à 2,3 % en 2014, et le taux de chômage reculera à 6,7 % en 2014, glissant sous la moyenne des dix dernières années. Soutenu par des taux d'intérêt plus élevés au Canada qu'aux États-Unis, le dollar canadien devrait se négocier près de la parité avec le dollar américain. La tenue de la monnaie et la faiblesse de l'inflation devraient inciter la banque centrale à maintenir à 1 % ses taux de financement à un jour au moins jusqu'à l'an prochain.

L'économie américaine affiche toujours une croissance modérée, bénéficiant de la reprise des dépenses de consommation, de la vigueur du secteur de la construction résidentielle et de l'essor continu des investissements des entreprises. La réduction des dépenses du gouvernement fédéral a sans doute freiné l'expansion économique au deuxième trimestre, mais l'assainissement des finances des ménages, la reprise continue du marché de l'habitation et la demande croissante de véhicules à moteur devraient accélérer la croissance dans la seconde moitié de l'année. La prospection de ressources de schiste continuera de stimuler l'activité économique dans plusieurs États, dont le Dakota du Nord, le Texas et la Pennsylvanie. La croissance du PIB devrait passer de 2,2 % en 2013 à 3,2 % en 2014. Quant au taux de chômage, il devrait reculer, passant de 7,4 % en 2013 à 6,7 % en 2014, atteignant ainsi son plus bas niveau en cinq ans. Toutefois, il y a fort à parier que la Réserve fédérale maintiendra à près de zéro ses taux d'intérêt pour deux années de plus, tout en continuant d'acheter, en 2013, des titres à revenu fixe afin de contenir les taux d'intérêt à long terme.

Stimulée par l'augmentation de la production automobile et, indirectement, par le nouvel élan du secteur de l'énergie, la croissance économique du Midwest des États-Unis est comparable à celle du reste du pays. L'économie de cette région devrait se renforcer cette année au fil de la reprise du marché de l'habitation et de l'accroissement de la production agricole après une année où la sécheresse a fait de grands ravages. En outre, l'élargissement attendu de la demande mondiale devrait soutenir le secteur manufacturier.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 30 avril 2013, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 13,0 %, 4,9 % et 10,5 %, respectivement.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont progressé en regard du premier trimestre de 2013 ainsi que du deuxième trimestre et du premier semestre de 2012 en raison de l'appréciation du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 2,7 % sur un an et de 2,3 % par rapport à la moyenne du premier trimestre. Le cours moyen du semestre à l'étude est demeuré pour ainsi dire le même que celui d'il y a un an. Le tableau ci-après fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

**Effets des fluctuations des cours de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO** **Tableau 3**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013		Cumul 2013 c.
	c. T2-2012	c. T1-2013	cumul 2012
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,0180	1,0180	1,0064
Période antérieure	0,9917	0,9953	1,0026
<b>Incidence sur les résultats comptables</b>			
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	22	19	5
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	10	9	1
Revenus augmentés (diminués)	32	28	6
Charges diminuées (augmentées)	(23)	(20)	(6)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	-	-	-
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	(1)	(1)	(1)
Bénéfice net augmenté (diminué)	8	7	(1)
<b>Incidence sur les résultats ajustés</b>			
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	18	15	5
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	10	9	1
Revenus augmentés (diminués)	28	24	6
Charges diminuées (augmentées)	(21)	(18)	(6)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	1	1	-
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	-	-	(1)
Bénéfice net ajusté augmenté (diminué)	8	7	(1)

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Bénéfice net

### Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est chiffré à 975 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, en baisse de 53 millions ou de 5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action a accusé un recul de 6 %, se situant à 1,42 \$, contre 1,51 \$ il y a un an.

Le bénéfice net ajusté a été de 997 millions de dollars, en hausse de 15 millions ou de 2 % sur douze mois. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,46 \$, ayant augmenté de 1 % par rapport à celui de 1,44 \$ du deuxième trimestre de 2012. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section précédente qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Après ajustement, les revenus et les charges ont augmenté légèrement, mais les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé. BMO Marchés des capitaux a enregistré une forte croissance, les revenus tirés des activités liées aux taux d'intérêt ayant fortement augmenté et ceux tirés des services aux sociétés s'étant renforcés. Le groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, a inscrit d'excellents résultats, son bénéfice net ayant progressé de 14 % grâce à l'essor des nouveaux actifs des clients ainsi qu'à l'appréciation des marchés et à l'attention soutenue accordée à la productivité. Les résultats de l'ensemble du groupe GP se sont dégradés en raison de l'incidence du recul des taux d'intérêt à long terme, lesquels ont affaibli les revenus des activités d'assurance. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a aussi progressé depuis un an grâce aux effets positifs de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Quant au bénéfice net de PE Canada, il s'est replié, les répercussions de l'élargissement marqué des volumes de la plupart des produits et du montant moins élevé des dotations à la provision pour pertes sur créances ayant été contrebalancées par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. En regard d'il y a un an, les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont affaiblis à cause de la baisse des revenus, ce qui a été atténué par celle des charges.

### Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 73 millions de dollars ou de 7 % par rapport au montant élevé inscrit au premier trimestre, et le bénéfice par action s'est comprimé de 0,11 \$ ou de 7 %. Le bénéfice net ajusté a fléchi de 44 millions ou de 4 %, et le bénéfice par action ajusté a reculé de 0,06 \$ ou de 4 %.

Les résultats du trimestre à l'étude se sont affaiblis par rapport au trimestre précédent à cause essentiellement du recul des revenus, ce qui a été compensé en partie par celui des charges. Les revenus ont baissé parce que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins et que les revenus de BMO Marchés des capitaux ont diminué en regard de ceux, fort élevés, enregistrés au premier trimestre. Le bénéfice net de PE Canada s'est dégradé en raison des conséquences d'un trimestre plus court et de la montée des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est replié par rapport au trimestre précédent, période où il avait été très élevé en raison des revenus importants provenant des ventes de nouveaux prêts

hypothécaires et des commissions sur prêts aux entreprises, les clients ayant réagi aux changements fiscaux attendus aux États-Unis, ce qui avait moussé les emprunts de la part des entreprises, ainsi que des recouvrements importants de pertes sur créances. Le fait que le trimestre ait compté trois jours de moins a nui aux résultats. Quant aux résultats du groupe GP, ils ont été affaiblis par les conséquences négatives du recul des taux d'intérêt à long terme par rapport au trimestre précédent, mais compte non tenu des activités d'assurance, ils ont augmenté grâce à la hausse des revenus tirés des produits tarifés et de l'accroissement des transactions de courtage. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a fléchi car les revenus de banque d'affaires, et surtout ceux sous forme de commissions sur fusions et acquisitions, avaient été très élevés au premier trimestre. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés à la faveur de la compression des charges, de la hausse des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I et de la montée des revenus.

### Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 114 millions de dollars ou de 5 % et s'est établi à 2 023 millions. Le bénéfice par action s'est chiffré à 2,95 \$, ayant reculé de 0,19 \$ ou de 6 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté s'est accru de 84 millions ou de 4 % pour atteindre 2 038 millions, et le bénéfice par action ajusté a été de 2,97 \$, en hausse de 0,11 \$ ou de 4 % en regard d'un an plus tôt. Après ajustement, le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux et du groupe GP a très fortement augmenté, celui de PE États-Unis a bien progressé et celui de PE Canada a affiché une hausse moins prononcée. Quant au bénéfice net ajusté des Services d'entreprise, il a fléchi par rapport au même semestre de l'exercice précédent.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Revenus

Le total des revenus a baissé de 15 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et s'est situé à 3 944 millions de dollars. Les revenus ajustés ont augmenté de 32 millions ou de 1 %, pour atteindre 3 759 millions. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont affiché une saine croissance grâce à la hausse notable de ceux tirés des activités liées aux taux d'intérêt ainsi qu'à l'augmentation de ceux provenant des services aux sociétés. Le groupe GP a aussi enregistré des hausses puisque l'essor des revenus tirés des activités de gestion du patrimoine n'a été annulé qu'en partie par la réduction de ceux des activités d'assurance. Les revenus de PE Canada ont été comparables à ceux d'il y a un an car l'incidence de la forte hausse des volumes de la plupart des produits a été annulée par les conséquences du repli de la marge nette d'intérêts. Quant aux revenus de PE États-Unis, ils ont fléchi de 4 % en dollars américains car les effets de la hausse des commissions sur prêts aux entreprises et de la forte progression de ces prêts ont été plus qu'annulés par les réductions enregistrées dans certains portefeuilles de prêts et par la contraction de la marge nette d'intérêts et des frais de service des dépôts. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé à cause du montant plus élevé de compensation sur une base d'imposition comparable (bic) des groupes au cours du trimestre à l'étude ainsi que de la diminution des revenus provenant de divers éléments, dont aucun n'a été important pris isolément. Le

raffermissement du dollar américain a représenté 28 millions de l'essor des revenus ajustés.

Les revenus ont fléchi de 137 millions de dollars ou de 3 % par rapport à ceux du premier trimestre. Les revenus ajustés ont baissé de 102 millions ou de 3 %. Les revenus de PE Canada et de PE États-Unis ont fléchi parce que le deuxième trimestre a compté moins de jours et que leurs marges se sont comprimées. Au premier trimestre, PE États-Unis avait tiré des revenus élevés des ventes de nouveaux prêts hypothécaires et inscrit un montant important de commissions sur prêts aux entreprises. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont régressé car les revenus de banque d'affaires, surtout ceux sous forme de commissions sur fusions et acquisitions, avaient été fort élevés au premier trimestre. Les revenus du groupe GP ont baissé en raison de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme comparativement au premier trimestre. La hausse des revenus ajustés des Services d'entreprise a résulté de divers éléments, dont aucun n'a été important pris isolément. La plus-value du dollar américain a renforcé de 24 millions la hausse des revenus ajustés.

Les revenus du premier semestre ont baissé de 51 millions de dollars ou de 1 % alors qu'après ajustement, ils ont augmenté de 150 millions ou de 2 %. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont accrus grâce à la hausse de ceux de négociation et des commissions de banque d'affaires. Les revenus du groupe GP ont progressé en raison de la hausse de ceux provenant de produits tarifés et des récentes acquisitions. Les revenus de PE Canada n'ont que légèrement augmenté, l'incidence de la hausse des soldes et commissions de la plupart des produits ayant été grandement atténuée par l'impact de la contraction de la marge nette d'intérêts. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont baissé, ce qui a résulté du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes ainsi que de la baisse des revenus provenant de divers éléments, dont aucun n'a été important pris isolément. Quant aux revenus de PE États-Unis, ils ont quelque peu fléchi car l'effet positif de la hausse des commissions sur prêts aux entreprises, de l'augmentation de tels prêts et des profits à la vente de nouveaux prêts hypothécaires a été plus qu'annulé par les répercussions qu'a eues la compression de la marge nette d'intérêts. L'appréciation du dollar américain a représenté 6 millions de la hausse des revenus ajustés.

Les variations des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Revenus nets d'intérêts**

À 2 098 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 22 millions de dollars ou de 1 % inférieurs à ceux du deuxième trimestre de 2012. Les revenus nets d'intérêts ajustés ne tiennent pas compte des montants relatifs à la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. Les revenus nets d'intérêts ajustés ont baissé de 46 millions ou de 2 % et se sont établis à 1 923 millions.

Au deuxième trimestre de 2013, l'actif productif moyen a progressé de 25 milliards de dollars ou de 5 % comparativement à il y a un an, résultat qui tient compte d'une hausse de 5 milliards résultant du raffermisssement du dollar américain. L'actif productif moyen de PE Canada et du groupe GP a fortement augmenté, celui de PE États-Unis et de BMO Marchés des capitaux a enregistré une certaine hausse et celui des Services d'entreprise a reculé. L'actif productif moyen de PE États-Unis s'est amélioré de 0,9 milliard de dollars américains ou de 2 % en raison surtout de la croissance marquée des prêts aux entreprises, facteur qui a été contrebalancé en partie par des baisses dans certains portefeuilles de prêts et des soldes de prêts aux particuliers, baisses qui étaient d'ailleurs attendues.

Après ajustement, la marge nette d'intérêts s'est repliée de 12 points de base et s'est située à 1,64 %. Ses variations sont traitées dans la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Par rapport au premier trimestre, les revenus nets d'intérêts ont diminué de 118 millions de dollars ou de 5 %. Après ajustement, ils se sont repliés de 81 millions ou de 4 %, notamment à cause du fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins. La marge nette d'intérêts ajustée s'est repliée de 3 points de base.

L'actif productif moyen a progressé de 5 milliards de dollars ou de 1 % par rapport au premier trimestre et, de cette hausse, une tranche de 4 milliards est imputable à l'appréciation du dollar américain. Chaque groupe d'exploitation a enregistré une amélioration à ce chapitre, mais les Services d'entreprise ont vu leur actif productif moyen baisser quelque peu.

La marge nette d'intérêts globale comptable de BMO s'est contractée de 6 points de base par rapport à celle du premier trimestre.

Les revenus nets d'intérêts du premier semestre ont reculé de 124 millions de dollars ou de 3 %. Après ajustement, ils ont fléchi de 134 millions de dollars ou de 3 %, pour se chiffrer à 3 927 millions, ce qui est imputable à la compression de la marge nette d'intérêts.

L'actif productif moyen du semestre à l'étude a progressé de 26 milliards de dollars ou de 6 %. De cette hausse, une tranche de 1 milliard est imputable à un dollar américain plus fort. L'actif productif moyen de PE Canada et du groupe GP a fortement augmenté et celui des autres groupes d'exploitation, dont PE États-Unis, a enregistré une certaine hausse alors que celui des Services d'entreprise a reculé. L'actif productif moyen de PE États-Unis s'est enrichi de 0,8 milliard de dollars américains ou de 1 % sur un an, ce qui a résulté surtout de la forte croissance des prêts aux entreprises, facteur contrebalancé en partie par des baisses dans certains portefeuilles de prêts et des soldes de prêts personnels, baisses qui étaient d'ailleurs prévues.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en points de base)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
PE Canada	259	283	(24)	265	(6)	262	287	(25)
PE États-Unis	417	439	(22)	421	(4)	419	443	(24)
Services bancaires Particuliers et entreprises	301	325	(24)	305	(4)	303	330	(27)
Groupe Gestion privée	286	300	(14)	290	(4)	288	342	(54)
BMO Marchés des capitaux	61	66	(5)	59	2	60	64	(4)
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	164	176	(12)	167	(3)	166	181	(15)
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	179	189	(10)	185	(6)	182	197	(15)
Total de la marge des services de détail au Canada (comptable et après ajustement)***	258	282	(24)	265	(7)	261	287	(26)

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 7 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 1 846 millions. Après ajustement, ils se sont accrus de 78 millions ou de 4 %, pour se situer à 1 836 millions. Les éléments d'ajustement de ces revenus ont trait à la liquidation des activités de crédit structuré, ce qui est pris en compte dans les revenus de négociation constatés par les Services d'entreprise. Les revenus de négociation ajustés se sont améliorés grâce essentiellement à l'accroissement des revenus tirés des activités liées aux taux d'intérêt. Les revenus tirés des fonds communs de placement et les commissions sur prêts ont nettement progressé. Les revenus d'assurance ont fléchi, et ce, surtout à cause des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme, et les commissions de prise ferme et de consultation ont baissé en raison de la diminution des volumes des nouvelles émissions durant le trimestre et de la conclusion, l'exercice précédent, de plusieurs transactions importantes dans le cadre desquelles nous avons fourni des services de consultation.

Par rapport au premier trimestre, les revenus autres que d'intérêts se sont repliés de 19 millions de dollars ou de 1 % et, après ajustement, ils se sont affaiblis de 21 millions ou de 1 %. Les commissions de prise ferme et de consultation et les commissions sur prêts ont baissé en regard des niveaux élevés qu'elles avaient atteint au premier trimestre. Les revenus d'assurance ont été beaucoup plus faibles, et ce, essentiellement à cause de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme par rapport au trimestre précédent. Les réductions indiquées ci-dessus ont été atténuées par les hausses de la plupart des autres catégories de revenus autres que d'intérêts.

Depuis le début de l'exercice, les revenus autres que d'intérêts se sont améliorés de 73 millions de dollars ou de 2 %, pour s'établir à 3 711 millions. Après ajustement, ils ont progressé de 284 millions ou de 8 %, atteignant ainsi 3 693 millions. Les revenus de négociation, ceux tirés des fonds communs de placement, les commissions sur prêts, dont celles constatées par les activités aux États-Unis, et les commissions de prise ferme et de consultation ont nettement augmenté.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les revenus autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 69 millions de dollars ou de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 568 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 45 millions ou de 2 %, pour se situer à 2 402 millions, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation des frais associés au personnel, dont ceux de la rémunération liée aux revenus dans certains secteurs par suite de la hausse des revenus, ainsi que de l'accroissement des charges opérationnelles en raison des récentes acquisitions et des sommes consacrées à certaines initiatives. Ces facteurs ont été atténués par les économies qu'a permises l'attention soutenue qui a été accordée à la productivité. L'appréciation du dollar américain a renforcé de 21 millions ou de 1 % la croissance des charges ajustées.

En comparaison du premier trimestre, les charges autres que d'intérêts ont baissé de 22 millions ou de 1 %. Après ajustement, elles ont reculé de 62 millions ou de 2 %, ce qui a découlé surtout du nombre moins élevé de jours et des coûts de rémunération liés au personnel admissible à la retraite, cette rémunération étant toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des honoraires professionnels ainsi que des coûts afférents aux communications et aux locaux. La plus-value du dollar américain a ajouté 18 millions ou 1 % à la hausse de ces charges après ajustement.

D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a reculé de 3,2 % et après ajustement, il a diminué de 1,0 %. Après ajustement, le levier d'exploitation ajusté a été pour ainsi dire neutre d'un trimestre à l'autre.

Depuis le début de l'exercice, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 105 millions de dollars ou de 2 %, s'établissant ainsi à 5 158 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 131 millions ou de 3 %, pour se situer à 4 866 millions, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation des frais associés au personnel, dont ceux de la rémunération liée au rendement, ce qui témoigne de la hausse des revenus dans certains secteurs. L'appréciation du dollar américain a accru de 6 millions la croissance des charges ajustées.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Gestion des risques**

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 75 à 92 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

#### **Dotations à la provision pour pertes sur créances**

##### **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 145 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 50 millions en regard de la même période un an plus tôt. Après ajustement, elle s'est située à 110 millions, ayant fléchi de 41 millions. La majeure partie de la baisse du montant ajusté est imputable au recul des dotations à la provision de PE Canada et de BMO Marchés des capitaux.

Les dotations à la provision de PE Canada ont diminué de 13 millions de dollars en raison de la baisse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de crédit à la consommation. Les dotations de PE États-Unis ont reculé de 5 millions, ce qui reflète essentiellement l'amélioration de la qualité du crédit de tous les portefeuilles de détail. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la hausse des dotations relatives aux prêts aux entreprises. Pour ce qui est de BMO Marchés des capitaux, les dotations à la provision ont baissé de 25 millions en raison de l'amélioration des recouvrements de montants déjà sortis du bilan ainsi que du fait que les dotations avaient été élevées un an plus tôt à cause essentiellement d'un seul grand compte. Les dotations à la provision des Services d'entreprise ont été relativement stables d'un exercice à l'autre.

##### **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 145 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 33 millions par rapport au trimestre précédent. Après ajustement, elle s'est située à 110 millions, ayant augmenté de 14 millions depuis ce trimestre, ce qui est principalement imputable à la hausse des dotations de PE Canada et de PE États-Unis. Cette hausse a été compensée en partie par les recouvrements plus élevés liés au portefeuille de prêts douteux qui a été acquis. Au cours du trimestre à l'étude, les éléments d'ajustement ont compris une dotation à la provision spécifique de 65 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I et une réduction de 30 millions de la provision générale, dont un montant de 8 millions était lié à ce même portefeuille.

Les dotations à la provision de PE Canada ont augmenté de 26 millions de dollars; la majeure partie de la hausse a été enregistrée dans le portefeuille de prêts aux entreprises en raison d'une dotation plus importante relativement à un compte. Les dotations de PE États-Unis se sont accrues de 23 millions en regard des niveaux exceptionnellement faibles du premier trimestre. La majeure partie de cette hausse était liée au portefeuille de prêts aux entreprises puisque les recouvrements avaient été supérieurs au cours de cette période. Les recouvrements de BMO Marchés des capitaux ont baissé de 9 millions parce qu'un recouvrement important en lien avec un seul compte avait eu lieu au trimestre précédent. Le montant ajusté des dotations des Services d'entreprise tient compte d'une hausse de 48 millions des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T1-2013	T2-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
Nouvelles dotations à la provision spécifique	407	418	458	825	870
Reprises sur les provisions établies précédemment	(49)	(82)	(66)	(131)	(133)
Recouvrements de prêts sortis du bilan précédemment	(183)	(158)	(197)	(341)	(420)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	175	178	195	353	317
Augmentation (diminution) de la provision générale	(30)	–	–	(30)	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances	145	178	195	323	336
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement 1)	110	96	151	206	242
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) 2)	0,22	0,28	0,32	0,25	0,28
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis (annualisée) 2) 3)	0,31	0,29	0,46	0,30	0,47
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,27	0,28	0,32	0,27	0,26
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisée) 1)	0,18	0,16	0,28	0,17	0,22

1) La dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement ne tient pas compte des dotations liées au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale.

2) Certains ratios de 2012 ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

3) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les données historiques.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T1-2013	T2-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
PE Canada	154	128	167	282	322
PE États-Unis	55	32	60	87	123
Services bancaires Particuliers et entreprises	209	160	227	369	445
Groupe Gestion privée	1	2	1	3	6
BMO Marchés des capitaux	(6)	(15)	19	(21)	10
Services d'entreprise, y compris T&O 2) 3)					
Portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers	13	8	21	21	40
Prêts douteux acquis	(107)	(59)	(117)	(166)	(259)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	110	96	151	206	242
Dotations à la provision spécifique relativement aux prêts productifs acquis 3)	65	82	44	147	75
Variation de la provision générale	(30)	–	–	(30)	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances	145	178	195	323	336

1) Depuis le T1-2013, les dotations liées aux intérêts sur les prêts douteux sont attribuées aux groupes d'exploitation. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

2) Les montants des Services d'entreprise tiennent compte de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise au T3-2011.

3) Les dotations à la provision à l'égard des portefeuilles de prêts productifs acquis et de prêts douteux acquis sont présentées par les Services d'entreprise.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux totalisait 2 848 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 912 millions à la fin du premier trimestre de 2013 et à 2 837 millions il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a haussé de 20 millions et de 38 millions, respectivement, le montant brut des prêts douteux en regard du trimestre précédent et du deuxième trimestre de 2012. Le montant, à la fin du trimestre, qui est indiqué ci-dessus comprend le solde brut des prêts douteux liés aux portefeuilles acquis, soit 1 062 millions. De ce solde, une tranche de 142 millions est visée par une entente de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation qui expire en 2015 dans le cas des prêts aux entreprises et en 2020 dans celui des prêts aux particuliers.

Les nouveaux prêts douteux (excluant le portefeuille de prêts productifs acquis de M&I) ont totalisé 347 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 355 millions au premier trimestre de 2013 et 455 millions il y a un an. Les nouveaux prêts douteux liés au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I se sont situés à 248 millions durant le trimestre à l'étude, comparativement à 275 millions au trimestre précédent et à 444 millions un an plus tôt.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T1-2013	T2-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
SBPAD au début de la période	<b>2 912</b>	2 976	2 657	<b>2 976</b>	2 685
Augmentation des prêts et acceptations douteux	<b>595</b>	630	899	<b>1 225</b>	1 523
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	<b>(443)</b>	(459)	(427)	<b>(902)</b>	(806)
Montants sortis du bilan 3)	<b>(216)</b>	(235)	(292)	<b>(451)</b>	(565)
SBPAD à la fin de la période	<b>2 848</b>	2 912	2 837	<b>2 848</b>	2 837
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations 4)	<b>1,08</b>	1,12	1,16	<b>1,08</b>	1,16
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis 4) 5)	<b>0,73</b>	0,80	0,96	<b>0,73</b>	0,96
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	<b>8,80</b>	8,98	9,34	<b>8,80</b>	9,34
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, exclusion faite des portefeuilles acquis 5)	<b>5,56</b>	5,96	7,07	<b>5,56</b>	7,07

1) Le SBPAD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

2) Comprend le montant des éléments douteux classés de nouveau dans les éléments productifs, les ventes de prêts, les remboursements et l'incidence des fluctuations des cours de change et des prêts aux particuliers sortis du bilan qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts et acceptations douteux.

3) Ne tient pas compte de certains prêts qui sont directement sortis du bilan et qui ne sont pas classés dans les nouveaux prêts douteux (92 millions de dollars au T2-2013, 91 millions de dollars au T1-2013 et 106 millions au T2-2012).

4) Certains ratios de 2012 ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

5) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les résultats passés.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Prêts garantis par des biens immobiliers

Dans le contexte actuel, les risques liés aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire figurent parmi nos préoccupations. BMO soumet régulièrement ses portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire à des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions que pourraient avoir des événements extrêmes. Ces simulations de crise font intervenir des scénarios défavorables modérés et graves. Les pertes sur créances qui en découlent varient selon la gravité du scénario et elles sont considérées comme gérables.

En 2012, de nouvelles règles concernant les prêts hypothécaires à l'habitation et destinées aux prêteurs réglementés au palier fédéral canadien ont été instaurées. Ces règles imposent des restrictions quant au ratio prêt/valeur des marges de crédit sur valeur domiciliaire renouvelables, à la renonciation à la preuve de revenu, aux plafonds du ratio du service de la dette de même qu'aux périodes maximales d'amortissement, soit 25 ans, et à la valeur maximale d'une habitation, à savoir 1 million de dollars, dans le cas des prêts hypothécaires assurés à ratio élevé (ratio prêt/valeur supérieur à 80 %). Les changements réglementaires ont exigé certains ajustements aux méthodes de montage de prêts, dont une réduction de 80 % à 65 % du ratio maximal prêt/valeur des marges de crédit sur valeur domiciliaire renouvelables.

### Risque de marché

Le total de la valeur à risque (VaR) associée aux activités de négociation a légèrement baissé durant le trimestre grâce à la diminution du risque de crédit inhérent aux activités sur les titres à revenu fixe et du risque de change. La baisse de la VaR inhérente aux titres disponibles à la vente a résulté essentiellement du recul des positions en actifs.

Le total de la VaR associée aux activités de négociation en période de tension a augmenté quelque peu, l'accroissement du risque de taux d'intérêt ayant été compensé par la réduction des risques de crédit et de change, ce qui, en général, rend compte des changements au total de la VaR associée aux activités de négociation au cours du trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur de marché provient de la hausse des taux d'intérêt et reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat découle du recul des taux d'intérêt et reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel se voient attribuer des taux moins élevés. Les risques liés à la valeur de marché et à la valeur économique dans des scénarios de hausse des taux d'intérêt se sont accrus par rapport au trimestre précédent en raison surtout des volumes plus élevés d'engagements en prêts hypothécaires, du fait que les clients ont nettement préféré les prêts et prêts hypothécaires à taux fixe et de l'essor du capital comptable. Les risques liés à la valeur de marché et à la valeur économique dans des scénarios de baisse des taux d'intérêt n'ont que peu varié par rapport au trimestre précédent. Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 82 à 86 de son Rapport annuel pour 2012.

**Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation** (en millions de dollars)\*

**Tableau 8**

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013				Au 31 janvier 2013	Au 31 octobre 2012
(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,3)	(0,4)	(0,9)	(0,2)	(0,5)	(0,6)
VaR liée aux actions	(5,9)	(5,4)	(6,9)	(4,4)	(5,2)	(6,6)
VaR liée au change	(1,0)	(1,8)	(2,6)	(1,0)	(2,8)	(0,2)
VaR liée aux taux d'intérêt	(5,4)	(4,7)	(7,2)	(2,8)	(3,7)	(4,5)
VaR liée au crédit	(4,4)	(5,2)	(6,6)	(4,3)	(5,4)	(5,5)
Diversification	9,7	9,9	n. s.	n. s.	9,3	6,7
Total de la VaR – Négociation	(7,3)	(7,6)	(9,1)	(6,7)	(8,3)	(10,7)
Total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente	(7,4)	(10,3)	(12,2)	(7,2)	(11,8)	(8,9)

\* Le total de la VaR liée aux activités de négociation indiqué ci-dessus est assujéti au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.  
n. s. - non significatif

**Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation** (en millions de dollars)\*

**Tableau 9**

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013				Au 31 janvier 2013	Au 31 octobre 2012
(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(1,9)	(2,3)	(4,0)	(1,2)	(1,8)	(2,1)
VaR liée aux actions en période de tension	(10,0)	(7,9)	(10,1)	(6,2)	(8,9)	(10,5)
VaR liée au change en période de tension	(2,0)	(3,9)	(6,3)	(2,0)	(4,8)	(0,3)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(10,2)	(11,0)	(15,3)	(7,2)	(8,4)	(11,4)
VaR liée au crédit en période de tension	(9,4)	(10,2)	(11,8)	(9,4)	(10,5)	(9,3)
Diversification	20,2	22,3	n. s.	n. s.	21,6	18,9
VaR en période de tension – Négociation	(13,3)	(13,0)	(15,8)	(11,2)	(12,8)	(14,7)

\* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.  
n. s. - non significatif

**Risque structurel lié à la valeur de marché, au bilan, et volatilité du résultat** (en millions de dollars)\*

**Tableau 10**

(équivalent en dollars canadiens)	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Risque lié à la valeur de marché (avant impôts)	(634,8)	(546,6)	(590,6)
Volatilité du résultat sur 12 mois (après impôts)	(64,7)	(68,7)	(74,0)

\* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

**Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de taux d'intérêt** (en millions de dollars)\* \*\*

**Tableau 11**

	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
(équivalent en dollars canadiens)	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Hausse de 100 points de base	(633,7)	(542,4)	(537,6)	57,5	52,1	20,1
Baisse de 100 points de base	404,0	401,5	402,9	(42,4)	(55,1)	(74,6)
Hausse de 200 points de base	(1 403,8)	(1 206,5)	(1 223,1)	90,2	83,1	27,2
Baisse de 200 points de base	594,1	789,1	783,6	(56,4)	(45,3)	(75,1)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2013 donnerait lieu à une augmentation de 102 millions de dollars de leur résultat après impôts et à une hausse de 528 millions de leur valeur économique avant impôts (96 millions et 497 millions, respectivement, au 31 janvier 2013 et 94 millions et 560 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2013 donnerait lieu à une diminution de 83 millions de leur résultat après impôts et à une diminution de 616 millions de leur valeur économique avant impôts (80 millions et 575 millions, respectivement, au 31 janvier 2013 et 74 millions et 634 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.



## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Au 30 avril 2013, les actifs liquides de BMO totalisaient 176 milliards de dollars, contre 175 milliards au 31 janvier 2013. Leur légère hausse depuis cette date a découlé essentiellement de l'augmentation de la trésorerie en dépôt auprès de banques centrales, ce qui a été atténué par une baisse des valeurs mobilières. La trésorerie et les valeurs mobilières de BMO représentaient 30,1 % du total de ses actifs au 30 avril 2013, contre 30,6 % au 31 janvier 2013.

Les actifs liquides sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Dans certains cas, une partie de ces actifs liquides est cédée en garantie entre des entités en échange de fonds de financement.

Dans le cadre normal des activités quotidiennes de la Banque, BMO peut donner en garantie certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Le montant net des actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les valeurs mobilières de BMO plus les garanties admissibles obtenues moins celles accordées, se chiffrait à 161 milliards de dollars au 30 avril 2013, contre 158 milliards au 31 janvier 2013. BMO peut également transporter en nantissement des prêts hypothécaires et d'autres prêts afin de mobiliser du financement à long terme.

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et les actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs liquides liés aux activités de négociation est généralement à plus court terme (d'un terme inférieur à un an) et reflète la liquidité des actifs ainsi financés, sous réserve de l'application de quotités visant à rendre compte du risque de recul des valeurs de marché durant des périodes de tension sur les marchés. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme de sorte à obtenir un équilibre prudent entre les avantages que procurent la détention d'actifs liquides supplémentaires et les frais de financement.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un aspect important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Au deuxième trimestre, BMO a, à des fins de financement de gros à terme, émis pour 4,9 milliards de dollars d'instruments au Canada et à l'échelle internationale. Au 30 avril 2013, l'encours du financement de gros à terme totalisait 77,0 milliards, contre 74,6 milliards au 31 janvier 2013. Sa hausse a servi à refinancer les titres de financement de gros à terme dont l'échéance était imminente ainsi qu'à financer la croissance des actifs nets. La Banque prévoit avoir encore accès aux marchés du financement de gros à terme en 2013, soit essentiellement afin de refinancer les titres de financement de gros à terme qui viendront à échéance ainsi que de financer la croissance des actifs nets qui pourrait survenir au fil de l'exercice.

Les méthodes de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 88 de son Rapport annuel pour 2012.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2013				31 janvier 2013			
	Trésorerie et valeurs mobilières obtenues		Actifs grevés 1)		Trésorerie et valeurs mobilières obtenues		Actifs grevés 1)	
	Actifs de BMO		Actifs nets non grevés		Actifs de BMO		Actifs nets non grevés	
<b>Actifs liquides</b>								
Trésorerie et valeurs mobilières								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 446	-	2 257	36 189	31 519	-	2 161	29 385
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 230	-	-	6 230	6 149	-	-	6 149
Valeurs mobilières								
Titres d'administrations publiques	56 673	61 588	67 412	50 849	63 921	54 767	64 577	54 111
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	7 787	1 827	2 111	7 503	7 209	3 092	3 477	6 824
Titres de créance d'entreprises	21 341	2 198	3 309	20 230	22 666	2 159	3 362	21 463
Actions d'entreprises 2)	36 655	28 732	33 977	31 410	34 566	24 232	26 949	31 849
Total des valeurs mobilières	122 456	94 345	106 809	109 992	128 362	84 250	98 365	114 247
Total de la trésorerie et des valeurs mobilières 3)	167 132	94 345	109 066	152 411	166 030	84 250	100 526	149 754
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH) (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)								
	8 549	-	-	8 549	8 484	-	-	8 484
Total des actifs liquides	175 681	94 345	109 066	160 960	174 514	84 250	100 526	158 238

**Actifs liquides de la Banque par entité juridique**

	30 avril 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens)		
BMO	102 543	106 795
BMO Harris Bank	36 510	31 177
Firmes de courtage	36 628	36 542
Total des actifs liquides de la Banque	175 681	174 514

La Banque a également donné en nantissement des prêts hypothécaires et d'autres prêts totalisant 42,6 milliards de dollars au 30 avril 2013 (40,9 milliards au 31 janvier 2013) en guise de soutien à la mobilisation de fonds de financement à long terme garantis. Le total des actifs donnés en garantie et grevés qui sont inscrits ou non au bilan se chiffrait à 151,6 milliards au 30 avril 2013 (141,4 milliards au 31 janvier 2013).

- 1) Les actifs grevés renvoient à la partie des actifs de BMO ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie ou grevées par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales, des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement et de ventes à découvert.
- 2) Les soldes des actions d'entreprises sont couverts en grande partie.
- 3) Le total de la trésorerie et des valeurs mobilières comprend également certains instruments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de la Banque en matière de liquidité. Ces instruments totalisaient 9,9 milliards de dollars, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, l'entité de gestion de placements structurés et l'entité de protection du crédit, de même que certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires.
- 4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la Banque.

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 143 du Rapport annuel pour 2012 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité, et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa3 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's (S&P).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, s'il en est. Au 30 avril 2013, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 0,8 milliard de dollars et 1,1 milliard, respectivement, si ses cotes étaient abaissées d'un cran et de deux crans.

**Risque d'assurance**

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion de ce risque ni dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 89 de son Rapport annuel pour 2012.

## **Risque lié à la gestion et à la sécurité de l'information**

Tel qu'il est indiqué dans la section de notre Rapport de gestion annuel qui traite des risques opérationnels et infrastructurels, les risques de sécurité de l'information des institutions financières comme BMO se sont accrus dans les dernières années. Nos activités englobent des services financiers en ligne ou mobiles qui assurent le traitement, la transmission et le stockage sécurisés de données confidentielles. Compte tenu de l'usage que nous faisons du réseau Internet et de notre dépendance envers les technologies numériques, nous sommes exposés à des risques relevant de la cybersécurité, ce qui pourrait englober i) le risque lié à la sécurité de l'information, dont le piratage informatique, le vol d'identité et l'espionnage commercial et ii) le risque de déni de service, telles des attaques visant à causer des pannes de réseau ou l'interruption des services. BMO a recours à des systèmes et à des procédures afin de contrer, de surveiller et de gérer les menaces susceptibles de compromettre la cybersécurité ainsi que d'y réagir. Cependant, il se peut que BMO ou les parties avec lesquelles elle traite ne puissent prévoir ou instaurer des mesures efficaces contre ces menaces étant donné que les techniques utilisées changent fréquemment, proviennent d'un large éventail de sources et sont de plus en plus perfectionnées. Advenant de telles attaques, BMO pourrait subir des pertes ou voir sa réputation entachée.

## **Transactions sur dérivés**

Tel qu'il est décrit à la section Instruments financiers désignés, le groupe de travail sur l'enrichissement des informations à fournir (l'« Enhanced Disclosure Task Force ») a émis des recommandations visant à rehausser les informations à fournir à l'égard de plusieurs questions, dont le risque de crédit de contrepartie découlant de transactions sur dérivés. Sauf dans de rares exceptions, nous utilisons la convention cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) pour documenter nos relations contractuelles de négociation de dérivés hors cote avec nos contreparties. Cette convention cadre établit la structure juridique ainsi que les modalités usuelles qui s'appliquent à toutes les transactions sur dérivés conclues, sur une base latérale, par des parties. En plus de définir ce qu'est un événement de défaut et un événement entraînant la résiliation, lesquels peuvent causer la résiliation des transactions avant leur date d'échéance, la convention cadre de l'ISDA renferme des règlements concernant le calcul et la compensation des valeurs d'annulation (également appelées les montants de liquidation) de transaction conclues entre des parties de sorte à obtenir un seul montant global qu'une partie doit payer à l'autre.

Des annexes au soutien de crédit sont souvent jointes aux conventions cadres de l'ISDA afin d'assurer l'échange de sûretés entre les parties lorsque le risque lié aux dérivés hors cote de l'autre partie dépasse un montant convenu (appelé le seuil). La remise de sûretés a pour objet de réduire le risque de crédit de contrepartie. Les sûretés peuvent être échangées en tant que marge initiale ou marge de variation, ou les deux. Les annexes au soutien de crédit renferment notamment des dispositions décrivant les types de sûretés qui sont acceptables (tels des titres du Trésor du gouvernement et des sommes en trésorerie) ainsi que leur mode d'évaluation (des quotités sont souvent appliquées aux valeurs de marché), les seuils, le fait que la sûreté puisse ou ne puisse pas être redonnée en garantie par son bénéficiaire et la façon de calculer les intérêts.

## **Mise en garde**

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 19 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2012, mais a baissé de 9 millions par rapport au premier trimestre de 2013, pour s'établir à 256 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 20,8 % pour le trimestre, contre 18,7 % il y a un an et 20,2 % au premier trimestre.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 250 millions de dollars, soit 13 millions de plus qu'il y a un an, mais 10 millions de moins qu'au premier trimestre. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,0 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,5 % au deuxième trimestre de 2012 et 19,9 % au premier trimestre de 2013. Le taux d'impôt effectif ajusté est établi au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net servant au calcul du bénéfice assujéti à l'impôt.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011	T3-2011
Total des revenus	<b>3 944</b>	4 081	4 176	3 878	3 959	4 117	3 822	3 320
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	<b>175</b>	178	216	229	195	122	299	245
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	<b>(30)</b>	–	(24)	8	–	19	63	(15)
Charges autres que d'intérêts	<b>2 568</b>	2 590	2 701	2 484	2 499	2 554	2 432	2 221
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>975</b>	1 048	1 082	970	1 028	1 109	768	708
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	<b>997</b>	1 041	1 125	1 013	982	972	832	856
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,43</b>	1,53	1,59	1,42	1,52	1,65	1,12	1,10
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,42</b>	1,53	1,59	1,42	1,51	1,63	1,11	1,09
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,46</b>	1,52	1,65	1,49	1,44	1,42	1,20	1,34
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,79</b>	1,85	1,83	1,88	1,89	2,05	2,01	1,76
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (%)	<b>1,64</b>	1,67	1,67	1,70	1,76	1,85	1,78	1,78
Taux d'impôt effectif (%)	<b>20,8</b>	20,2	15,7	16,2	18,7	22,0	25,3	18,5
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	<b>20,0</b>	19,9	17,9	16,9	19,5	23,7	20,7	19,7
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,02</b>	1,00	0,99	1,02	0,99	1,01	1,01	0,96
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances 2)								
PE Canada	<b>154</b>	128	146	147	167	155	178	154
PE États-Unis	<b>55</b>	32	75	76	60	63	71	60
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>209</b>	160	221	223	227	218	249	214
Groupe Gestion privée	<b>1</b>	2	11	5	1	5	2	(1)
BMO Marchés des capitaux	<b>(6)</b>	(15)	(4)	–	19	(9)	12	10
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(29)</b>	31	(12)	1	(52)	(92)	36	22
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	<b>175</b>	178	216	229	195	122	299	245
Bénéfice net comptable								
PE Canada	<b>430</b>	458	442	459	433	441	419	436
PE États-Unis	<b>155</b>	182	140	139	142	159	162	90
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>585</b>	640	582	598	575	600	581	526
Groupe Gestion privée	<b>141</b>	163	164	109	147	104	138	109
BMO Marchés des capitaux	<b>275</b>	310	314	250	233	224	156	288
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(26)</b>	(65)	22	13	73	181	(107)	(215)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>975</b>	1 048	1 082	970	1 028	1 109	768	708
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	<b>431</b>	461	444	462	436	443	422	437
PE États-Unis	<b>168</b>	195	156	155	157	176	179	99
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>599</b>	656	600	617	593	619	601	536
Groupe Gestion privée	<b>148</b>	169	169	114	153	109	143	111
BMO Marchés des capitaux	<b>276</b>	310	315	250	233	224	156	289
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(26)</b>	(94)	41	32	3	20	(68)	(80)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>997</b>	1 041	1 125	1 013	982	972	832	856

1) Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les soldes des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter un changement dans la méthode comptable utilisée pour la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Voir la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation pour obtenir plus de détails à ce sujet.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice (suite)

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 96 et 97 de son Rapport de gestion annuel pour 2012. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 13 présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2011 et le deuxième trimestre de 2013, inclusivement.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude. Au premier trimestre de l'exercice 2013, nous avons commencé à imputer les dotations à la provision pour pertes sur créances aux groupes d'exploitation de la Banque en fonction de leurs pertes sur créances réelles. Antérieurement, nous leur imputions les pertes sur créances au moyen d'une méthode de provisionnement selon les pertes prévues. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

Nous avons maintenu le cap sur l'enracinement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. La conjoncture économique a parfois représenté un défi pour certains de nos secteurs en 2011 et en 2012, mais dans l'ensemble, les conditions se sont améliorées et les résultats trimestriels ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des deux derniers exercices. Dans les plus récents trimestres, nous avons mis davantage l'accent sur l'amélioration de notre productivité.

Les volumes de la majeure partie des produits des secteurs des services aux particuliers et aux entreprises de PE Canada ont encore affiché une saine croissance. Le bénéfice net a généralement été en hausse. Compte non tenu de l'incidence qu'a eue le fait que le trimestre a compté trois jours de moins, les revenus ont augmenté quelque peu et les charges ont reculé par rapport au trimestre précédent, les répercussions continues d'une forte hausse des volumes ayant été atténuées par les conséquences toujours présentes des pressions exercées sur la marge nette d'intérêts dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les résultats de PE États-Unis ont commencé à s'améliorer grandement vers la fin du troisième trimestre de 2011 grâce à l'incidence positive de l'acquisition de M&I ainsi qu'à la hausse de soldes des prêts aux entreprises, soldes qui connaissaient une croissance anémique depuis le début du ralentissement économique en 2007. PE États-Unis a enregistré d'excellents résultats au premier trimestre de 2013. En général, le bénéfice net a été stable ou s'est amélioré grâce à la croissance des prêts aux entreprises et prêts industriels de base et à la réduction des charges. Comme il fallait s'y attendre, la marge nette d'intérêts s'est comprimée.

Le groupe GP a enregistré d'excellents résultats opérationnels dans les derniers trimestres. Stimulés par l'essor des actifs des clients et l'attention soutenue qui a été accordée à la productivité, ses résultats trimestriels, compte non tenu de ceux des activités d'assurance, se sont améliorés de manière plutôt constante. Quant aux résultats trimestriels des activités d'assurance, ils ont fluctué.

Les résultats de BMO Marchés des capitaux pour les neuf premiers mois de 2012 ont été satisfaisants, mais ceux du dernier

trimestre de cet exercice ont été plus solides grâce à l'accroissement des revenus et à un recouvrement d'impôts sur le résultat de périodes antérieures. Ce groupe a enregistré de très bons résultats dans les deux premiers trimestres de 2013, les revenus de banque d'affaires, et ce, surtout au chapitre des commissions sur fusions et acquisitions, ayant été fort élevés au premier trimestre.

Dans l'ensemble, les dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO en pourcentage des prêts et acceptations ont, dans les plus récents trimestres et en regard de 2012 et de 2011, encore affiché des tendances à la baisse. Les dotations après ajustement, qui ne tiennent pas compte des dotations relatives au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale, ont peu fluctué en 2012 et depuis le début de 2013, mais ont été moins importantes qu'en 2011 en raison surtout des reprises sur les provisions relatives au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I et de l'amélioration des conditions de crédit aux États-Unis.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, et ce, en grande partie à cause de la prise en compte d'éléments d'ajustement, ces éléments étant pour la plupart constatés par ce secteur. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont été relativement stables en 2012 et supérieurs à ceux de 2011. Cette amélioration s'explique essentiellement par une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances après ajustement comptabilisée par les Services d'entreprise en 2012, baisse qui reflète d'importantes reprises sur les dotations à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Ces reprises peuvent varier et leur recul au premier trimestre de 2013 ainsi que la baisse des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats des Services d'entreprise pour ce trimestre. Ces reprises ont augmenté dans le dernier trimestre et, conjuguées à la réduction des charges, elles ont accru le bénéfice net de cette période.

Le dollar américain s'est déprécié au premier semestre de 2011 avant de se raffermir au quatrième trimestre et d'atteindre un niveau proche de la parité. En 2012 et depuis le début de 2013, les fluctuations des cours de change ont été moins prononcées. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités. Le taux effectif ajusté a diminué de 2011 à 2012, et ce, en raison principalement d'une réduction de 1,6 point de pourcentage du taux d'impôt prévu par la loi au Canada en 2012 ainsi que de la hausse des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures. Le taux s'est accru en 2013 à cause de la baisse des recouvrements.

## Mise en garde

La présente section portant sur les tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Cette section contient également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Bilan

Au 30 avril 2013, le total des actifs atteignait 555,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 29,8 milliards depuis le 31 octobre 2012, ce qui inclut une hausse de 1,8 milliard résultant du renforcement du dollar américain. Sa hausse reflète essentiellement les augmentations de 18,4 milliards de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, de 12,5 milliards des titres pris en pension ou empruntés et de 9,7 milliards du solde net des prêts et acceptations, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la diminution de 5,9 milliards des valeurs mobilières et d'un montant net de 4,9 milliards des autres actifs.

La hausse de 18,4 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes auprès de banques centrales.

L'accroissement de 12,5 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés vient principalement de l'intensification des opérations réalisées pour les clients.

La hausse de 9,7 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a résulté surtout d'une augmentation des prêts aux entreprises et aux administrations publiques consentis par PE Canada et PE États-Unis ainsi que d'une hausse des prêts hypothécaires à l'habitation qu'a enregistrée principalement PE Canada.

Le recul de 5,9 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté principalement d'une diminution des titres disponibles à la vente.

La diminution, d'un montant net de 4,9 milliards de dollars, des autres actifs est essentiellement attribuable au recul des actifs financiers dérivés, soit surtout des contrats sur taux d'intérêt. Une baisse correspondante des passifs financiers dérivés a été constatée.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 29,8 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2012, ce qui reflète essentiellement la progression de 34,6 milliards des dépôts et de 0,7 milliard des capitaux propres, ce qui a été annulé en partie par des diminutions de 4,7 milliards des passifs financiers dérivés. Le reste des passifs et des capitaux propres s'est replié d'un total de 0,8 milliard.

L'accroissement de 34,6 milliards de dollars des dépôts a résulté principalement d'une augmentation de 26,6 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques par suite de l'accroissement des dépôts en dollars américains et des émissions réalisées à des fins de financement de gros. Les dépôts des banques ont augmenté de 4,4 milliards et ceux des particuliers ont progressé de 3,6 milliards.

Le tableau 23, à la page 113 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, indique les obligations contractuelles par année d'échéance. Il ne s'est produit aucun changement important dans les obligations contractuelles hors du cadre normal des activités. La note 19 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités donne plus de renseignements sur les échéances contractuelles des actifs et des passifs à la fin du trimestre.

## Gestion du capital

### Analyse du capital réglementaire du deuxième trimestre de 2013

La situation de BMO en matière de capital demeure excellente, son ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, selon Bâle III, étant de 9,7 % au 30 avril 2013, ce qui est supérieur à celui de 9,4 % à la fin du trimestre précédent et nettement plus élevé que le ratio cible de 7 % des banques auquel s'attend le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), tel qu'il est expliqué dans le paragraphe ci-dessous.

Depuis le premier trimestre de 2013, les exigences en matière de capital réglementaire de BMO sont déterminées en fonction de Bâle III. En 2013, les ratios de capital minimums exigés par Bâle III sont de 3,5 % dans le cas du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, de 4,5 % dans celui du ratio de première catégorie et de 8 % dans celui du capital total, ces ratios étant calculés en fonction de l'application, sur cinq ans, d'ajustements réglementaires et du retrait, sur neuf ans, des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire en vertu des règles de Bâle III. Cependant, les lignes directrices du BSIF exigent des institutions canadiennes qui acceptent des dépôts qu'elles respectent dès 2013 les exigences en matière de capital de Bâle III prévues pour 2019 (selon une formule de calcul « tout compris »), si ce n'est de celles concernant le retrait graduel du capital non admissible, et que ces institutions atteignent un ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie selon Bâle III d'au moins 7 % (ratio minimal de 4,5 % plus un coussin de conservation du capital de 2,5 %) au plus tard le 31 janvier 2013. Le 26 mars 2013, le BSIF a annoncé, qu'à compter de 2016, BMO et cinq autres banques d'importance systémique nationale (BISN) devront toutes détenir un supplément de capitaux propres ordinaires de première catégorie de 1 % en plus du coussin de conservation du capital de 2,5 %, afin de réduire le risque de faillite des BISN.

Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté d'environ 30 points de base par rapport au premier trimestre et d'environ 100 points de base par rapport au ratio pro forma au 31 octobre 2012 en raison de la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Au 30 avril 2013, le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 20,2 milliards de dollars, dépassant ainsi de 0,3 milliard le montant du premier trimestre et de 0,9 milliard l'estimation pro forma de 19,3 milliards au 31 octobre 2012, ce qui s'explique principalement par l'essor des résultats non distribués et par l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions, ce qui a été atténué par le rachat et l'annulation d'actions ordinaires aux termes du programme de rachat d'actions de la Banque.

Au 30 avril 2013, les actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III, s'élevaient à 208 milliards de dollars, soit 3 milliards de moins qu'au premier trimestre et 14 milliards de moins que le montant estimatif pro forma, selon Bâle III, de 222 milliards au 31 octobre 2012. La baisse, en comparaison de ce qu'ils étaient à cette date, des actifs pondérés en fonction des risques a résulté principalement de la diminution de l'ajustement d'évaluation du crédit, d'un risque moins élevé dans certains portefeuilles et d'une meilleure gestion des risques.

Cette réduction a résulté de la décision du BSIF, annoncée en décembre 2012, de repousser à janvier 2014 la date d'entrée en vigueur de l'imposition d'une charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit. Ce report vise à synchroniser l'implantation de cette charge avec l'entrée en vigueur de Bâle III aux États-Unis et dans les pays de l'Union européenne, et il a donné lieu à une amélioration d'environ 35 points de base de notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie au 30 avril 2013.

Le ratio du capital de première catégorie et celui du capital total de la Banque, selon Bâle III, se situaient respectivement à 11,3 % et 13,7 % au 30 avril 2013, contre 11,1 % et 13,4 % au premier trimestre et 10,5 % et 12,9 % sur une base pro forma au 31 octobre 2012. Ces ratios se sont améliorés depuis la fin de l'exercice grâce à la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et à la baisse des actifs pondérés en fonction des risques dont il est fait mention ci-dessus, ce qui a été atténué par le retrait graduel d'instruments autres que des actions ordinaires qui ne remplissent pas les exigences de Bâle III imposées par le BSIF, dont celles concernant le capital conditionnel en cas de non-viabilité, ainsi que par le rachat de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 5 et de 250 millions de dollars américains d'actions privilégiées échangeables, série A, tel qu'il est indiqué à la section Autres faits nouveaux touchant le capital.

Le ratio de l'actif au capital de BMO, ratio de levier financier que surveille le BSIF et qui est calculé au moyen du capital total transitoire comme le prescrit cet organisme, était de 16,3 au 30 avril 2013. Ce ratio a dépassé ceux de 16,1 au premier trimestre et de 15,2 au 31 octobre 2012, selon Bâle II, en raison surtout de l'essor du bilan et des modifications transitoires de Bâle III.

La section Gestion globale du capital, qui figure aux pages 60 à 64 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, renferme d'autres renseignements sur les changements apportés au capital réglementaire par Bâle III.

Les investissements de BMO dans ses établissements américains sont essentiellement libellés en dollars américains. Les profits ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de ces investissements sont pris en compte dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires (même s'ils ne sont assujettis à l'impôt que lorsqu'ils sont réalisés). Conjugué à l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains sur ceux en dollars canadiens et aux répercussions des déductions du capital en dollars américains sur son capital en dollars canadiens, cela peut rendre volatils les ratios de capital de la Banque. BMO peut couvrir ce risque de change en

finançant ses investissements à l'étranger en dollars américains ou peut conclure des contrats dérivés, tels des contrats de change à terme, ou choisir de financer ses investissements en dollars canadiens afin d'annuler l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de capital.

#### **Autres faits nouveaux touchant le capital**

Au cours du trimestre, 978 000 actions ordinaires ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Au deuxième trimestre, nous avons racheté quatre millions d'actions aux termes du programme de rachat d'actions de la Banque. Le calendrier et le montant des rachats aux termes de ce programme sont à la discrétion de la direction qui appuie ses décisions sur des facteurs tels la tenue des marchés et la suffisance du capital. La Banque ne procède à un rachat aux termes du programme qu'après avoir consulté le BSIF.

Le 24 janvier 2013, BMO a annoncé qu'il entendait racheter la totalité de ses actions privilégiées de catégorie B, série 5 à dividende non cumulatif, ce qu'il a fait le 25 février 2013.

Le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité des 250 millions de dollars américains d'actions privilégiées échangeables, série A à dividende non cumulatif de 7 3/8 % qu'avait émises Harris Preferred Capital Corporation, une filiale américaine. Ces actions privilégiées de fiducie de placement immobilier étaient admissibles comme capital réglementaire de première catégorie aux termes de Bâle II et, en vertu de Bâle III, faisaient partie du capital non admissible devant être retiré progressivement.

Le 29 mai 2013, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,74 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui correspond au même montant qu'au trimestre précédent, mais signale une augmentation de 0,04 \$ par action comparativement à celui d'il y a un an. Les dividendes et les rachats d'actions reflètent notre excellente situation en matière de capital ainsi que le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 27 août 2013 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> août 2013. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO. Aux termes de ce régime, la Banque détermine si les actions ordinaires acquises par les actionnaires seront achetées sur le marché libre ou seront des actions nouvellement émises. Jusqu'à nouvel ordre et débutant avec le dividende payable le 27 août 2013, ces actions ordinaires seront achetées sur le marché libre.

#### **Mise en garde**

Les sections précédentes qui traitent de la gestion du capital renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Ces sections contiennent également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III (en millions de dollars canadiens)	1) Tout compris	2) Transitoire	1) Tout compris	2) Transitoire
	T2-2013	T2-2013	T1-2013	T1-2013
Montant brut des capitaux propres ordinaires 3)	26 893	26 967	26 533	26 610
Ajustements réglementaires appliqués aux capitaux propres ordinaires	(6 695)	-	(6 640)	-
<b>Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>20 198</b>	<b>26 967</b>	19 893	26 610
Capital de première catégorie supplémentaire admissible 4)	3 779	3 779	3 890	3 890
Ajustements réglementaires appliqués au capital de première catégorie	(409)	(3 705)	(419)	(3 811)
<b>Capital de première catégorie supplémentaire</b>	<b>3 370</b>	<b>74</b>	3 471	79
<b>Capital de première catégorie (capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et capital de première catégorie supplémentaire)</b>	<b>23 568</b>	<b>27 041</b>	23 364	26 689
Capital de deuxième catégorie admissible 5)	4 919	4 919	4 890	4 890
Ajustements réglementaires appliqués au capital de deuxième catégorie	(50)	-	(50)	(30)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>	<b>4 869</b>	<b>4 919</b>	4 840	4 860
<b>Capital total (capital de première et de deuxième catégorie)</b>	<b>28 437</b>	<b>31 960</b>	28 204	31 549
<b>Total des actifs pondérés en fonction des risques</b>	<b>207 974</b>	<b>215 863</b>	210 671	214 298
<b>Ratios de capital (%)</b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7	12,5	9,4	12,4
Ratio du capital de première catégorie	11,3	12,5	11,1	12,5
Ratio du capital total	13,7	14,8	13,4	14,7

- 1) Le capital réglementaire établi selon une formule de calcul « tout compris » suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Le capital réglementaire transitoire suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 3) Le montant brut des capitaux propres ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 4) Le capital de première catégorie supplémentaire admissible comprend les instruments de première catégorie supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) Le capital de deuxième catégorie admissible comprend les instruments de deuxième catégorie admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

#### Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Tableau 15

Au 23 mai 2013	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	648 097 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Série 25	290 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	8 829 000
- droits non acquis	7 785 000

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 156 et 157 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, traite en détail du capital social.

#### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

#### Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à du personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous

accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les paiements fondés sur des actions qui sont attribués à du personnel de direction clé sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 168 et 169 du Rapport annuel pour 2012 de BMO.

#### Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités ad hoc et les garanties, arrangements décrits aux pages 64, 65, 66 et 70 de son Rapport annuel pour 2012 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités ad hoc, si ce n'est de certaines entités de titrisation des clients canadiennes et de certaines entités à financement structuré. La section Instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants dans ces arrangements au cours du trimestre clos le 30 avril 2013.

#### Méthodes comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.



## Modifications futures de méthodes comptables

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, BMO adoptera les nouvelles normes concernant les avantages du personnel, l'évaluation de la juste valeur, les états financiers consolidés, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises, la compensation et les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. La note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 124 à 127 du Rapport annuel pour 2012 de BMO renferme d'autres renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes.

La présente section qui traite des modifications futures de méthodes comptables contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Évolution de la réglementation aux États-Unis

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation américaine, dont les réformes financières en vertu de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi *Dodd-Frank*), et de nous y préparer. La présente section décrit sommairement ces faits nouveaux. Pour une analyse plus poussée, il y a lieu de se reporter à la section qui porte le même titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

En vertu de la loi *Dodd-Frank*, les swaps sont désormais assujettis à un régime de réglementation étendu. Certains swaps doivent faire l'objet d'une compensation centrale et devront bientôt être négociés en bourse. En tant qu'opérateur sur swaps inscrit aux États-Unis, BMO doit dorénavant se conformer aux exigences de communication de l'information et de conduite des affaires relativement aux swaps. Quant à celles concernant le capital et les marges eu égard aux swaps, elles sont actuellement en voie d'être examinées par les organismes de réglementation américains et internationaux.

En décembre 2012, le Conseil de la Réserve fédérale (CRF) a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de règlement qui établirait des normes prudentielles plus rigoureuses et qui imposerait des exigences portant sur l'application anticipée de mesures correctives à certaines banques étrangères ayant des établissements aux États-Unis, dont BMO. Le projet de règlement comporte de nouvelles exigences portant sur la structure organisationnelle, la gestion des risques, le capital, la liquidité, les simulations de crise et l'application anticipée de mesures correctives qui visent toutes les entités américaines des banques étrangères. Les exigences proposées s'appliquant à BMO Financial Corp. (BFC) sont semblables à celles déjà imposées à BFC et à ses filiales de même qu'aux banques et aux sociétés de portefeuille bancaires américaines. Le règlement proposé toucherait également les filiales américaines de BMO. Le CRF a indiqué que les exigences entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Le 29 avril 2013, BMO, sa succursale de Chicago et BMO Financial Corp. ont conclu un accord écrit avec le CRF et le Department of Financial and Professional Regulation de l'État d'Illinois. BMO Harris Bank N.A. a conclu une entente formelle avec l'Office of the Comptroller of the Currency. Tant l'accord écrit que l'entente formelle ont trait essentiellement aux mesures que prendront ces entités afin de renforcer leurs politiques, procédures et contrôles aux fins du respect de la loi *Bank Secrecy Act* et des exigences concernant la lutte contre le blanchiment d'argent.

## Mise en garde

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation aux États-Unis contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Instruments financiers désignés

Les pages 64 à 66 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO. En mars 2011, le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport d'analyse par les pairs qui consiste en un examen thématique des pratiques de communication de l'information sur les risques dans le but de mettre à jour ses perceptions sur les pratiques de communication de l'information. Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur l'enrichissement des informations à fournir (l'« Enhanced Disclosure Task Force ») du CSF a publié un rapport sur l'enrichissement des informations sur les risques que les banques doivent fournir, rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*. À l'heure actuelle, nous nous conformons à plusieurs des recommandations et nous continuerons d'examiner les informations à fournir dans des documents futurs qui seront déposés et de les rehausser au besoin.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, s'il en est, depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre rapport de gestion annuel.

## Expositions dans certaines régions

L'exposition de BMO dans certaines régions est présentée et analysée aux pages 67, 68, 112 et 113 de son Rapport annuel pour 2012. Notre exposition dans certaines régions au 30 avril 2013 est présentée dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars. Le tableau 16 indique les montants bruts et nets des expositions associées aux prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Ces montants sont présentés plus en détail, soit par type de contrepartie, dans les tableaux 17 à 19. Afin de permettre une meilleure comparaison, nous y présentons également un sommaire de nos positions au 31 janvier 2013 et au 31 octobre 2012. Les changements dans ces positions ont été mineurs.

Pour permettre une meilleure compréhension, les expositions de BMO en Europe associées aux swaps sur défaillance sont présentées séparément dans le tableau 20. Le risque inhérent aux swaps sur défaillance qui sont achetés est contrôlé par voie d'une liste de contreparties approuvées qui est examinée régulièrement, processus qui fait partie de notre cadre de gestion du risque de crédit. La majorité de ces swaps est de nature compensatoire, est habituellement assortie de modalités contractuelles concordantes et découle des anciennes stratégies de négociation de produits de crédit qui sont abandonnées progressivement depuis 2008.

Au 30 avril 2013

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	25	-	152	1	51	5	228	6
Italie	2	2	212	-	166	-	4	1	384	3
Portugal	-	-	126	-	-	-	1	-	127	-
Espagne	75	75	129	-	-	-	7	4	211	79
<b>Total – pays GIIPE 6)</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>492</b>	<b>-</b>	<b>318</b>	<b>1</b>	<b>63</b>	<b>10</b>	<b>950</b>	<b>88</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
France	30	30	616	460	2 916	2	264	32	3 826	524
Allemagne	56	18	1 873	1 531	1 766	29	72	9	3 767	1 587
Pays-Bas	291	126	502	433	1 274	3	74	8	2 141	570
Autres 7)	351	265	536	385	23	2	70	8	980	660
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE 8)</b>	<b>728</b>	<b>439</b>	<b>3 527</b>	<b>2 809</b>	<b>5 979</b>	<b>36</b>	<b>480</b>	<b>57</b>	<b>10 714</b>	<b>3 341</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	1	1	1 110	1 109	306	-	-	-	1 417	1 110
Norvège	15	15	1 187	1 187	103	1	11	11	1 316	1 214
Suède	116	25	246	206	406	-	-	-	768	231
Suisse	400	390	50	5	314	4	7	5	771	404
Royaume-Uni	403	216	452	183	3 085	32	581	219	4 521	650
Autres 7)	366	366	361	-	-	-	-	-	727	366
<b>Total – reste de l'Europe 8)</b>	<b>1 301</b>	<b>1 013</b>	<b>3 406</b>	<b>2 690</b>	<b>4 214</b>	<b>37</b>	<b>599</b>	<b>235</b>	<b>9 520</b>	<b>3 975</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 106</b>	<b>1 529</b>	<b>7 425</b>	<b>5 499</b>	<b>10 511</b>	<b>74</b>	<b>1 142</b>	<b>302</b>	<b>21 184</b>	<b>7 404</b>

Des détails sur les montants sommaires présentés dans les colonnes ci-dessus sont donnés dans les tableaux 17 à 19.

Au 31 janvier 2013										
Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>491</b>	<b>-</b>	<b>278</b>	<b>3</b>	<b>59</b>	<b>6</b>	<b>900</b>	<b>81</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
	<b>679</b>	<b>468</b>	<b>3 848</b>	<b>3 092</b>	<b>4 435</b>	<b>9</b>	<b>532</b>	<b>146</b>	<b>9 494</b>	<b>3 715</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 225</b>	<b>927</b>	<b>3 813</b>	<b>2 975</b>	<b>5 183</b>	<b>13</b>	<b>463</b>	<b>172</b>	<b>10 684</b>	<b>4 087</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 976</b>	<b>1 467</b>	<b>8 152</b>	<b>6 067</b>	<b>9 896</b>	<b>25</b>	<b>1 054</b>	<b>324</b>	<b>21 078</b>	<b>7 883</b>
Au 31 octobre 2012										
Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>116</b>	<b>69</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>242</b>	<b>8</b>	<b>69</b>	<b>6</b>	<b>927</b>	<b>83</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
	<b>934</b>	<b>608</b>	<b>4 074</b>	<b>3 306</b>	<b>3 746</b>	<b>10</b>	<b>600</b>	<b>76</b>	<b>9 354</b>	<b>4 000</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 167</b>	<b>916</b>	<b>3 711</b>	<b>2 771</b>	<b>3 986</b>	<b>15</b>	<b>468</b>	<b>126</b>	<b>9 332</b>	<b>3 828</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 217</b>	<b>1 593</b>	<b>8 285</b>	<b>6 077</b>	<b>7 974</b>	<b>33</b>	<b>1 137</b>	<b>208</b>	<b>19 613</b>	<b>7 911</b>

- 1) Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- 2) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables. Le montant brut des titres de crédit négociables ne comprend que les positions acheteur et exclut les positions vendeur compensatoires.
- 3) Les opérations de type mise en pension sont effectuées avec des contreparties qui sont des banques.
- 4) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Au 30 avril 2013, le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffrait à environ 2,9 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- 5) Exclut les réserves de 80 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la banque centrale d'Irlande au 30 avril 2013.
- 6) L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et des produits de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 88 millions de dollars, et il n'existait aucun engagement non financé au 30 avril 2013.
- 7) Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions en Autriche, en Belgique, en Finlande, au Luxembourg, en Slovaquie et en Slovaquie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les expositions en Croatie, dans la République tchèque, en Hongrie, en Islande, en Pologne et dans la Fédération de Russie.
- 8) Au 30 avril 2013, l'exposition directe nette de BMO dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie commune) totalisait environ 3,3 milliards de dollars, dont une proportion de 74 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 84 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 4,0 milliards, dont une proportion de 74 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.
- 9) Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.
- 10) **Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 30 avril 2013 sont comme suit :**
  - BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit, de son entité de titrisation des clients américaine et de son entité de gestion de placements structurés. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
    - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué aux pages 65 et 66 des sections Entité de protection de crédit et Entité de gestion de placements structurés du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO, ces entités comportent toutes une protection de premier niveau, et des couvertures ont été conclues pour notre entité de protection de crédit.
    - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 0,6 %, 0,9 % et 1,2 %, respectivement, de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans sept des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 11,0 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 83,3 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (72,6 % par Moody's). L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 12,4 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 72,5 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (61,6 % par Moody's).
    - Notre entité de titrisation des clients américaine nous expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,9 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la fin du trimestre, l'exposition en Allemagne, qui se chiffrait à 0,2 %, représentait la composante la plus importante. Quant à celle en Espagne, elle était d'environ 0,1 %. Nous n'avions aucune exposition en Italie, en Irlande, en Grèce ou au Portugal.
    - L'exposition de l'entité de gestion de placements structurés à des entités situées dans les pays européens avait une valeur nominale de 232 millions de dollars au 30 avril 2013, dont aucun montant dans les pays GIPE, 62 millions dans les autres pays de la zone euro et 170 millions dans le reste de l'Europe. Les expositions les plus importantes comprennent celles de 135 millions au Royaume-Uni et de 40 millions dans les Pays-Bas. Ces positions englobent une exposition par voie de placements sous forme de titres garantis par des créances, de titres garantis par des prêts et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, ce qui est exposé au risque de crédit inhérent à des emprunteurs ou à des émetteurs qui mènent des activités en Europe.
  - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,6 milliard de dollars, et ce, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
  - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros destinées à soutenir les activités de négociation correspondait à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 1 384 millions d'euros, dont une tranche de 4 millions d'euros était détenue sous forme de titres dans les pays GIPE et 710 millions d'euros l'étaient dans des titres français. De plus, des garanties en trésorerie de 1 107 millions d'euros étaient détenues au 30 avril 2013.
  - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 435 millions de dollars, dont 5 millions dans les pays GIPE, 217 millions dans les autres pays de la zone euro et 214 millions dans le reste de l'Europe.

**Exposition aux prêts en Europe par pays et par contrepartie** (en millions de dollars canadiens) 10)

**Tableau 17**

Au 30 avril 2013

Pays	Prêts 1)							
	Engagements				Tranche financée			
	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	2	-	-	2	2	-	-	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	75	-	-	75	75	-	-	75
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>77</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>77</b>	<b>77</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>77</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	30	-	-	30	30	-	-	30
Allemagne	13	43	-	56	13	5	-	18
Pays-Bas	28	263	-	291	28	98	-	126
Autres 7)	285	66	-	351	219	46	-	265
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>356</b>	<b>372</b>	<b>-</b>	<b>728</b>	<b>290</b>	<b>149</b>	<b>-</b>	<b>439</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	1	-	-	1	1	-	-	1
Norvège	15	-	-	15	15	-	-	15
Suède	23	93	-	116	23	2	-	25
Suisse	8	392	-	400	8	382	-	390
Royaume-Uni	104	299	-	403	104	112	-	216
Autres 7)	366	-	-	366	366	-	-	366
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>517</b>	<b>784</b>	<b>-</b>	<b>1 301</b>	<b>517</b>	<b>496</b>	<b>-</b>	<b>1 013</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>950</b>	<b>1 156</b>	<b>-</b>	<b>2 106</b>	<b>884</b>	<b>645</b>	<b>-</b>	<b>1 529</b>

Voir les notes du tableau 16.

**Exposition aux titres en Europe par pays et par contrepartie** (en millions de dollars canadiens) 10)

**Tableau 18**

Au 30 avril 2013

Pays	Titres 2)							
	Montant brut				Montant net			
	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total
<b>Pays GIIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	25	25	-	-	-	-
Italie	53	47	112	212	-	-	-	-
Portugal	-	-	126	126	-	-	-	-
Espagne	40	39	50	129	-	-	-	-
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>93</b>	<b>86</b>	<b>313</b>	<b>492</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>								
France	30	126	460	616	-	-	460	460
Allemagne	127	234	1 512	1 873	-	19	1 512	1 531
Pays-Bas	324	76	102	502	324	7	102	433
Autres 7)	59	27	450	536	8	-	377	385
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>540</b>	<b>463</b>	<b>2 524</b>	<b>3 527</b>	<b>332</b>	<b>26</b>	<b>2 451</b>	<b>2 809</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	504	1	605	1 110	504	-	605	1 109
Norvège	384	-	803	1 187	384	-	803	1 187
Suède	206	40	-	246	206	-	-	206
Suisse	16	34	-	50	5	-	-	5
Royaume-Uni	113	265	74	452	57	52	74	183
Autres 7)	-	-	361	361	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 223</b>	<b>340</b>	<b>1 843</b>	<b>3 406</b>	<b>1 156</b>	<b>52</b>	<b>1 482</b>	<b>2 690</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 856</b>	<b>889</b>	<b>4 680</b>	<b>7 425</b>	<b>1 488</b>	<b>78</b>	<b>3 933</b>	<b>5 499</b>

Voir les notes du tableau 16.

**Exposition aux opérations de type mise en pension et aux dérivés en Europe**  
**par pays et par contrepartie** (en millions de dollars canadiens) 10)

**Tableau 19**

Au 30 avril 2013

Pays	Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)							
	Montant brut	Déduction faite des garanties				Montant brut				
	Total	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	152	1	51	-	-	51	5	-	-	5
Italie	166	-	4	-	-	4	1	-	-	1
Portugal	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-
Espagne	-	-	7	-	-	7	4	-	-	4
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>318</b>	<b>1</b>	<b>63</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
France	2 916	2	264	-	-	264	32	-	-	32
Allemagne	1 766	29	72	-	-	72	9	-	-	9
Pays-Bas	1 274	3	74	-	-	74	8	-	-	8
Autres 7)	23	2	66	3	1	70	4	3	1	8
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>5 979</b>	<b>36</b>	<b>476</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>480</b>	<b>53</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>57</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	306	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	103	1	-	-	11	11	-	-	11	11
Suède	406	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	314	4	7	-	-	7	5	-	-	5
Royaume-Uni	3 085	32	532	12	37	581	171	12	36	219
Autres 7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>4 214</b>	<b>37</b>	<b>539</b>	<b>12</b>	<b>48</b>	<b>599</b>	<b>176</b>	<b>12</b>	<b>47</b>	<b>235</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>10 511</b>	<b>74</b>	<b>1 078</b>	<b>15</b>	<b>49</b>	<b>1 142</b>	<b>239</b>	<b>15</b>	<b>48</b>	<b>302</b>

Voir les notes du tableau 16.

Au 30 avril 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Pays GIPE</b>												
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	1	-	(1)	-	-	(25)	-	(25)	25	-	25	-
Italie	4	-	(5)	-	(1)	(211)	-	(211)	211	-	211	-
Portugal	9	-	(9)	-	-	(124)	-	(124)	124	-	124	-
Espagne	3	-	(3)	-	-	(128)	-	(128)	128	-	128	-
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>(18)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(488)</b>	<b>-</b>	<b>(488)</b>	<b>488</b>	<b>-</b>	<b>488</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>												
France	(1)	-	1	-	-	(184)	-	(184)	157	-	157	(27)
Allemagne	(2)	-	2	-	-	(394)	-	(394)	369	-	369	(25)
Pays-Bas	-	-	-	-	-	(73)	-	(73)	55	13	68	(5)
Autres 7)	(1)	-	1	-	-	(127)	-	(127)	127	-	127	-
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(778)</b>	<b>-</b>	<b>(778)</b>	<b>708</b>	<b>13</b>	<b>721</b>	<b>(57)</b>
<b>Reste de l'Europe</b>												
Danemark	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	1	-	1	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-	(40)	-	(40)	40	-	40	-
Suisse	(3)	-	1	-	(2)	(276)	-	(276)	58	-	58	(218)
Royaume-Uni	2	-	-	-	2	(285)	-	(285)	258	13	271	(14)
Autres 7)	(2)	-	(1)	-	(3)	(379)	(10)	(389)	381	7	388	(1)
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(981)</b>	<b>(10)</b>	<b>(991)</b>	<b>738</b>	<b>20</b>	<b>758</b>	<b>(233)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>(14)</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>	<b>(2 247)</b>	<b>(10)</b>	<b>(2 257)</b>	<b>1 934</b>	<b>33</b>	<b>1 967</b>	<b>(290)</b>

Au 31 janvier 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>(23)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(500)</b>	<b>-</b>	<b>(500)</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>500</b>	<b>-</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(919)</b>	<b>-</b>	<b>(919)</b>	<b>889</b>	<b>14</b>	<b>903</b>	<b>(16)</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 106)</b>	<b>(10)</b>	<b>(1 116)</b>	<b>860</b>	<b>21</b>	<b>881</b>	<b>(235)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(2 525)</b>	<b>(10)</b>	<b>(2 535)</b>	<b>2 249</b>	<b>35</b>	<b>2 284</b>	<b>(251)</b>

Au 31 octobre 2012

Pays	Juste valeur					Valeur nominale						
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(517)</b>	<b>-</b>	<b>(517)</b>	<b>511</b>	<b>5</b>	<b>516</b>	<b>(1)</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 041)</b>	<b>-</b>	<b>(1 041)</b>	<b>998</b>	<b>13</b>	<b>1 011</b>	<b>(30)</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(1 273)</b>	<b>(25)</b>	<b>(1 298)</b>	<b>1 053</b>	<b>20</b>	<b>1 073</b>	<b>(225)</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 831)</b>	<b>(25)</b>	<b>(2 856)</b>	<b>2 562</b>	<b>38</b>	<b>2 600</b>	<b>(256)</b>

Voir les notes du tableau 16.

- Notes :
- Tous les swaps sur défaillance achetés et vendus l'ont été auprès de contreparties qui sont des banques.
  - Des tranches de 29 % des swaps sur défaillance achetés et de 37 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration intégrale. Aux termes de ces contrats, tout événement relatif à une restructuration constitue un événement touchant le crédit, et toute obligation dont l'échéance est de moins de 30 ans doit être livrée contre le contrat.
  - Des tranches de 71 % des swaps sur défaillance achetés et de 63 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration à clauses dites « modifiées-modifiées ». Aux termes de ces contrats, les ententes de restructuration constituent un événement touchant le crédit. Cependant, l'obligation à livrer contre le contrat a une durée se limitant à 60 mois pour les obligations restructurées et à 30 mois pour toutes les autres obligations.
  - Le tableau exclut une protection de 27 millions de dollars acquise par l'intermédiaire de l'indice de swaps sur défaillance iTraxx. L'indice comprend 25 titres d'une pondération égale provenant des régions suivantes : GIPE (16 %), zone euro (exclusion faite des pays GIPE) (44 %) et reste de l'Europe (40 %).

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2013

Tableau 21

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013					Cumul 2013				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	Total BMO
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	1 653	135	299	11	<b>2 098</b>	3 355	272	597	90	<b>4 314</b>
Revenus autres que d'intérêts	609	630	551	56	<b>1 846</b>	1 222	1 272	1 157	60	<b>3 711</b>
Total des revenus (bic) 1)	2 262	765	850	67	<b>3 944</b>	4 577	1 544	1 754	150	<b>8 025</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	209	1	(6)	(59)	<b>145</b>	369	3	(21)	(28)	<b>323</b>
Charges autres que d'intérêts	1 249	586	503	230	<b>2 568</b>	2 511	1 155	1 018	474	<b>5 158</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat	804	178	353	(104)	<b>1 231</b>	1 697	386	757	(296)	<b>2 544</b>
Impôts sur le résultat (recouvrement) (bic) 1)	219	37	78	(78)	<b>256</b>	472	82	172	(205)	<b>521</b>
Bénéfice net comptable T2-2013	585	141	275	(26)	<b>975</b>	1 225	304	585	(91)	<b>2 023</b>
Bénéfice net comptable T1-2013	640	163	310	(65)	<b>1 048</b>					
Bénéfice net comptable T2-2012	575	147	233	73	<b>1 028</b>	1 175	251	457	254	<b>2 137</b>
Bénéfice net ajusté T2-2013	599	148	276	(26)	<b>997</b>	1 255	317	586	(120)	<b>2 038</b>
Bénéfice net ajusté T1-2013	656	169	310	(94)	<b>1 041</b>					
Bénéfice net ajusté T2-2012	593	153	233	3	<b>982</b>	1 212	262	457	23	<b>1 954</b>
<b>Autres statistiques</b> (% , sauf indication contraire)										
Rendement des capitaux propres	17,1	19,9	19,4	n. s.	<b>14,2</b>	17,9	21,5	20,4	n. s.	<b>14,6</b>
Rendement des capitaux propres ajusté	17,5	20,9	19,4	n. s.	<b>14,5</b>	18,3	22,5	20,4	n. s.	<b>14,7</b>
Levier d'exploitation	(0,6)	(3,0)	0,1	n. s.	<b>(3,2)</b>	0,4	3,3	5,2	n. s.	<b>(2,7)</b>
Levier d'exploitation ajusté	(1,0)	(2,8)	0,2	n. s.	<b>(1,0)</b>	0,1	3,6	5,2	n. s.	<b>(0,8)</b>
Ratio d'efficacité (bic)	55,2	76,6	59,3	n. s.	<b>65,1</b>	54,9	74,8	58,1	n. s.	<b>64,3</b>
Ratio d'efficacité ajusté (bic)	54,3	75,4	59,2	n. s.	<b>63,9</b>	53,9	73,6	58,0	n. s.	<b>63,9</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,01	2,86	0,61	n. s.	<b>1,79</b>	3,03	2,88	0,60	n. s.	<b>1,82</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (bic)	3,01	2,86	0,61	n. s.	<b>1,64</b>	3,03	2,88	0,60	n. s.	<b>1,66</b>
Profit économique net (en millions de dollars) 2)	230	72	122	(161)	<b>263</b>	517	167	275	(378)	<b>581</b>
Capitaux propres ordinaires moyens (en milliards de dollars)	13,6	2,9	5,6	4,8	<b>26,9</b>	13,4	2,8	5,6	4,9	<b>26,7</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	225,4	19,4	201,6	33,6	<b>480,0</b>	223,2	19,1	201,1	34,1	<b>477,5</b>
Effectif – équivalent temps plein	24 804	6 132	2 201	13 443	<b>46 580</b>					

1) Les revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les ajustements sur une bic des groupes s'annulent dans la colonne Services d'entreprise, et le total des revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts de BMO sont présentés selon les PCGR.

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise englobent l'unité Technologie et opérations.

n. s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2013.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille acquis. Les coûts d'intégration et de restructuration, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les variations de la provision générale sont également pris en compte par les Services d'entreprise.

Au premier trimestre de 2013, nous avons changé le mode d'évaluation des résultats de nos groupes d'exploitation afin de refléter les dotations à la provision pour pertes sur créances en fonction des pertes sur créances réelles et non des pertes prévues. Les dotations aux provisions relatives aux portefeuilles de prêts

productifs acquis et de prêt douteux acquis continuent d'être évaluées et présentées dans les Services d'entreprise.

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons perfectionné notre méthode de répartition de certains revenus des Services d'entreprise par région géographique. Par conséquent, nous avons réattribué certains revenus constatés par les Services d'entreprise dans des périodes antérieures en les transférant du Canada aux États-Unis.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse toujours les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au deuxième trimestre de 2013, les ajustements sur une bic ont totalisé 71 millions de dollars, contre 64 millions au premier trimestre de 2013 et 56 millions au deuxième trimestre de 2012.

**Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)**
**Tableau 22**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 653</b>	1 672	(1)	1 702	(3)	<b>3 355</b>	3 426	(2)
Revenus autres que d'intérêts	<b>609</b>	595	3	613	-	<b>1 222</b>	1 191	3
Total des revenus (bic)	<b>2 262</b>	2 267	-	2 315	(2)	<b>4 577</b>	4 617	(1)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>209</b>	227	(8)	160	30	<b>369</b>	445	(17)
Charges autres que d'intérêts	<b>1 249</b>	1 244	-	1 262	(1)	<b>2 511</b>	2 545	(1)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>804</b>	796	1	893	(10)	<b>1 697</b>	1 627	4
Impôts sur le résultat (bic)	<b>219</b>	221	(1)	253	(12)	<b>472</b>	452	4
Bénéfice net comptable	<b>585</b>	575	2	640	(9)	<b>1 225</b>	1 175	4
Bénéfice net ajusté	<b>599</b>	593	1	656	(9)	<b>1 255</b>	1 212	4
Rendement des capitaux propres (%)	<b>17,1</b>	18,0	(0,9)	18,7	(1,6)	<b>17,9</b>	18,0	(0,1)
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	<b>17,5</b>	18,6	(1,1)	19,1	(1,6)	<b>18,3</b>	18,6	(0,3)
Levier d'exploitation (%)	<b>(0,6)</b>	(1,7)	n. s.	1,5	n. s.	<b>0,4</b>	(4,8)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>(1,0)</b>	(0,1)	n. s.	1,2	n. s.	<b>0,1</b>	(3,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>55,2</b>	54,8	0,4	54,5	0,7	<b>54,9</b>	55,1	(0,2)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	<b>54,3</b>	53,7	0,6	53,6	0,7	<b>53,9</b>	54,0	(0,1)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	<b>3,01</b>	3,25	(0,24)	3,05	(0,04)	<b>3,03</b>	3,30	(0,27)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>225,4</b>	209,0	8	221,2	2	<b>223,2</b>	209,0	7

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

**Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)**
**Tableau 23**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>1 059</b>	1 068	(1)	1 102	(4)	<b>2 161</b>	2 184	(1)
Revenus autres que d'intérêts	<b>473</b>	461	3	461	3	<b>934</b>	908	3
Total des revenus (bic)	<b>1 532</b>	1 529	-	1 563	(2)	<b>3 095</b>	3 092	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>154</b>	167	(8)	128	20	<b>282</b>	322	(12)
Charges autres que d'intérêts	<b>794</b>	775	3	813	(2)	<b>1 607</b>	1 583	2
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>584</b>	587	(1)	622	(6)	<b>1 206</b>	1 187	1
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>154</b>	154	-	164	(6)	<b>318</b>	313	1
Bénéfice net comptable	<b>430</b>	433	(1)	458	(6)	<b>888</b>	874	2
Bénéfice net ajusté	<b>431</b>	436	(1)	461	(6)	<b>892</b>	879	2
Revenus des services aux particuliers	<b>964</b>	971	(1)	979	(2)	<b>1 943</b>	1 945	-
Revenus des services aux entreprises	<b>568</b>	558	2	584	(3)	<b>1 152</b>	1 147	-
Levier d'exploitation (%)	<b>(2,5)</b>	2,1	n. s.	(0,7)	n. s.	<b>(1,5)</b>	(1,7)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>51,9</b>	50,6	1,3	52,0	(0,1)	<b>51,9</b>	51,2	0,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	<b>2,59</b>	2,83	(0,24)	2,65	(0,06)	<b>2,62</b>	2,87	(0,25)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>167,7</b>	153,6	9	164,7	2	<b>166,2</b>	152,9	9

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif



## **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net de PE Canada, d'un montant de 430 millions de dollars, est demeuré essentiellement le même que celui d'il y a un an. Les revenus ont été comparables à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent puisque les conséquences d'une saine croissance des volumes de la plupart des produits ont été annulées par l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêts. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 13 millions ou de 8 % en raison de la baisse de celles inscrites à l'égard du portefeuille de crédit à la consommation.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 3 % en raison des investissements continus dans les activités, incluant une hausse des frais liés au personnel, les ressources de première ligne s'étant enrichies sur plusieurs fronts.

Notre campagne destinée aux investisseurs a été couronnée de succès, les fonds communs de placement ayant enregistré une très forte hausse et les soldes des comptes d'épargne libre d'impôt ayant eux aussi augmenté. Les prêts aux entreprises et leurs dépôts continuent d'être en nette progression.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, les revenus ont augmenté de 10 millions de dollars, car l'incidence de l'essor des soldes ainsi que des commissions et frais de la plupart des produits a été annulée en partie par celle de la baisse de la marge nette d'intérêts.

Les soldes des prêts aux entreprises ont augmenté de 12 % sur douze mois, leur croissance s'étant intensifiée pour un quatrième trimestre d'affilée. Les soldes des dépôts des entreprises se sont accrus de 12 %, signalant un troisième trimestre consécutif de progression du taux de hausse.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont baissé de 7 millions de dollars en regard d'il y a un an du fait de l'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts, ce qui a été compensé en partie par les répercussions de la hausse des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits. Le total des soldes du crédit aux particuliers (dont les prêts hypothécaires, la MargExpress sur valeur domiciliaire et d'autres produits de prêt à la consommation, mais non les cartes de crédit) a augmenté de 10 % depuis un an. Notre part totale du marché du crédit aux particuliers (exclusion faite des cartes de crédit) s'est élargie de 16 points de base et aurait même augmenté plus fortement sans l'incidence de deux acquisitions effectuées récemment par des concurrents.

Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 4 % sur douze mois grâce principalement à l'augmentation des dépôts à vue et à préavis.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 24 points de base pour se situer à 2,59 % en raison du rétrécissement des écarts sur les dépôts dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt, de changements dans la composition, les clients préférant notamment des produits de dépôt dont les marges sont moins élevées, et du fait que les prêts ont augmenté plus fortement que les dépôts.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 15 milliards de dollars ou de 10 % par rapport à il y a un an, et les dépôts se sont accrus de 7 milliards ou de 7 %.

## **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013**

Le bénéfice net a régressé de 28 millions de dollars ou de 6 % par rapport au premier trimestre en raison de l'incidence du nombre moins élevé de jours et de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus ont fléchi de 31 millions ou de 2 % parce que le trimestre a compté trois jours de moins. Exclusion faite de ce facteur, il a augmenté car l'incidence de la hausse des soldes ainsi que des commissions et frais de la plupart des produits a été contrebalancée en partie par l'effet du recul de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est comprimée de 6 points de base.

Dans le cas de l'unité des services bancaires aux entreprises, ses revenus ont diminué de 16 millions de dollars à cause du nombre moins élevé de jours et de l'incidence du recul de la marge nette d'intérêts, ce qui a été annulé en partie par les répercussions de l'élargissement des volumes de la plupart des produits.

Notre part du marché des prêts aux entreprises d'un montant moyen ou élevé s'est élargie de 10 points de base et celle des dépôts des entreprises s'est accrue de 43 points de base.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers ont baissé de 15 millions de dollars parce que le trimestre a été plus court et que la marge nette d'intérêts s'est repliée, ce qui a été compensé en partie par les répercussions de la hausse des soldes et des commissions et frais de la plupart des produits. Notre part totale du marché du crédit aux particuliers s'est élargie de 5 points de base et aurait même augmenté plus fortement sans l'incidence d'une acquisition récente par un concurrent.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances de PE Canada ont augmenté de 26 millions de dollars; la majeure partie de la hausse a été enregistrée dans le portefeuille de prêts aux entreprises en raison d'une dotation plus importante relativement à un compte.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 19 millions de dollars ou de 2 % essentiellement parce que le trimestre a compris moins de jours et qu'au premier trimestre, des charges au titre de la rémunération liée au rendement du personnel admissible à la retraite avaient été constatées.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 3 milliards de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrus de 2 milliards ou de 2 %.

## **Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012**

Le bénéfice net s'est amélioré de 14 millions de dollars ou de 2 % par rapport au début de l'exercice. Les revenus ont augmenté en raison des répercussions qu'a eues la hausse des soldes ainsi que des frais et commissions de la plupart des produits, ce qui a été annulé en grande partie par l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 40 millions de dollars grâce à la baisse des prêts personnels et des soldes de cartes de crédit qui ont été sortis du bilan.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars ou de 2 % en raison des investissements continus dans les activités, incluant une hausse des frais liés au personnel, les ressources de première ligne s'étant enrichies sur plusieurs fronts.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 14 milliards de dollars ou de 9 %, et les dépôts ont augmenté de 6 milliards ou de 5 %. Le taux d'augmentation des prêts sur un an a représenté plus du double de celui du même semestre de 2012 et la hausse des dépôts a également été plus importante qu'il y a un an.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 24

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>594</b>	604	(2)	600	(1)	<b>1 194</b>	1 242	(4)
Revenus autres que d'intérêts	<b>136</b>	134	2	152	(10)	<b>288</b>	283	2
Total des revenus (bic)	<b>730</b>	738	(1)	752	(3)	<b>1 482</b>	1 525	(3)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>55</b>	60	(10)	32	69	<b>87</b>	123	(29)
Charges autres que d'intérêts	<b>455</b>	469	(3)	449	1	<b>904</b>	962	(6)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	<b>220</b>	209	7	271	(18)	<b>491</b>	440	12
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	<b>65</b>	67	1	89	(23)	<b>154</b>	139	12
Bénéfice net comptable	<b>155</b>	142	9	182	(15)	<b>337</b>	301	12
Bénéfice net ajusté	<b>168</b>	157	6	195	(15)	<b>363</b>	333	9
Levier d'exploitation (%)	<b>2,2</b>	2,9	n. s.	4,3	n. s.	<b>3,3</b>	4,9	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	<b>1,3</b>	8,1	n. s.	3,9	n. s.	<b>2,6</b>	10,0	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	<b>62,2</b>	63,6	(1,4)	59,8	2,4	<b>61,0</b>	63,1	(2,1)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	<b>59,6</b>	60,4	(0,8)	57,1	2,5	<b>58,4</b>	60,0	(1,6)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	<b>4,17</b>	4,39	(0,22)	4,21	(0,04)	<b>4,19</b>	4,43	(0,24)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	<b>57,7</b>	55,4	4	56,5	2	<b>57,1</b>	56,1	2

### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic)	<b>583</b>	609	(4)	603	(3)	<b>1 186</b>	1 239	(4)
Revenus autres que d'intérêts	<b>135</b>	134	-	152	(12)	<b>287</b>	282	2
Total des revenus (bic)	<b>718</b>	743	(4)	755	(5)	<b>1 473</b>	1 521	(3)
Charges autres que d'intérêts	<b>447</b>	473	(6)	451	(1)	<b>898</b>	960	(7)
Bénéfice net comptable	<b>152</b>	143	6	183	(17)	<b>335</b>	300	12
Bénéfice net ajusté	<b>163</b>	158	3	197	(17)	<b>360</b>	332	9
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	<b>56,7</b>	55,8	2	56,7	-	<b>56,7</b>	55,9	1

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

### Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012 (en dollars américains)

Le bénéfice net, d'un montant de 152 millions de dollars, a augmenté de 9 millions ou de 6 % en regard des 143 millions dégagés au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 163 millions, en hausse de 5 millions ou de 3 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 718 millions de dollars, s'étant affaiblis de 25 millions ou de 4 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice 2012 puisque l'accroissement des commissions sur prêts aux entreprises et l'essor de ces prêts ont été plus qu'annulés par des réductions dans certains portefeuilles de prêts et par le recul de la marge nette d'intérêts et des frais de service des dépôts.

La marge nette d'intérêts s'est contractée de 22 points de base à cause du recul des marges sur les dépôts, ce qui a découlé en grande partie de la faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que de la diminution des marges sur les prêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont passées de 61 millions de dollars il y a un an à 53 millions.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 26 millions de dollars ou de 6 %, pour se situer à 447 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 428 millions, ayant fléchi de 22 millions ou de 5 %, ce qui reflète principalement les économies découlant de synergies au cours du trimestre à l'étude, facteur qui a été contrebalancé en partie par l'incidence d'investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations, à savoir 51 milliards de dollars, a augmenté de 0,2 milliard depuis un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base continue de s'élargir, s'étant accru de 3,3 milliards ou de 17 % sur douze mois. Comme prévu, des baisses se sont produites dans certains portefeuilles de prêts ainsi que dans les soldes des prêts personnels, et ce, en raison notamment des répercussions de notre stratégie qui consiste à vendre sur le marché secondaire la majeure partie des prêts hypothécaires que nous montons et à gérer activement le portefeuille de prêts.

À 60 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a légèrement augmenté sur douze mois puisque l'essor de notre entité de services bancaires aux entreprises et la croissance des comptes de chèques et d'épargne des particuliers ont été en grande partie annulés par la baisse, d'ailleurs prévue, des comptes de dépôt à terme et des comptes du marché monétaire des particuliers, comptes dont les taux sont plus élevés.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013 (en dollars américains)**

Le bénéfice net a reculé de 31 millions de dollars ou de 17 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté a fléchi de 34 millions ou de 17 %, ce qui a découlé essentiellement du recul des revenus et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations dont le montant avait été très faible au trimestre précédent.

Les résultats du premier trimestre avaient été excellents, les revenus générés par la vente de nouveaux prêts hypothécaires ayant été fort importants, les commissions sur prêts aux entreprises ayant été très élevées, les clients réagissant aux changements fiscaux prévus aux États-Unis, ce qui avait accéléré le rythme du crédit aux entreprises, et les recouvrements des pertes sur créances déjà constatés ayant aussi été importants.

Les revenus ont baissé de 37 millions de dollars ou de 5 % en regard de ceux élevés qui avaient été inscrits au premier trimestre, ce qui a découlé du nombre moins élevé de jours, du recul des revenus tirés des prêts et des dépôts ainsi que des autres commissions et frais et de la contraction de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 4 points de base à cause surtout de la diminution des marges sur les dépôts et les prêts, ce qui a découlé en grande partie de la faiblesse des taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 20 millions de dollars en regard de celles, exceptionnellement faibles, du trimestre précédent. La majorité de cette hausse a trait au portefeuille de prêts aux entreprises étant donné que les recouvrements avaient été plus élevés au cours de ce trimestre.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 4 millions de dollars ou de 1 % par rapport au premier trimestre. Après ajustement, elles ont fléchi de 3 millions ou de 1 %.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté par rapport au trimestre précédent, qui correspondait à un deuxième trimestre consécutif de croissance positive, grâce à l'essor des prêts de l'unité des services bancaires aux entreprises. Les prêts aux entreprises et les prêts industriels de base ont progressé de 0,8 milliard ou de 4 % par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen des dépôts a légèrement baissé depuis cette période à cause d'une réduction prévue des dépôts dont les taux sont plus élevés et des fluctuations habituelles des activités de gestion de trésorerie de nos clients qui sont des entreprises.

#### **Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012 (en dollars américains)**

Le bénéfice net s'est chiffré à 335 millions de dollars, s'étant renforcé de 35 millions de dollars ou de 12 %. À 360 millions, le bénéfice net ajusté a augmenté de 28 millions ou de 9 % grâce à la diminution des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont reculé de 48 millions de dollars ou de 3 % et se sont établis à 1 473 millions. L'incidence positive de la hausse des prêts aux entreprises, des commissions sur ceux-ci et des profits sur les ventes de nouveaux prêts hypothécaires a été plus qu'annulée par les répercussions du repli de la marge nette d'intérêts et des réductions des frais de service des dépôts et des profits sur les titres.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 24 points de base à cause surtout de la diminution des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt et de la réduction des marges sur les prêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont chiffrées à 86 millions de dollars, ayant baissé de 37 millions depuis un an.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 62 millions de dollars ou de 7 %, pour s'établir à 898 millions. Après ajustement, elles ont été de 859 millions, ce qui traduit une baisse de 54 millions ou de 6 %. Cette baisse a résulté essentiellement des économies liées à des synergies dans le présent exercice et de la constatation de frais liés à un litige au cours de l'exercice précédent, ce qui a été atténué par l'incidence d'investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations, à savoir 51 milliards de dollars, a légèrement augmenté depuis un an et celui des dépôts a progressé de 1 milliard ou de 1 % et s'est établi à 60 milliards.

Dans les paragraphes précédents qui traitent de PE États-Unis, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	135	129	4	137	(1)	272	295	(8)
Revenus autres que d'intérêts	630	615	2	642	(2)	1 272	1 146	11
Total des revenus (bic)	765	744	3	779	(2)	1 544	1 441	7
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	1	–	2	(77)	3	6	(57)
Charges autres que d'intérêts	586	553	6	569	3	1 155	1 111	4
Bénéfice avant impôts sur le résultat	178	190	(5)	208	(14)	386	324	20
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	37	43	(11)	45	(16)	82	73	15
Bénéfice net comptable	141	147	(4)	163	(14)	304	251	21
Bénéfice net ajusté	148	153	(3)	169	(13)	317	262	21
<b>Mesures et ratio financiers (%)</b>								
Rendement des capitaux propres (%)	19,9	27,6	(7,7)	23,2	(3,3)	21,5	23,6	(2,1)
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	20,9	28,6	(7,7)	24,1	(3,2)	22,5	24,6	(2,1)
Levier d'exploitation (%)	(3,0)	5,0	n. s.	9,8	n. s.	3,3	(4,3)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté	(2,8)	6,2	n. s.	10,1	n. s.	3,6	(3,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	76,6	74,4	2,2	73,0	3,6	74,8	77,1	(2,3)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	75,4	73,4	2,0	71,9	3,5	73,6	76,2	(2,6)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	2,86	3,00	(0,14)	2,90	(0,04)	2,88	3,42	(0,54)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	19,4	17,6	10	18,8	3	19,1	17,4	10

**États-Unis – Points saillants**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	175	166	5	172	1	347	357	(3)
Charges autres que d'intérêts	144	136	6	143	1	287	275	4
Bénéfice net comptable	19	18	10	19	–	38	49	(23)
Bénéfice net ajusté	25	23	15	24	8	49	57	(14)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	2,6	3,0	(11)	2,6	–	2,6	3,0	(12)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

**Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net, soit 141 millions de dollars, a reculé de 6 millions ou de 4 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 148 millions, ayant fléchi de 5 millions ou de 3 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, s'est dégagé à 114 millions, soit 13 millions ou 14 % de plus qu'il y a un an. Les résultats reflètent la hausse des revenus, ce qui est imputable à l'essor des nouveaux actifs des clients ainsi qu'à l'appréciation des marchés et à l'attention soutenue accordée à la productivité. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a baissé de 18 millions ou de 34 % depuis un an, se chiffrant ainsi à 34 millions. Sa baisse a découlé de l'incidence de variations défavorables des taux d'intérêt à long terme en regard d'il y a un an, ce qui a été compensé en partie par les avantages des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif et par l'essor continu des activités d'assurance crédit et d'assurance vie.

Les revenus ont augmenté de 21 millions de dollars ou de 3 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 765 millions. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 7 % au cours des douze derniers mois et ceux des activités d'assurance ont baissé de 31 % à cause des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 586 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 33 millions ou de 6 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé

576 millions, ayant augmenté de 30 millions ou de 5 % en raison de la hausse des charges liées aux revenus, ce qui reflète l'essor des revenus, ainsi que des coûts des récentes acquisitions. La hausse des charges a été contrebalancée en partie par les économies résultant de l'attention soutenue que nous accordons à la productivité.

Ayant atteint 522 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 57 milliards ou de 12 % par rapport à il y a un an, grâce à la croissance des nouveaux actifs des clients et à l'appréciation des marchés.

**Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013**

Le bénéfice net a fléchi de 22 millions de dollars ou de 14 % et, après ajustement, il a reculé de 21 millions ou de 13 % par rapport au premier trimestre. Exclusion faite des activités d'assurance, le bénéfice net ajusté du groupe GP s'est renforcé de 9 millions de dollars ou de 8 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est contracté de 30 millions ou de 47 %.

Les revenus ont diminué de 14 millions de dollars ou de 2 %. Exclusion faite des activités d'assurance, les revenus du groupe GP se sont accrus de 3 % grâce à l'essor des revenus tirés de produits tarifés, à l'accroissement des opérations de courtage et à l'effet positif modéré qu'ont eu les récentes acquisitions. Les revenus d'assurance ont chuté de 38 % à cause principalement de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme comparativement au premier trimestre.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 17 millions de dollars ou de 3 % et, après ajustement, elles se sont accrues de 15 millions ou de 3 %. Leur hausse a découlé de la montée des charges liées aux revenus et des récentes acquisitions, ce qui a été compensé en partie par le fait que les coûts de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite sont passés en charges au premier trimestre de l'exercice.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 21 milliards de dollars ou de 4 % grâce à l'appréciation des marchés et à la croissance des nouveaux actifs des clients.

#### Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012

Le bénéfice net s'est amélioré de 53 millions de dollars ou de 21 % depuis un an, s'établissant ainsi à 304 millions. Après ajustement, il s'est chiffré à 317 millions, en hausse de 55 millions ou de 21 % en regard de celui de la même période de l'exercice précédent. Exclusion faite des activités d'assurance, le bénéfice net ajusté du groupe GP a été de 219 millions, s'étant renforcé de 21 millions de dollars ou de 11 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a progressé de 34 millions ou de 54 % et a atteint 98 millions.

Les revenus se sont accrues de 103 millions de dollars ou de 7 % depuis un an et se sont établis à 1 544 millions. Exclusion faite des activités d'assurance, les revenus du groupe GP se sont accrues de 5 % grâce à l'essor des revenus tirés de produits tarifés et des récentes acquisitions. Les résultats du même semestre de l'exercice précédent tenaient compte de revenus exceptionnellement élevés provenant d'un placement stratégique. Les revenus d'assurance ont progressé de 32 % grâce aux avantages qu'ont procurés les changements apportés à notre portefeuille de placements en vue de rehausser la gestion de l'actif et du passif et à l'essor continu des activités d'assurance crédit et d'assurance vie. L'incidence du recul des taux d'intérêt à long terme est demeuré pour ainsi dire la même qu'au semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 44 millions de dollars ou de 4 % sur un an et se sont établies à 1 155 millions. Après ajustement, elles se sont accrues de 40 millions ou de 4 %, atteignant ainsi 1 137 millions. Leur hausse a découlé de la montée des charges liées aux revenus, conformément à l'essor des revenus et aux coûts des récentes acquisitions, ce qui a été contrebalancé en partie par les économies réalisées grâce à l'attention soutenue accordée à la productivité.

Dans les paragraphes précédents qui traitent du groupe GP, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### BMO Marchés des capitaux

Tableau 26

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	299	311	(4)	298	-	597	601	(1)
Revenus autres que d'intérêts	551	481	14	606	(9)	1 157	966	20
Total des revenus (bic)	850	792	7	904	(6)	1 754	1 567	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(6)	19	(+100)	(15)	66	(21)	10	(+100)
Charges autres que d'intérêts	503	469	7	515	(2)	1 018	953	7
Bénéfice avant impôts sur le résultat	353	304	16	404	(13)	757	604	25
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	78	71	7	94	(21)	172	147	17
Bénéfice net comptable	275	233	18	310	(11)	585	457	28
Bénéfice net ajusté	276	233	19	310	(11)	586	457	28
Revenus des produits de négociation	550	478	15	541	1	1 091	996	10
Revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés	300	314	(5)	363	(17)	663	571	16
Rendement des capitaux propres (%)	19,4	19,2	0,2	21,3	(1,9)	20,4	19,5	0,9
Levier d'exploitation (%)	0,1	(5,3)	n. s.	10,3	n. s.	5,2	(12,4)	n. s.
Ratio d'efficience (%) (bic)	59,3	59,3	-	56,9	2,4	58,1	60,8	(2,7)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	0,61	0,66	(0,05)	0,59	0,02	0,60	0,64	(0,04)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	202	193	5	201	1	201	189	6

#### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	266	243	9	290	(9)	556	490	13
Charges autres que d'intérêts	211	204	3	212	(1)	423	405	4
Bénéfice net comptable	46	24	97	84	(45)	130	65	100
Bénéfice net ajusté	47	24	99	84	(44)	131	65	+100
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	81	71	15	74	10	78	70	11

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du deuxième trimestre de 2012**

Le bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 275 millions de dollars, en hausse de 42 millions ou de 18 % depuis un an, nombre de nos secteurs ayant enregistré de bons résultats. Le RCP a été de 19,4 %, ce qui avoisine celui de 19,2 % inscrit dans le trimestre correspondant de 2012.

Les revenus se sont accrus de 58 millions de dollars ou de 7 %, pour se situer à 850 millions, ce qui a résulté des hausses enregistrées par notre unité des produits de négociation. Malgré un contexte de faible volatilité, la stabilité de la clientèle et les occasions de négociation ont favorisé l'amélioration du rendement de nos activités liées aux taux d'intérêt. De plus, les revenus générés par les services aux sociétés de l'unité de banque d'affaires et services aux sociétés ont atteint de nouveaux sommets. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 9 millions depuis un an.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 34 millions de dollars ou de 7 % à cause surtout de la hausse des coûts technologiques et de soutien et des frais liés au personnel, ce qui témoigne d'un rendement supérieur au chapitre des revenus. Le renforcement du dollar américain a accru ces charges de 5 millions en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

#### **Comparaison du deuxième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013**

Le bénéfice net a fléchi de 35 millions de dollars ou de 11 % par rapport au trimestre précédent et les revenus ont été de 54 millions ou de 6 % inférieurs à ceux de cette période. Après un premier trimestre caractérisé par des activités fort intenses sur le plan des fusions et acquisitions, les revenus générés par les services de banque d'affaires ont fléchi, dont ceux de prise ferme de titres de créance, ce qui a été compensé en partie par la hausse des profits sur les titres de placement. L'appréciation du dollar américain a augmenté les revenus de 8 millions en regard de ceux du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont fléchi de 12 millions de dollars. Les frais liés au personnel ont diminué en raison du rendement moins élevé au chapitre des revenus et du fait que les charges du premier trimestre comprenaient les coûts de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite. Un dollar américain plus fort a accru les charges de 4 millions en regard de celles du trimestre précédent.

#### **Comparaison du premier semestre de 2013 et du premier semestre de 2012**

Le bénéfice net s'est chiffré à 585 millions de dollars, en hausse de 128 millions ou de 28 % depuis un an. Les revenus se sont accrus de 187 millions de dollars ou de 12 %, ce qui a résulté de la hausse de ceux de négociation et des frais et commissions de banque d'affaires. La plus-value du dollar américain a renforcé les revenus de 2 millions depuis un an.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 65 millions de dollars ou de 7 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt, à cause surtout de la hausse des frais liés au personnel, ce qui témoigne d'un meilleur rendement au chapitre des revenus, ainsi que de l'accroissement des coûts technologiques et de ceux de soutien.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2013	T2-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T2-2012	T1-2013	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2013	Cumul 2013	Cumul 2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. cumul 2012
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	82	64	29	143	(42)	225	224	-
Compensation sur une bic des groupes	(71)	(56)	(27)	(64)	(10)	(135)	(108)	(25)
Revenus nets d'intérêts (bic)	11	8	42	79	(86)	90	116	(23)
Revenus autres que d'intérêts	56	148	(62)	4	+100	60	335	(82)
Total des revenus (bic)	67	156	(57)	83	(17)	150	451	(67)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(59)	(52)	(12)	31	(+100)	(28)	(125)	77
Charges autres que d'intérêts	230	233	(1)	244	(6)	474	444	7
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(104)	(25)	(+100)	(192)	46	(296)	132	(+100)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(78)	(98)	21	(127)	39	(205)	(122)	(70)
Bénéfice net (perte) comptable	(26)	73	(+100)	(65)	61	(91)	254	(+100)
<b>Résultats ajustés</b>								
Total des revenus ajustés (bic)	(118)	(76)	(54)	(137)	16	(255)	(155)	(66)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(94)	(96)	(2)	(51)	84	(145)	(219)	(33)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	95	124	(22)	149	(36)	244	193	27
Bénéfice net (perte), après ajustement	(26)	3	(+100)	(94)	73	(120)	23	(+100)
<b>Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise</b>								
Portefeuille de prêts immobiliers douteux	13	21	(38)	8	63	21	40	(48)
Prêts douteux acquis	(107)	(117)	(9)	(59)	81	(166)	(259)	(36)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(94)	(96)	(2)	(51)	84	(145)	(219)	(33)
Dotation à la provision générale	(30)	-	n. s.	-	n. s.	(30)	19	(+100)
Prêts productifs acquis	65	44	48	82	(21)	147	75	96
Dotation comptable à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(59)	(52)	(12)	31	(+100)	(28)	(125)	77
Solde moyen des prêts et acceptations	1 068	2 015	(47)	1 189	(10)	1 129	2 100	(46)
Prêts et acceptations à la fin de la période	995	1 782	(44)	1 054	(6)	995	1 782	(44)
<b>États-Unis – Points saillants</b>								
(en millions de dollars américains)								
Total des revenus (bic)	68	99	(32)	116	(41)	184	307	(40)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(79)	(41)	(89)	24	(+100)	(55)	(144)	62
Charges autres que d'intérêts	90	126	(28)	139	(35)	229	224	2
Bénéfice net (perte) comptable	39	23	57	(11)	+100	28	177	(85)
Total des revenus ajustés (bic)	(105)	(54)	(98)	(96)	(9)	(201)	(78)	(+100)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(93)	(94)	(2)	(55)	71	(148)	(217)	(31)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	31	50	(37)	47	(33)	78	48	60
Bénéfice net (perte), après ajustement	(23)	8	(+100)	(36)	30	(59)	92	(+100)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. – non significatif

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux et le recouvrement sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Les résultats comptables des Services d'entreprise tiennent également compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne sont pas pris en compte dans les résultats opérationnels de base. Ils sont décrits dans la section Mesures non conformes aux PCGR. Tous les éléments d'ajustement sont constatés par les Services d'entreprise si ce n'est de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, lequel est pris en compte par les groupes d'exploitation.

## Analyse des résultats financiers

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 26 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 73 millions il y a un an. La perte nette ajustée du deuxième trimestre de 2013 a été de 26 millions de dollars, alors qu'un bénéfice net ajusté de 3 millions avait été inscrit il y a un an. Les revenus ajustés ont fléchi de 42 millions en raison du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes pour le trimestre et de la diminution des revenus associés à divers éléments qui, tous, ont été négligeables pris isolément. Les charges ajustées ont fléchi de 29 millions en raison surtout de la baisse des coûts technologiques. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances s'est replié de 2 millions.

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 26 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 65 millions au premier trimestre. La perte nette ajustée du trimestre a été de 26 millions, contre 94 millions au premier trimestre. Les revenus ajustés ont augmenté de 19 millions à cause de plusieurs éléments qui, tous, ont été négligeables pris isolément. Les charges ajustées ont diminué de 54 millions en raison surtout de la baisse de la rémunération liée au rendement, ce qui a découlé notamment du fait que les coûts associés au personnel admissible à la retraite sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, et des coûts des indemnités de licenciement qui ont été constatés dans les trois premiers mois de l'exercice. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a augmenté de 43 millions en raison surtout de la hausse de ceux liés au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

Pour le semestre à l'étude, les Services d'entreprise ont enregistré une perte de 91 millions de dollars alors qu'ils avaient dégagé un bénéfice net de 254 millions il y a un an. La perte nette ajustée des six premiers mois du présent exercice a été de 120 millions, ce qui représente une amélioration de 143 millions sur un an. Les revenus ajustés ont fléchi de 100 millions en raison surtout du montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes et d'une diminution des revenus associés à divers éléments qui, tous, ont été négligeables pris isolément. Les charges ajustées ont augmenté de 51 millions à cause principalement de la hausse des sommes investies dans la technologie et des coûts des avantages du personnel, dont les coûts des prestations de retraite. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances s'est replié de 74 millions, ce qui reflète essentiellement la réduction de ceux liés au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I.

Les prêts et acceptations totalisaient 995 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, ce qui représente respectivement 787 millions et 59 millions de moins qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent et reflète la contraction du portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers commerciaux grâce à une gestion proactive.

Dans les paragraphes précédents qui traitent des Services d'entreprise, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.



(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2013	T1-2013	T2-2012	Cumul 2013	Cumul 2012
<b>Résultats comptables</b>					
Revenus	<b>3 944</b>	4 081	3 959	<b>8 025</b>	8 076
Charges autres que d'intérêts	<b>(2 568)</b>	(2 590)	(2 499)	<b>(5 158)</b>	(5 053)
Bénéfice avant dotation et impôts	<b>1 376</b>	1 491	1 460	<b>2 867</b>	3 023
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(145)</b>	(178)	(195)	<b>(323)</b>	(336)
Charge d'impôts sur le résultat	<b>(256)</b>	(265)	(237)	<b>(521)</b>	(550)
Bénéfice net	<b>975</b>	1 048	1 028	<b>2 023</b>	2 137
<b>Mesures comptables</b> (% , sauf indication contraire)					
BPA (\$)	<b>1,42</b>	1,53	1,51	<b>2,95</b>	3,14
Croissance du bénéfice net	<b>(5)</b>	(5)	27	<b>(5)</b>	31
Croissance du BPA	<b>(6)</b>	(6)	14	<b>(6)</b>	18
Croissance des revenus	-	(1)	19	<b>(1)</b>	19
Croissance des charges autres que d'intérêts	<b>3</b>	1	23	<b>2</b>	24
Ratio d'efficacité	<b>65,1</b>	63,5	63,1	<b>64,3</b>	62,6
Levier d'exploitation	<b>(3,2)</b>	(2,3)	(4,4)	<b>(2,7)</b>	(4,9)
Rendement des capitaux propres	<b>14,2</b>	14,9	16,2	<b>14,6</b>	16,7
<b>Éléments d'ajustement</b> (avant impôts)					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I 2)	<b>119</b>	128	90	<b>247</b>	274
Coûts d'intégration de M&I 3)	<b>(50)</b>	(92)	(74)	<b>(142)</b>	(144)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	<b>(31)</b>	(31)	(33)	<b>(62)</b>	(67)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	<b>22</b>	-	18	<b>22</b>	18
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)	<b>6</b>	7	76	<b>13</b>	212
Coûts de restructuration 3)	<b>(82)</b>	-	(31)	<b>(82)</b>	(99)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice avant impôts	<b>(16)</b>	12	46	<b>(4)</b>	194
<b>Éléments d'ajustement</b> (après impôts)					
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I	<b>73</b>	79	55	<b>152</b>	169
Coûts d'intégration de M&I	<b>(31)</b>	(57)	(47)	<b>(88)</b>	(90)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	<b>(22)</b>	(22)	(24)	<b>(44)</b>	(48)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	<b>11</b>	-	12	<b>11</b>	12
Activités de crédit structuré en voie de liquidation	<b>6</b>	7	73	<b>13</b>	209
Coûts de restructuration	<b>(59)</b>	-	(23)	<b>(59)</b>	(69)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	<b>(22)</b>	7	46	<b>(15)</b>	183
BPA (\$)	<b>(0,04)</b>	0,01	0,07	<b>(0,02)</b>	0,28
<b>Résultats ajustés 1)</b>					
Revenus	<b>3 759</b>	3 861	3 727	<b>7 620</b>	7 470
Charges autres que d'intérêts	<b>(2 402)</b>	(2 464)	(2 357)	<b>(4 866)</b>	(4 735)
Bénéfice avant dotation et impôts	<b>1 357</b>	1 397	1 370	<b>2 754</b>	2 735
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>(110)</b>	(96)	(151)	<b>(206)</b>	(242)
Charge d'impôts sur le résultat	<b>(250)</b>	(260)	(237)	<b>(510)</b>	(539)
Bénéfice net ajusté	<b>997</b>	1 041	982	<b>2 038</b>	1 954
<b>Mesures ajustées</b> (% , sauf indication contraire) 1)					
BPA (\$)	<b>1,46</b>	1,52	1,44	<b>2,97</b>	2,86
Croissance du bénéfice net	<b>2</b>	7	28	<b>4</b>	23
Croissance du BPA	<b>1</b>	7	15	<b>4</b>	11
Croissance des revenus	<b>1</b>	3	15	<b>2</b>	12
Croissance des charges autres que d'intérêts	<b>2</b>	4	18	<b>3</b>	17
Ratio d'efficacité	<b>63,9</b>	63,8	63,2	<b>63,9</b>	63,4
Levier d'exploitation	<b>(1,0)</b>	(0,4)	(3,3)	<b>(0,8)</b>	(5,5)
Rendement des capitaux propres	<b>14,5</b>	14,8	15,4	<b>14,7</b>	15,2

1) Les résultats ajustés figurant dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Comprenant des revenus nets d'intérêts de 176 millions de dollars, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 65 millions et des reprises sur la provision générale de 8 millions au T2-2013; des revenus nets d'intérêts de 210 millions et des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 82 millions au T1-2013 ainsi que des revenus nets d'intérêts de 152 millions, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 44 millions et des dotations à la provision générale de 18 millions au T2-2012.

3) Inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Incluses en quasi-totalité dans les revenus de négociation, dans les revenus autres que d'intérêts.

## Mesures non conformes aux PCGR (suite)

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 28. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR. La section qui traite du bénéfice net ajusté renferme également des détails sur les ajustements.

Certains éléments d'ajustement ont trait à des charges qui découlent d'acquisitions, notamment l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et qui sont désignés comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement de telles immobilisations peut ne pas avoir été considéré comme des charges pertinentes au moment de la décision d'achat. Certains autres frais liés à l'acquisition de l'entreprise acquise de M&I ont été désignés comme des éléments d'ajustement compte tenu de l'importance des montants et du fait qu'ils peuvent influencer sur l'analyse des tendances. Divers autres éléments ont également été désignés comme des éléments d'ajustement en raison de leurs répercussions sur l'analyse des tendances. Ils comprennent les variations de la provision générale, des montants liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les coûts de restructuration. Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus sont constatés par les Services d'entreprise, sauf pour ce qui est de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est imputé aux groupes d'exploitation comme il est précisé ci-dessous.

Le profit économique net équivaut au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Le bénéfice avant dotation et impôts est jugé une mesure du rendement utile puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence des pertes sur créances ni des impôts sur le résultat, laquelle peut parfois masquer le rendement en raison de l'importance et de la variabilité de ces éléments.

Au deuxième trimestre de 2013, les éléments d'ajustement ont réduit le bénéfice net comptable de 22 millions de dollars après impôts, montant représentant un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 73 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 176 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 57 millions et des impôts sur le résultat connexes de 46 millions), des coûts de 50 millions (31 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une

charge de restructuration de 82 millions (59 millions après impôts) visant à harmoniser notre structure de coûts et le contexte commercial actuel et futur, une diminution de 22 millions (11 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances relativement à des prêts autres que ceux du portefeuille de prêts acquis de M&I, une charge de 31 millions (22 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, et un avantage de 6 millions avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation. La dotation de 57 millions constatée dans les éléments liés au crédit décrits ci-dessus tient compte de dotations à la provision spécifique de 65 millions et d'une baisse de 8 millions de la provision générale pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 1 million, avant et après impôts, à PE Canada; 19 millions (13 millions après impôts) à PE États-Unis; 10 millions (7 millions après impôts) au groupe Gestion privée; et 1 million, avant et après impôts, à BMO Marchés des capitaux.

Au premier trimestre de 2013, les éléments d'ajustement avaient accru le bénéfice net de 7 millions de dollars après impôts et avaient compris un avantage net après impôts de 79 millions découlant d'éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (dont des revenus nets d'intérêts de 210 millions, après déduction d'une dotation de 82 millions à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 49 millions), des coûts de 92 millions (57 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une charge de 31 millions (22 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions et un avantage de 7 millions avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions, avant et après impôts, à PE Canada; 20 millions (13 millions après impôts) à PE États-Unis; et 8 millions (6 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Au deuxième trimestre de 2012, les éléments d'ajustement avaient accru le bénéfice net comptable de 46 millions de dollars après impôts et avaient compris un avantage net de 55 millions après impôts au titre d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 152 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 62 millions et d'impôts sur le résultat connexes de 35 millions), une baisse de 18 millions (12 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, des coûts de 74 millions (47 millions après impôts) en lien avec l'intégration de M&I, une charge de 33 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, un avantage de 76 millions (73 millions après impôts) attribuable aux résultats des activités de crédit structuré en voie de liquidation et une charge de restructuration de 31 millions (23 millions après impôts). L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions, avant et après impôts, à PE Canada; 23 millions (15 millions après impôts) à PE États-Unis; et 7 millions (6 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2013, est disponible dans son intégralité sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi que sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	2 621 \$	2 741 \$	2 786 \$	2 807 \$	2 680 \$	5 362 \$	5 548 \$
Valeurs mobilières	515	576	570	568	536	1 091	1 127
Dépôts à d'autres banques	61	61	58	72	64	122	109
	3 197	3 378	3 414	3 447	3 280	6 575	6 784
<b>Charges d'intérêts</b>							
Dépôts	619	666	700	680	570	1 285	1 198
Dettes subordonnées	36	35	32	37	47	71	96
Titres de fiducie de capital (note 11)	11	12	12	12	11	23	27
Autres passifs	433	449	525	493	532	882	1 025
	1 099	1 162	1 269	1 222	1 160	2 261	2 346
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>2 098</b>	<b>2 216</b>	<b>2 145</b>	<b>2 225</b>	<b>2 120</b>	<b>4 314</b>	<b>4 438</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	295	280	282	276	303	575	588
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	222	225	230	232	227	447	467
Revenus de négociation	230	223	312	140	228	453	573
Commissions sur prêts	169	188	175	169	137	357	297
Frais de services de cartes	178	177	181	186	174	355	341
Frais de gestion de placements et de garde de titres	179	172	186	188	179	351	351
Revenus tirés de fonds d'investissement	193	187	168	161	159	380	318
Commissions de prise ferme et de consultation	102	166	111	123	130	268	208
Profits sur titres, autres que de négociation	49	26	56	14	40	75	82
Revenus de change, autres que de négociation	58	37	35	28	51	95	90
Revenus d'assurance	66	107	144	40	105	173	151
Autres	105	77	151	96	106	182	172
	1 846	1 865	2 031	1 653	1 839	3 711	3 638
<b>Total des revenus</b>	<b>3 944</b>	<b>4 081</b>	<b>4 176</b>	<b>3 878</b>	<b>3 959</b>	<b>8 025</b>	<b>8 076</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 3)	<b>145</b>	<b>178</b>	<b>192</b>	<b>237</b>	<b>195</b>	<b>323</b>	<b>336</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel (note 14)	1 472	1 475	1 454	1 337	1 391	2 947	2 837
Bureaux et matériel	454	455	527	473	461	909	916
Amortissement des immobilisations incorporelles	85	87	88	86	82	172	165
Déplacements et expansion des affaires	121	123	129	116	118	244	246
Communications	76	72	78	79	72	148	144
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	10	13	10	11	20	23
Honoraires	135	126	168	161	141	261	264
Autres	215	242	244	222	223	457	458
	2 568	2 590	2 701	2 484	2 499	5 158	5 053
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 231</b>	<b>1 313</b>	<b>1 283</b>	<b>1 157</b>	<b>1 265</b>	<b>2 544</b>	<b>2 687</b>
Charge d'impôts sur le résultat	256	265	201	187	237	521	550
<b>Bénéfice net</b>	<b>975 \$</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 082 \$</b>	<b>970 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>2 023 \$</b>	<b>2 137 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	957	1 030	1 064	951	1 010	1 987	2 100
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	18	19	18	36	37
<b>Bénéfice net</b>	<b>975 \$</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 082 \$</b>	<b>970 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>2 023 \$</b>	<b>2 137 \$</b>
<b>Bénéfice par action</b> (en dollars canadiens) (note 15)							
De base	1,43 \$	1,53 \$	1,59 \$	1,42 \$	1,52 \$	2,96 \$	3,16 \$
Dilué	1,42	1,53	1,59	1,42	1,51	2,95	3,14

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Bénéfice net	975 \$	1 048 \$	1 082 \$	970 \$	1 028 \$	2 023 \$	2 137 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(11)	(18)	22	26	6	(29)	(24)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 2)	(28)	(15)	(39)	14	(23)	(43)	(56)
	(39)	(33)	(17)	40	(17)	(72)	(80)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	127	(58)	15	177	(300)	69	(254)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(37)	(34)	(40)	(29)	(38)	(71)	(38)
	90	(92)	(25)	148	(338)	(2)	(292)
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	198	(34)	(63)	260	(255)	164	(122)
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(179)	19	17	(70)	66	(160)	18
	19	(15)	(46)	190	(189)	4	(104)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	70	(140)	(88)	378	(544)	(70)	(476)
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 045 \$</b>	<b>908 \$</b>	<b>994 \$</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 953 \$</b>	<b>1 661 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 027	890	976	1 329	466	1 917	1 624
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	18	19	18	36	37
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 045 \$</b>	<b>908 \$</b>	<b>994 \$</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 953 \$</b>	<b>1 661 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 6 \$, de (12)\$, de (9)\$ et de (2)\$ pour les trimestres ainsi que de 12 \$ et de 8 \$ pour les semestres clos aux dates indiquées ci-dessus, respectivement.

2) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 13 \$, de 5 \$, de 14 \$, de 14 \$ et de (11)\$ pour les trimestres ainsi que de 18 \$ et de 11 \$ pour les semestres clos aux dates indiquées ci-dessus, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (42)\$, de 21 \$, de (7)\$, de (63)\$ et de 99 \$ pour les trimestres ainsi que de (21)\$ et de 80 \$ pour les semestres clos aux dates indiquées ci-dessus, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 12 \$, de 12 \$, de 14 \$, de 9 \$ et de 15 \$ pour les trimestres ainsi que de 24 \$ et de 15 \$ pour les semestres clos aux dates indiquées ci-dessus, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 64 \$, de (7)\$, de (5)\$, de 24 \$ et de (23)\$ pour les trimestres ainsi que de 57 \$ et de (6)\$ pour les semestres clos aux dates indiquées ci-dessus, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2013	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>38 446 \$</b>	31 519 \$	19 941 \$	33 592 \$	34 117 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>6 230</b>	6 149	6 341	5 995	7 010
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	<b>73 246</b>	73 580	70 109	70 045	71 432
Titres disponibles à la vente (note 2)	<b>45 920</b>	52 541	56 382	59 297	54 906
Titres détenus jusqu'à l'échéance	<b>2 476</b>	1 280	875	–	–
Titres divers	<b>814</b>	961	958	877	781
	<b>122 456</b>	128 362	128 324	130 219	127 119
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>59 478</b>	52 957	47 011	47 453	43 349
<b>Prêts</b> (notes 3 et 6)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>91 439</b>	89 025	87 870	85 595	82 260
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>62 308</b>	61 531	61 436	60 792	60 002
Prêts sur cartes de crédit	<b>7 642</b>	7 683	7 814	7 837	7 861
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>95 382</b>	93 965	90 402	90 952	88 704
	<b>256 771</b>	252 204	247 522	245 176	238 827
Engagements de clients aux termes d'acceptations	<b>8 514</b>	8 626	8 019	8 013	7 406
Provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>(1 725)</b>	(1 672)	(1 706)	(1 755)	(1 807)
	<b>263 560</b>	259 158	253 835	251 434	244 426
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	<b>43 063</b>	42 548	48 071	52 263	46 760
Bureaux et matériel	<b>2 149</b>	2 165	2 120	2 059	2 033
Écart d'acquisition (note 9)	<b>3 778</b>	3 728	3 717	3 732	3 702
Immobilisations incorporelles	<b>1 535</b>	1 534	1 552	1 572	1 541
Actifs d'impôt exigible	<b>1 527</b>	1 391	1 293	1 141	2 187
Actifs d'impôt différé	<b>2 873</b>	2 792	2 906	3 000	2 820
Actifs divers	<b>10 163</b>	9 962	10 338	9 788	10 439
	<b>65 088</b>	64 120	69 997	73 555	69 482
<b>Total des actifs</b>	<b>555 258 \$</b>	542 265 \$	525 449 \$	542 248 \$	525 503 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b> (note 10)					
Banques	<b>22 615 \$</b>	22 586 \$	18 102 \$	23 314 \$	22 508 \$
Entreprises et administrations publiques	<b>213 134</b>	207 058	186 570	183 698	171 539
Particuliers	<b>122 587</b>	121 281	119 030	121 956	122 020
	<b>358 336</b>	350 925	323 702	328 968	316 067
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	<b>44 011</b>	43 516	48 736	53 132	46 472
Acceptations	<b>8 514</b>	8 626	8 019	8 013	7 406
Titres vendus à découvert	<b>23 897</b>	21 439	23 439	22 523	23 834
Titres mis en pension ou prêtés	<b>39 005</b>	37 709	39 737	47 145	46 076
Passifs d'impôt exigible	<b>551</b>	304	404	294	1 017
Passifs d'impôt différé	<b>149</b>	163	171	191	207
Passifs divers	<b>45 846</b>	44 535	46 596	48 029	50 295
	<b>161 973</b>	156 292	167 102	179 327	175 307
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>4 071</b>	4 064	4 093	4 107	5 276
<b>Titres de fiducie de capital</b> (note 11)	<b>462</b>	451	462	450	462
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 12)	<b>14 279</b>	14 492	14 422	14 213	14 033
Surplus d'apport	<b>320</b>	214	213	216	215
Résultats non distribués	<b>14 336</b>	14 068	13 540	12 977	12 512
Cumul des autres éléments du résultat global	<b>410</b>	340	480	568	190
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>29 345</b>	29 114	28 655	27 974	26 950
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>1 071</b>	1 419	1 435	1 422	1 441
Total des capitaux propres	<b>30 416</b>	30 533	30 090	29 396	28 391
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>555 258 \$</b>	542 265 \$	525 449 \$	542 248 \$	525 503 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde au début de la période	2 465 \$	2 861 \$	2 465 \$	2 861 \$
Rachetées au cours de la période (note 12)	(200)	(396)	(200)	(396)
Solde à la fin de la période	2 265	2 465	2 265	2 465
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de la période	12 027	11 399	11 957	11 332
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	45	152	82	198
Rachetées à des fins d'annulation (note 12)	(74)	–	(74)	–
Émises en vertu du régime d'options sur actions	16	17	49	38
Solde à la fin de la période	12 014	11 568	12 014	11 568
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	214	119	213	113
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(1)	–	–	6
Écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées (note 12)	107	96	107	96
Solde à la fin de la période	320	215	320	215
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde au début de la période	14 068	11 986	13 540	11 381
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	957	1 010	1 987	2 100
Dividendes – Actions privilégiées	(28)	(34)	(61)	(71)
– Actions ordinaires	(481)	(450)	(950)	(898)
Actions ordinaires rachetées à des fins d'annulation (note 12)	(180)	–	(180)	–
Solde à la fin de la période	14 336	12 512	14 336	12 512
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde au début de la période	232	259	265	322
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 1)	(11)	6	(29)	(24)
Reclassement dans le résultat des (profits) de la période 2)	(28)	(23)	(43)	(56)
Solde à la fin de la période	193	242	193	242
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde au début de la période	50	357	142	311
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 3)	127	(300)	69	(254)
Reclassement dans le résultat des (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(37)	(38)	(71)	(38)
Solde à la fin de la période	140	19	140	19
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde au début de la période	58	118	73	33
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	198	(255)	164	(122)
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(179)	66	(160)	18
Solde à la fin de la période	77	(71)	77	(71)
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>410</b>	<b>190</b>	<b>410</b>	<b>190</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>29 345 \$</b>	<b>26 950 \$</b>	<b>29 345 \$</b>	<b>26 950 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde au début de la période	1 419	1 431	1 435	1 483
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	18	18	36	37
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(5)	(5)	(36)	(36)
Rachat d'actions privilégiées	(359)	–	(359)	–
Autres	(2)	(3)	(5)	(43)
Solde à la fin de la période	1 071	1 441	1 071	1 441
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>30 416 \$</b>	<b>28 391 \$</b>	<b>30 416 \$</b>	<b>28 391 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$, de (2)\$, de 12 \$ et de 8 \$ pour les périodes présentées ci-dessus, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 13 \$, de (11)\$, de 18 \$ et de 11 \$ pour les périodes présentées ci-dessus, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (42)\$, de 99 \$, de (21)\$ et de 80 \$ pour les périodes présentées ci-dessus, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 12 \$, de 15 \$, de 24 \$ et de 15 \$ pour les périodes présentées ci-dessus, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 64 \$, de (23)\$, de 57 \$ et de (6)\$ pour les périodes présentées ci-dessus, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Bénéfice net	975 \$	1 028 \$	2 023 \$	2 137 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	9	2	9	3
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(58)	(42)	(84)	(85)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	524	(662)	(2 940)	(1 768)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	145	195	323	336
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(131)	11 113	5 597	7 930
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	131	(8 277)	(5 196)	(4 026)
Amortissement des bureaux et du matériel	89	87	179	179
Amortissement des immobilisations incorporelles	85	82	172	165
(Augmentation) diminution de l'actif d'impôt différé	(57)	234	53	516
(Diminution) du passif d'impôt différé	(15)	(18)	(23)	(107)
(Augmentation) de l'actif d'impôt exigible	(73)	(712)	(177)	(878)
Augmentation du passif d'impôt exigible	247	387	147	429
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	13	(83)	140	(93)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	(65)	33	(133)	(79)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 624	(2 103)	749	(3 531)
Augmentation nette des dépôts	5 560	1 809	33 492	13 553
(Augmentation) nette des prêts	(3 624)	(3 101)	(8 317)	(6 424)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	2 441	2 634	441	3 711
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	1 010	(5 454)	(1 024)	14 480
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(6 232)	(463)	(12 177)	(5 719)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	2 598	(3 311)	13 254	20 729
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
(Diminution) nette des passifs de filiales	(19)	(323)	(195)	(305)
Produit de l'émission (l'échéance) d'obligations couvertes (note 10)	–	–	(1 354)	2 000
Rachat de titres d'une filiale (note 12)	(359)	–	(359)	–
Rachat d'actions privilégiées (note 12)	(200)	(396)	(200)	(396)
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 11)	–	–	–	(400)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	18	18	52	41
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 12)	(254)	–	(254)	–
Dividendes versés en trésorerie	(466)	(333)	(932)	(774)
Dividendes versés aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(5)	(5)	(36)	(36)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 285)	(1 039)	(3 278)	130
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(41)	537	147	(1 074)
Achats de titres, autres que de négociation	(7 304)	(8 863)	(12 497)	(19 612)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 017	3 103	6 811	5 981
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	10 026	4 885	13 949	9 453
Bureaux et matériel – achats nets	(47)	(110)	(185)	(155)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(57)	(79)	(121)	(152)
Acquisitions (note 8)	(261)	–	140	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	5 333	(527)	8 244	(5 559)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	281	(559)	285	(859)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 927	(5 436)	18 505	14 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	31 519	39 553	19 941	19 676
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>38 446 \$</b>	<b>34 117 \$</b>	<b>38 446 \$</b>	<b>34 117 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	37 177 \$	34 220 \$	37 177 \$	34 220 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 269	(103)	1 269	(103)
	<b>38 446 \$</b>	<b>34 117 \$</b>	<b>38 446 \$</b>	<b>34 117 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 163 \$	1 130 \$	2 390 \$	2 430 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	141 \$	280 \$	476 \$	459 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 183 \$	3 178 \$	6 667 \$	6 644 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2013 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre

organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2012 qui figurent aux pages 124 à 181 de notre Rapport annuel 2012.

Il n'y a pas eu de changement de nos méthodes comptables aux termes des IFRS au cours du trimestre clos le 30 avril 2013.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par notre Conseil d'administration le 29 mai 2013.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013				31 octobre 2012			
	Coût amorti	Profits bruts latents <sup>2)</sup>	Pertes brutes latentes <sup>2)</sup>	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents <sup>2)</sup>	Pertes brutes latentes <sup>2)</sup>	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	12 044	156	18	12 182	17 050	265	38	17 277
des administrations provinciales et municipales canadiennes	2 341	48	–	2 389	2 642	39	1	2 680
l'administration fédérale américaine	3 600	7	–	3 607	10 010	89	–	10 099
des municipalités, agences et États américains	4 900	57	5	4 952	4 390	83	11	4 462
d'autres administrations publiques	6 069	11	6	6 074	6 591	10	5	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada <sup>1)</sup>	1 062	–	6	1 056	432	3	–	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	5 698	54	5	5 747	5 705	78	10	5 773
Titres de créance d'entreprises	8 611	164	6	8 769	7 724	169	18	7 875
Titres de participation d'entreprises	1 084	63	3	1 144	1 129	59	3	1 185
<b>Total</b>	<b>45 409</b>	<b>560</b>	<b>49</b>	<b>45 920</b>	<b>55 673</b>	<b>795</b>	<b>86</b>	<b>56 382</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être contrebalancés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.



### Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

#### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres

instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2013, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 248 millions de dollars (196 millions au 30 avril 2012).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	82	72	64	63	321	364	-	-	467	499
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	29	34	160	184	(14)	(23)	-	-	175	195
Recouvrements	6	17	37	41	140	139	-	-	183	197
Montants sortis du bilan	(30)	(46)	(188)	(219)	(90)	(133)	-	-	(308)	(398)
Change et autres	(6)	(17)	(5)	(10)	30	72	-	-	19	45
Provision spécifique à la fin de la période	81	60	68	59	387	419	-	-	536	538
Provision générale au début de la période	52	36	618	624	763	794	25	23	1 458	1 477
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	(2)	6	(5)	9	(21)	(18)	(2)	3	(30)	-
Change et autres	-	-	-	-	9	(12)	-	-	9	(12)
Provision générale à la fin de la période	50	42	613	633	751	764	23	26	1 437	1 465
Total de la provision	131	102	681	692	1 138	1 183	23	26	1 973	2 003
Composition : Prêts	116	100	681	692	905	989	23	26	1 725	1 807
Autres instruments de crédit	15	2	-	-	233	194	-	-	248	196

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Pour les périodes de six mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	76	74	62	59	338	426	-	-	476	559
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	64	42	321	344	(32)	(69)	-	-	353	317
Recouvrements	8	50	72	79	261	291	-	-	341	420
Montants sortis du bilan	(55)	(90)	(384)	(411)	(195)	(274)	-	-	(634)	(775)
Change et autres	(12)	(16)	(3)	(12)	15	45	-	-	-	17
Provision spécifique à la fin de la période	81	60	68	59	387	419	-	-	536	538
Provision générale au début de la période	47	36	624	565	759	817	30	34	1 460	1 452
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	3	6	(11)	68	(15)	(47)	(7)	(8)	(30)	19
Change et autres	-	-	-	-	7	(6)	-	-	7	(6)
Provision générale à la fin de la période	50	42	613	633	751	764	23	26	1 437	1 465
Total de la provision	131	102	681	692	1 138	1 183	23	26	1 973	2 003
Composition : Prêts	116	100	681	692	905	989	23	26	1 725	1 807
Autres instruments de crédit	15	2	-	-	233	194	-	-	248	196

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 35 millions et 69 millions de dollars, respectivement, ont été inscrits pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (36 millions et 73 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012).

### **Prêts couverts par FDIC**

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013, nous avons inscrit des dotations à la provision pour pertes sur créances d'un montant net de 4,9 millions de dollars et des recouvrements nets de 8,9 millions, respectivement, relativement aux prêts d'AMCORE (des dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 1,5 million et de 1,1 million, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### **Prêts productifs acquis**

Au 30 avril 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 17,8 milliards de dollars (21,1 milliards au 31 octobre 2012). Au 30 avril 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 578 millions de dollars, à 218 millions et à 15 millions, respectivement (à 849 millions, à 301 millions et à 23 millions, respectivement, au 31 octobre

## **Note 4 : Gestion des risques**

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### **Risque de crédit et de contrepartie**

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux titres de créance, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

2012). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 811 millions de dollars, une tranche de 437 millions sera amortie sur la durée résiduelle du portefeuille. Une tranche de 374 millions de dollars ne sera pas amortie et sera comptabilisée soit dans les revenus nets d'intérêts, soit dans les dotations à la provision générale pour pertes sur créances lorsque les prêts seront remboursés ou que des changements dans la qualité de crédit du portefeuille surviendront.

### **Prêts douteux acquis**

Au 30 avril 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 1,0 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 octobre 2012). Au 30 avril 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 284 millions de dollars (445 millions au 31 octobre 2012).

### **Engagements et lettres de crédit non financés repris**

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non financés.

Au 30 avril 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non financés acquis se chiffrait à 53 millions de dollars (99 millions au 31 octobre 2012).

de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### **Risque de liquidité et de financement**

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte dans le cas où nous ne serions pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 30 avril 2013 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 12 à 18 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

## Note 5 : Garanties

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

### Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 430 millions de dollars au 30 avril 2013 (11 851 millions au 31 octobre 2012). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 30 avril 2013, un montant de 34 millions de dollars (29 millions au 31 octobre 2012) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers (voir la note 3).

### Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 4 339 millions de dollars au 30 avril 2013 (4 467 millions au 31 octobre 2012). Au 30 avril 2013, une somme de 115 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (107 millions au 31 octobre 2012).

### Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

### Facilités de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 238 millions de dollars au 30 avril 2013

(295 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant n'y avait été prélevé au 30 avril 2013 ou au 31 octobre 2012.

### Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 21 221 millions de dollars au 30 avril 2013 (24 126 millions au 31 octobre 2012). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 107 millions au 30 avril 2013 (156 millions au 31 octobre 2012).

### Garanties fournies à des bourses et à des chambres de compensation

Nous sommes membre de plusieurs bourses de valeurs mobilières, de marchés à terme et de chambres de compensation. L'adhésion à certaines de ces organisations pourrait nous obliger à nous acquitter d'une quote-part des pertes de celles-ci si un autre membre manque à ses engagements. De telles obligations varient selon l'organisation et peuvent se limiter aux membres qui traitent avec celui qui est en situation de défaut, au montant relatif à notre apport au fonds de garantie du membre ou au montant stipulé dans le contrat d'adhésion. Il est difficile d'estimer notre risque maximal aux termes de tels contrats puisque cela exigerait d'évaluer les réclamations futures qui pourraient nous être faites par suite d'événements qui ne se sont pas encore produits. Nous estimons que, d'après les résultats passés, le risque de perte est minime.

### Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Dans le cadre de l'acquisition de M&I, nous avons acquis des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont

prêtés, nous exigeons que les emprunteurs maintiennent une garantie minimale correspondant à 100 % de la juste valeur des titres empruntés. La garantie est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnisations

s'établissait à 4 261 millions de dollars au 30 avril 2013 (4 343 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 30 avril 2013 ou au 31 octobre 2012 au titre de ces indemnisations.

## Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui

achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

	30 avril 2013 1), 2)		31 octobre 2012	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Titres disponibles à la vente	122		428	
Prêts hypothécaires à l'habitation	9 563		9 020	
	9 685		9 448	
Autres actifs connexes	11 458		11 105	
Total	21 143	20 788	20 553	20 312

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 21 372 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 21 264 millions, pour une position nette de 108 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons vendu des prêts de 1 893 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (1 774 millions au cours du trimestre clos le 30 avril 2012).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantis dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en

capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 7 : Entités ad hoc

Le total des actifs dans nos entités ad hoc non consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)					30 avril 2013					31 octobre 2012						
					Risque de perte	Total des actifs						Risque de perte	Total des actifs			
							Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total					
					Facilités non utilisées 1)		Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total					
<b>Entités ad hoc non consolidées</b>																
Entités de titrisation canadiennes des clients 2)					3 578	–	117	–	3 695	2 284	3 691	–	118	–	3 809	2 697
Entités de gestion de placements structurés					s. o.	s. o.	12 565	–	12 565	32 207	s. o.	s. o.	10 324	–	10 324	26 500
Total					3 578	–	12 682	–	16 260	34 491	3 691	–	10 442	–	14 133	29 197

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. Aucun concours de trésorerie accordé à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visait un soutien de crédit au 30 avril 2013 ni au 31 octobre 2012.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

s. o. - sans objet

Le total des actifs dans nos entités ad hoc consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2013										31 octobre 2012	
	Risque de perte					Total des actifs					Risque de perte	Total des actifs
	Facilités non utilisées	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total 1)	Facilités non utilisées	Facilités utilisées et prêts accordés	Titres détenus	Actifs dérivés	Total 1)		
<b>Entités ad hoc consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients	3	-	581	-	584	581	7	-	574	-	581	574
Entité de titrisation américaine des clients	3 709	32	-	-	3 741	2 992	4 144	58	-	2	4 204	3 378
Entités de titrisation de la Banque 2)	-	-	1 527	-	1 527	5 762	-	-	192	-	192	5 323
Entité de protection de crédit 3)	522	-	1 398	36	1 956	2 226	522	-	1 385	104	2 011	2 226
Entités de gestion de placements structurés	20	495	-	2	517	688	40	1 440	-	1	1 481	1 597
Fiducies de capital et de financement	3 249	9 356	842	73	13 520	13 142	2 973	11 132	842	91	15 038	14 972
<b>Total</b>	<b>7 503</b>	<b>9 883</b>	<b>4 348</b>	<b>111</b>	<b>21 845</b>	<b>25 391</b>	<b>7 686</b>	<b>12 630</b>	<b>2 993</b>	<b>198</b>	<b>23 507</b>	<b>28 070</b>

1) Nous consolidons les entités ad hoc présentées dans le tableau; par conséquent, la totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités ad hoc consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

2) Les passifs divers comprennent des titres à terme adossés à des actifs de 4 289 millions de dollars (5 186 millions au 31 octobre 2012) qui financent les entités de titrisation de la Banque.

3) Le total des actifs comprend de la trésorerie et des dépôts ne portant pas intérêt de 2 080 millions de dollars et des titres de 146 millions (2 069 millions et 157 millions au 31 octobre 2012, respectivement).

## Note 8 : Acquisitions

Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### Aver Media LP (Aver)

Le 1<sup>er</sup> avril 2013, nous avons conclu l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une société privée canadienne spécialisée dans le financement des médias du cinéma et de la télévision, pour une contrepartie en trésorerie de 260 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur l'actif net, majorée d'une contrepartie conditionnelle d'environ 10 millions de dollars à verser au cours des 18 prochains mois. Des coûts de 1 million de dollars lié à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. Cette acquisition d'actifs vise principalement le portefeuille de prêts d'Aver qui nous offre de nouvelles possibilités d'intensification de nos activités liées aux prêts aux entreprises par l'affirmation de notre présence au sein du secteur de la production cinématographique et télévisuelle. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 10 ans. Aver fait partie de l'unité d'exploitation PE Canada. L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises.

### Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)

Le 25 janvier 2013, la Banque a conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en trésorerie de 33 millions de dollars. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, le prix d'achat a augmenté, passant de 33 millions à 34 millions de dollars, en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. Des coûts de 4 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. L'entreprise de gestion de patrimoine en Asie fait partie de l'unité d'exploitation groupe Gestion privée.

### CTC Consulting, LLC (CTC)

Le 11 juin 2012, nous avons conclu l'acquisition de CTC Consulting, LLC., dont le siège social se trouve aux États-Unis, pour une contrepartie en trésorerie de 20 millions de dollars. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, nous avons augmenté de 1 million le prix d'acquisition, ce qui l'a porté à 21 millions de dollars, en fonction d'une réévaluation des capitaux propres. Les coûts d'acquisition de moins de 1 million de dollars ont été passés en charges dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'acquisition de CTC nous permettra d'élargir et d'améliorer nos capacités en matière de recherche de gestionnaires et de services-conseils ainsi que notre offre de produits et de services de placement aux clients très fortunés et à certains bureaux diversifiés et conseillers en gestion de patrimoine. Nous renforcerons et étendrons ainsi notre

présence aux États-Unis. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur

15 ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. CTC fait partie de notre groupe d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2013		2012
	Aver	EGPA	CTC
Ressources en trésorerie	–	434	2
Prêts	232	311	–
Bureaux et matériel	–	1	1
Écart d'acquisition	20	18	7
Immobilisations incorporelles	16	15	11
Autres actifs	3	1	2
Total des actifs	271	780	23
Dépôts	–	746	–
Autres passifs	1	–	2
Total des passifs	1	746	2
Prix d'achat	270	34	21

La ventilation du prix d'achat d'Aver, de l'EGPA et de CTC pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

### COFCO Trust Co. (COFCO)

Le 1<sup>er</sup> août 2012, nous avons acquis une participation de 19,99 % dans COFCO Trust Co., qui est une filiale de COFCO Group, l'une des plus grandes sociétés d'État chinoises, dont les activités s'étendent à plusieurs secteurs, y compris l'agriculture et les services financiers. Nous avons comptabilisé notre investissement dans COFCO au coût et l'avons ajusté pour

tenir compte de notre quote-part du bénéfice net ou de la perte nette, des autres éléments du résultat global ou de la perte globale et des dividendes. Cet investissement nous donne une occasion importante d'élargir notre gamme de services aux clients à valeur nette élevée ainsi qu'aux clients institutionnels en Chine. COFCO Trust Co. fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

### Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2013 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour le trimestre clos le 30 avril 2013 et l'exercice clos le 31 octobre 2012.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée				BMO Marchés des capitaux	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Gestion mondiale d'actifs *	Gestion bancaire privée	Assurance		
Écart d'acquisition au 31 octobre 2011	122	2 545	2 667	68	377	344	2	791	3 649
Acquisitions durant l'exercice	–	–	–	–	–	7	–	7	7
Autres 1)	–	48	48	–	4	6	–	10	61
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	122	2 593	2 715	68	381	357	2	808	3 717
Acquisitions durant la période	20	–	20	–	–	18	–	18	38
Autres 1)	–	19	19	–	–	3	–	3	23
Écart d'acquisition au 30 avril 2013	142 2)	2 612 3)	2 754	68 4)	381 5)	378 6)	2 7)	829	3 778

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris, bcpbank Canada, Diners Club et Aver Media LP.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne BMO Nesbitt Burns Inc.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I, CTC Consulting, LLC et l'EGPA.

7) Concerne AIG.

8) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

\*Auparavant, Produits de placement

## Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	30 avril 2013	31 octobre 2012	30 avril 2013	31 octobre 2012	30 avril 2013	31 octobre 2012	30 avril 2013	31 octobre 2012	30 avril 2013	31 octobre 2012
Catégories de déposants :										
Banques	1 866	2 116	1 158	611	2 895	2 653	16 696	12 722	22 615	18 102
Entreprises et administrations publiques	12 410	12 205	28 527	21 431	50 105	49 208	122 092	103 726	213 134	186 570
Particuliers	2 609	2 545	11 214	10 388	67 677	63 770	41 087	42 327	122 587	119 030
<b>Total 1), 2)</b>	<b>16 885</b>	<b>16 866</b>	<b>40 899</b>	<b>32 430</b>	<b>120 677</b>	<b>115 631</b>	<b>179 875</b>	<b>158 775</b>	<b>358 336</b>	<b>323 702</b>
Domiciliation :										
Canada	15 374	16 011	24 684	24 280	70 879	65 810	97 208	97 243	208 145	203 344
États-Unis	854	596	16 128	8 007	49 053	48 968	67 814	49 614	133 849	107 185
Autres pays	657	259	87	143	745	853	14 853	11 918	16 342	13 173
<b>Total</b>	<b>16 885</b>	<b>16 866</b>	<b>40 899</b>	<b>32 430</b>	<b>120 677</b>	<b>115 631</b>	<b>179 875</b>	<b>158 775</b>	<b>358 336</b>	<b>323 702</b>

- 1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Au 30 avril 2013 et au 31 octobre 2012, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 21 649 millions et 17 613 millions de dollars de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis. Au 30 avril 2013 et au 31 octobre 2012, les dépôts comprenaient des dépôts de 181 687 millions de dollars et de 146 003 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 2 941 millions et de 4 777 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

- 3) Comprend des dépôts de 155 920 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 78 889 millions étaient domiciliés au Canada, 62 177 millions, aux États-Unis et 14 854 millions, dans d'autres pays (134 146 millions, 79 223 millions, 43 005 millions et 11 918 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Des dépôts de 78 889 millions domiciliés au Canada, 30 902 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 3 356 millions, dans trois à six mois, 6 807 millions, dans six à douze mois et 37 824 millions, dans plus de douze mois (79 223 millions, 35 023 millions, 5 250 millions, 7 979 millions et 30 971 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Nous détenons des actifs liquides de 175 681 millions pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments du passif-dépôts (154 606 millions au 31 octobre 2012). Une partie de ces actifs liquides ont été cédés en garantie.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, le dépôt constitué d'obligations couvertes de série 1 à 4,25 % de 1 000 000 d'euros est arrivé à échéance.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons émis des obligations couvertes - série 5 d'un montant de 2,0 milliards de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt au taux de 1,95 % et arrive à échéance le 30 janvier 2017.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 30 avril 2013, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 274 millions de dollars (1 674 millions au 31 octobre 2012).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 4 580 millions de dollars au 30 avril 2013 (4 513 millions au 31 octobre 2012).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 7 759 millions de dollars au 30 avril 2013 (9 053 millions au 31 octobre 2012).

## Note 11 : Titres d'une fiducie de capital

Au cours des trimestres clos le 30 avril 2013 et 2012, nous n'avons ni émis ni remboursé de titres d'une fiducie de capital.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série C (appelés BOaTS BMO – série C) pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées qui ont été déclarées.

## Note 12 : Capital social

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 5 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées échangeables à dividende non cumulatif à 7 3/8 % – série A émises par l'une de nos filiales et en circulation au prix de rachat de 25 \$ US par action, pour un prix d'achat total de 250 millions de dollars américains, majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Avant le rachat, ces actions privilégiées étaient inscrites au bilan consolidé à titre de participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Nous avons constaté un profit de 107 millions de dollars dans le surplus d'apport relativement à l'écart de conversion lié au rachat d'actions privilégiées.

Le 1<sup>er</sup> février 2013, nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur pour un an. Aux termes de cette offre, nous pouvons racheter jusqu'à 15 000 000 d'actions ordinaires.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, nous avons racheté 4 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 0,62 % de nos actions ordinaires alors en circulation, à un coût moyen de 63,58 \$ par action, pour un total de 254 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 10 libellées en dollars américains au prix de rachat de 25,00 \$ US par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci. Nous avons comptabilisé dans le surplus d'apport un profit de change de 96 millions de dollars au moment du rachat.

### Capital social en circulation <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2013		31 octobre 2012		Convertibles en...
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 5	–	–	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 2)
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
		2 265		2 465	
Actions ordinaires <sup>3)</sup>	648 987 742	12 014	650 729 644	11 957	
Capital social		14 279		14 422	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 156 à 160 de notre Rapport annuel 2012.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 16 660 072 actions ordinaires au 30 avril 2013 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2012).

## Note 13 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2013, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital à cette date est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 21 à 23 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.



## Note 14 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours du semestre clos le 30 avril 2013, nous avons attribué un total de 2 003 446 options sur actions (2 526 345 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2012). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le

semestre clos le 30 avril 2013 a été de 5,29 \$ l'option (5,54 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2012).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche de 25 % qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de six mois closes le	30 avril 2013	30 avril 2012
Taux de dividende attendu	6,0 % - 6,2 %	6,8 % - 7,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	18,1 % - 18,6 %	21,3 % - 22,3 %
Taux de rendement sans risque	1,7 % - 1,9 %	1,5 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	5,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	56	46	6	5
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	65	65	13	13
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	4	1	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	-	(1)	(1)
Rendement attendu des actifs des régimes	(83)	(78)	(1)	(1)
Charge au titre des prestations	42	34	17	16
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	25	24	-	-
Charge au titre des cotisations définies	3	3	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	70	61	17	16

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Pour les périodes de six mois closes le				
Prestations constituées des employés	112	92	13	9
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	129	132	26	26
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	8	1	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	-	(2)	(2)
Rendement attendu des actifs des régimes	(164)	(157)	(3)	(2)
Charge au titre des prestations	85	68	34	31
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	41	40	-	-
Charge au titre des cotisations définies	5	5	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	131	113	34	31

## Note 15 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	957	1 010	1 987	2 100
Dividendes sur les actions privilégiées	(28)	(34)	(61)	(71)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	929	976	1 926	2 029
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 296	642 491	651 371	641 248
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,43	1,52	2,96	3,16

### Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2013	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	929	976	1 926	2 037
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 296	642 491	651 371	641 248
Actions convertibles	–	1 906	–	6 045
Options sur actions pouvant être exercées 1)	11 376	8 420	9 100	6 111
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(9 899)	(7 137)	(7 769)	(4 822)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	652 773	645 680	652 702	648 582
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,42	1,51	2,95	3,14

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 747 755 et 4 942 069 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 201,73 \$ et de 140,27 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (6 317 173 et 8 535 967 options d'un prix moyen pondéré de 133,33 \$ et de 115,33 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

#### Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de l'exercice.

#### Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

#### Actions convertibles

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés sur les actions privilégiées convertibles et les intérêts sur les titres d'une fiducie de capital puisque ces distributions n'auraient pas été versées si ces instruments avaient été convertis au début de l'exercice. De même, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice ou à la date d'émission des instruments si elle y est ultérieure.

#### Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

## **Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique**

### **Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une vaste gamme de produits et services à deux segments de clientèle, soit les particuliers et les entreprises, notamment des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit, de même qu'un large éventail de produits aux entreprises et de services-conseils financiers. Nous fournissons nos services grâce à notre réseau de succursales BMO Banque de Montréal, à des services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, à des guichets automatiques de même qu'à un personnel de vente hautement compétent qui inclut des spécialistes en prêts hypothécaires, des planificateurs financiers, des banquiers pour les petites entreprises et des spécialistes d'entreprises.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous offrons nos services par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres contact clientèle, de plates-formes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États. Nous partageons notre expertise financière avec nos clients des services bancaires aux entreprises par voie d'une vaste gamme de produits et services de prêts et de gestion de trésorerie, les faisant profiter de nos connaissances approfondies de leur secteur et leur proposant des solutions stratégiques relevant des marchés financiers.

### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP), soit notre groupe qui offre des services de gestion de patrimoine, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits

d'assurance. Le groupe GP exerce ses activités au Canada, aux États-Unis ainsi qu'en Asie et en Europe.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) est un prestataire nord-américain de services qui offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres de créance et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils en fusions et acquisitions, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres de créance et titres de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels. BMO MC mène ses activités en Amérique du Nord ainsi que dans divers emplacements partout dans le monde.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines.

Technologie et opérations (T&O) fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, groupe GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux, du recouvrement des provisions pour pertes sur créances relatives au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I, des éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, des activités de crédit structuré en voie de liquidation, des coûts d'intégration de M&I, des coûts liés à l'acquisition de M&I, des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances et des coûts de restructuration.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons changé la façon dont nous évaluons nos unités d'exploitation afin de refléter la provision pour pertes sur créances selon les pertes réelles. Ce changement de méthode de ventilation rehausse la comparaison de notre rendement et de celui de notre groupe de référence. Auparavant, les provisions pour pertes sur créances étaient ventilées à chaque groupe en fonction de ses pertes attendues, et la différence entre les pertes attendues et les pertes réelles était comptabilisée dans les Services d'entreprise. Les résultats des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

### **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-dessous.

#### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons les revenus nets d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus présentés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat présentée selon les PCGR d'un montant portant sur les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. Les ajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés au niveau des Services d'entreprise.

#### *Répartitions intergroupes*

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les

charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

#### *Information géographique*

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons peaufiné notre méthode de répartition des revenus par région géographique au sein des Services d'entreprise. Par conséquent, nous avons réaffecté certains revenus de périodes précédentes pour les faire passer du Canada aux États-Unis.

## Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>30 avril 2013</b> 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>1 059</b>	<b>594</b>	<b>135</b>	<b>299</b>	<b>11</b>	<b>2 098</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>473</b>	<b>136</b>	<b>630</b>	<b>551</b>	<b>56</b>	<b>1 846</b>
Total des revenus	<b>1 532</b>	<b>730</b>	<b>765</b>	<b>850</b>	<b>67</b>	<b>3 944</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>154</b>	<b>55</b>	<b>1</b>	<b>(6)</b>	<b>(59)</b>	<b>145</b>
Amortissement	<b>40</b>	<b>43</b>	<b>22</b>	<b>9</b>	<b>61</b>	<b>175</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>754</b>	<b>412</b>	<b>564</b>	<b>494</b>	<b>169</b>	<b>2 393</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>584</b>	<b>220</b>	<b>178</b>	<b>353</b>	<b>(104)</b>	<b>1 231</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>154</b>	<b>65</b>	<b>37</b>	<b>78</b>	<b>(78)</b>	<b>256</b>
Bénéfice net comptable	<b>430</b>	<b>155</b>	<b>141</b>	<b>275</b>	<b>(26)</b>	<b>975</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>18</b>	<b>18</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>430</b>	<b>155</b>	<b>141</b>	<b>275</b>	<b>(44)</b>	<b>957</b>
Actifs moyens	<b>174 434</b>	<b>63 567</b>	<b>22 103</b>	<b>250 970</b>	<b>44 016</b>	<b>555 090</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>142</b>	<b>2 612</b>	<b>829</b>	<b>195</b>	-	<b>3 778</b>

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2012 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 068	604	129	311	8	2 120
Revenus autres que d'intérêts	461	134	615	481	148	1 839
Total des revenus	1 529	738	744	792	156	3 959
Dotation à la provision pour pertes sur créances	167	60	1	19	(52)	195
Amortissement	38	45	16	9	61	169
Charges autres que d'intérêts	737	424	537	460	172	2 330
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	587	209	190	304	(25)	1 265
Charge d'impôts sur le résultat	154	67	43	71	(98)	237
Bénéfice net comptable	433	142	147	233	73	1 028
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	433	142	147	233	55	1 010
Actifs moyens	159 127	60 886	20 105	248 283	49 790	538 191
Écart d'acquisition (au)	122	2 586	801	193	-	3 702

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le <b>30 avril 2013</b> 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>2 161</b>	<b>1 194</b>	<b>272</b>	<b>597</b>	<b>90</b>	<b>4 314</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>934</b>	<b>288</b>	<b>1 272</b>	<b>1 157</b>	<b>60</b>	<b>3 711</b>
Total des revenus	<b>3 095</b>	<b>1 482</b>	<b>1 544</b>	<b>1 754</b>	<b>150</b>	<b>8 025</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>282</b>	<b>87</b>	<b>3</b>	<b>(21)</b>	<b>(28)</b>	<b>323</b>
Amortissement	<b>81</b>	<b>87</b>	<b>41</b>	<b>20</b>	<b>122</b>	<b>351</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>1 526</b>	<b>817</b>	<b>1 114</b>	<b>998</b>	<b>352</b>	<b>4 807</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>1 206</b>	<b>491</b>	<b>386</b>	<b>757</b>	<b>(296)</b>	<b>2 544</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>318</b>	<b>154</b>	<b>82</b>	<b>172</b>	<b>(205)</b>	<b>521</b>
Bénéfice net comptable	<b>888</b>	<b>337</b>	<b>304</b>	<b>585</b>	<b>(91)</b>	<b>2 023</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>36</b>	<b>36</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>888</b>	<b>337</b>	<b>304</b>	<b>585</b>	<b>(127)</b>	<b>1 987</b>
Actifs moyens	<b>172 910</b>	<b>62 968</b>	<b>21 668</b>	<b>251 954</b>	<b>45 216</b>	<b>554 716</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>142</b>	<b>2 612</b>	<b>829</b>	<b>195</b>	-	<b>3 778</b>

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012 1)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 184	1 242	295	601	116	4 438
Revenus autres que d'intérêts	908	283	1 146	966	335	3 638
Total des revenus	3 092	1 525	1 441	1 567	451	8 076
Dotation à la provision pour pertes sur créances	322	123	6	10	(125)	336
Amortissement	77	93	32	19	123	344
Charges autres que d'intérêts	1 506	869	1 079	934	321	4 709
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 187	440	324	604	132	2 687
Charge d'impôts sur le résultat	313	139	73	147	(122)	550
Bénéfice net comptable	874	301	251	457	254	2 137
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	37	37
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	874	301	251	457	217	2 100
Actifs moyens	158 318	61 679	19 793	248 506	49 894	538 190
Écart d'acquisition (au)	122	2 586	801	193	-	3 702

1) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Base de présentation.

2) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>30 avril 2013</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>1 260</b>	<b>824</b>	<b>14</b>	<b>2 098</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 304</b>	<b>443</b>	<b>99</b>	<b>1 846</b>
Total des revenus	<b>2 564</b>	<b>1 267</b>	<b>113</b>	<b>3 944</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>171</b>	<b>(26)</b>	<b>-</b>	<b>145</b>
Amortissement	<b>105</b>	<b>67</b>	<b>3</b>	<b>175</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>1 468</b>	<b>859</b>	<b>66</b>	<b>2 393</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>820</b>	<b>367</b>	<b>44</b>	<b>1 231</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>149</b>	<b>112</b>	<b>(5)</b>	<b>256</b>
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>671</b>	<b>255</b>	<b>49</b>	<b>975</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>18</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>657</b>	<b>251</b>	<b>49</b>	<b>957</b>
Actifs moyens	<b>339 401</b>	<b>195 409</b>	<b>20 280</b>	<b>555 090</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>466</b>	<b>3 219</b>	<b>93</b>	<b>3 778</b>

Pour la période de trois mois close le 30 avril 2012	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 294	815	11	2 120
Revenus autres que d'intérêts	1 263	446	130	1 839
Total des revenus	2 557	1 261	141	3 959
Dotation à la provision pour pertes sur créances	167	28	-	195
Amortissement	98	69	2	169
Charges autres que d'intérêts	1 399	881	50	2 330
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	893	283	89	1 265
Charge d'impôts sur le résultat	155	80	2	237
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>738</b>	<b>203</b>	<b>87</b>	<b>1 028</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	5	-	18
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>725</b>	<b>198</b>	<b>87</b>	<b>1 010</b>
Actifs moyens	330 068	187 905	20 218	538 191
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>447</b>	<b>3 162</b>	<b>93</b>	<b>3 702</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de six mois close le <b>30 avril 2013</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	<b>2 571</b>	<b>1 714</b>	<b>29</b>	<b>4 314</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>2 607</b>	<b>903</b>	<b>201</b>	<b>3 711</b>
Total des revenus	<b>5 178</b>	<b>2 617</b>	<b>230</b>	<b>8 025</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>304</b>	<b>20</b>	<b>(1)</b>	<b>323</b>
Amortissement	<b>212</b>	<b>134</b>	<b>5</b>	<b>351</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>2 927</b>	<b>1 751</b>	<b>129</b>	<b>4 807</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>1 735</b>	<b>712</b>	<b>97</b>	<b>2 544</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>343</b>	<b>181</b>	<b>(3)</b>	<b>521</b>
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 392</b>	<b>531</b>	<b>100</b>	<b>2 023</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>27</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>36</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 365</b>	<b>522</b>	<b>100</b>	<b>1 987</b>
Actifs moyens	<b>343 596</b>	<b>190 528</b>	<b>20 592</b>	<b>554 716</b>
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>466</b>	<b>3 219</b>	<b>93</b>	<b>3 778</b>

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	2 606	1 807	25	4 438
Revenus autres que d'intérêts	2 455	919	264	3 638
Total des revenus	5 061	2 726	289	8 076
Dotation à la provision pour pertes sur créances	351	(15)	-	336
Amortissement	197	144	3	344
Charges autres que d'intérêts	2 842	1 768	99	4 709
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 671	829	187	2 687
Charge d'impôts sur le résultat	307	241	2	550
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>1 364</b>	<b>588</b>	<b>185</b>	<b>2 137</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	27	10	-	37
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>1 337</b>	<b>578</b>	<b>185</b>	<b>2 100</b>
Actifs moyens	325 731	192 117	20 342	538 190
<b>Écart d'acquisition (au)</b>	<b>447</b>	<b>3 162</b>	<b>93</b>	<b>3 702</b>

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## Note 17 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 170 à 176 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2013			31 octobre 2012		
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néga-tif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (néga-tif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 446	38 446	-	19 941	19 941	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 230	6 230	-	6 341	6 341	-
Valeurs mobilières	122 456	122 774	318	128 324	128 492	168
Titres pris en pension ou empruntés	59 478	59 478	-	47 011	47 011	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	91 439	92 456	1 017	87 870	88 554	684
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	62 308	61 512	(796)	61 436	61 014	(422)
Prêts sur cartes de crédit	7 642	7 396	(246)	7 814	7 573	(241)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	95 382	94 153	(1 229)	90 402	88 939	(1 463)
	256 771	255 517	(1 254)	247 522	246 080	(1 442)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 514	8 465	(49)	8 019	7 966	(53)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 725)	-	1 725	(1 706)	-	1 706
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	263 560	263 982	422	253 835	254 046	211
Instruments dérivés	43 063	43 063	-	48 071	48 071	-
Bureaux et matériel	2 149	2 149	-	2 120	2 120	-
Écart d'acquisition	3 778	3 778	-	3 717	3 717	-
Immobilisations incorporelles	1 535	1 535	-	1 552	1 552	-
Actifs d'impôt exigible	1 527	1 527	-	1 293	1 293	-
Actifs d'impôt différé	2 873	2 873	-	2 906	2 906	-
Actifs divers	10 163	10 163	-	10 338	10 338	-
	555 258	555 998	740	525 449	525 828	379
<b>Passifs</b>						
Dépôts	358 336	358 598	262	323 702	323 949	247
Instruments dérivés	44 011	44 011	-	48 736	48 736	-
Acceptations	8 514	8 514	-	8 019	8 019	-
Titres vendus à découvert	23 897	23 897	-	23 439	23 439	-
Titres mis en pension ou prêtés	39 005	39 005	-	39 737	39 737	-
Passifs d'impôt exigible	551	551	-	404	404	-
Passifs d'impôt différé	149	149	-	171	171	-
Passifs divers	45 846	46 422	576	46 596	47 111	515
Dette subordonnée	4 071	4 304	233	4 093	4 297	204
Titres d'une fiducie de capital	462	635	173	462	636	174
Total des capitaux propres	30 416	30 416	-	30 090	30 090	-
	555 258	556 502	1 244	525 449	526 589	1 140
Total des ajustements à la juste valeur			(504)			(761)

1) La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une baisse de 19 millions de dollars et de 11 millions, respectivement, des revenus de négociation pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (baisse de 5 millions de dollars et hausse de 28 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, respectivement). Ce montant tient compte d'une diminution de 21 millions et de 35 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (diminution de

37 millions et de 31 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012, respectivement). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 30 avril 2013, correspond à une perte latente de 35 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 30 avril 2013, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 4 134 millions de dollars et de 4 128 millions (4 301 millions et 4 284 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La juste valeur de ces investissements était de 5 797 millions de dollars au 30 avril 2013 (5 561 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à des augmentations de 156 millions de dollars et de 110 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (diminution de 38 millions et augmentation de 133 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 345 millions de dollars au 30 avril 2013 (317 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à des baisses de 13 millions de dollars et de 18 millions, respectivement, des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (hausse de 1 million et baisse de 11 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons les investissements détenus par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La juste valeur de ces investissements était de 842 millions de dollars au 30 avril 2013 (1 849 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 30 millions et de 31 millions de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013, respectivement (augmentation de 69 millions et de 64 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012).

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 960 millions de dollars au 30 avril 2013 (946 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de 1 million de dollars et de 12 millions des revenus de négociation, respectivement, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (baisse de 63 millions et de 108 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 488 millions de dollars au 30 avril 2013 (654 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 4 millions de dollars et de 15 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2013 (diminution de 0,3 million et de 26 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2012).



## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes

comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous.

	30 avril 2013			31 octobre 2012		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	10 821	1 042	–	9 675	1 232	–
des provinces et municipalités canadiennes	2 473	3 156	–	2 615	2 827	73
l'administration fédérale américaine	6 585	–	–	7 052	–	–
des municipalités, agences et États américains	10	758	76	204	165	78
d'autres administrations publiques	56	16	–	521	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	281	511	192	361	777	372
Titres de créance d'entreprises	3 780	7 648	1 076	3 871	9 117	1 331
Titres de participation d'entreprises	22 603	12 162	–	19 822	10 016	–
	46 609	25 293	1 344	44 121	24 134	1 854
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	12 182	–	–	17 277	–	–
des provinces et municipalités canadiennes	2 030	359	–	2 080	600	–
l'administration fédérale américaine	3 607	–	–	10 099	–	–
des municipalités, agences et États américains	85	4 866	1	85	4 368	9
d'autres administrations publiques	4 256	1 818	–	5 388	1 208	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	2 309	4 494	–	3 140	3 068	–
Titres de créance d'entreprises	5 517	3 217	35	5 214	2 619	42
Titres de participation d'entreprises	98	147	899	106	137	942
	30 084	14 901	935	43 389	12 000	993
<b>Titres divers</b>	–	–	488	128	–	526
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	21 917	1 980	–	22 729	710	–
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	–	5 094	–	–	5 247	–
Passifs au titre des rentes	–	345	–	–	317	–
	21 917	7 419	–	22 729	6 274	–
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	6	33 487	1	7	38 180	3
Contrats de change	10	8 034	–	35	8 010	–
Contrats sur produits de base	692	131	–	1 132	100	–
Contrats sur titres de participation	14	491	–	20	342	5
Swaps sur défaillance	–	161	36	–	200	37
	722	42 304	37	1 194	46 832	45
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	6	32 821	20	7	37 037	20
Contrats de change	9	7 599	–	9	7 496	2
Contrats sur produits de base	798	162	–	1 463	278	–
Contrats sur titres de participation	29	2 398	62	78	2 146	44
Swaps sur défaillance	–	104	3	–	154	2
	842	43 084	85	1 557	47 111	68

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut

également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 30 avril 2013 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres garantis par des créances hypothécaires d'un montant de 192 millions de dollars. La juste valeur de ces titres est établie à partir de comparaisons avec des instruments semblables et au moyen de l'obtention de prix fournis par des tiers vendeurs, de cotes provenant de courtiers et d'indices de marché pertinents, le cas échéant. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous évaluons le rendement de la garantie en estimant la juste valeur des titres. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (1) million de dollars et de 1 million, respectivement.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 1 041 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité des produits structurés est réalisée pour l'ensemble de ces produits et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres disponibles à la vente de niveau 3 comprennent des titres de participation d'entreprises d'un montant de 580 millions de dollars se rapportant aux Federal Reserve Banks et aux Federal Home Loan Banks des États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation américains ainsi que d'un montant de 319 millions se rapportant à des placements en titres de participation de sociétés fermées. L'évaluation de ces placements exige que la direction exerce un jugement étant donné l'absence de prix cotés sur les marchés, le manque possible de liquidités et la nature à long terme de ces actifs. Chaque trimestre, l'évaluation de ces placements est réexaminée à la lumière de données pertinentes sur chaque société et sur le secteur en général, y compris le bénéfice net historique et le bénéfice net prévu, la situation du crédit et de trésorerie, ainsi que les récentes transactions, le cas échéant. Comme l'évaluation de ces placements n'est pas effectuée à partir de modèles, aucune analyse de sensibilité pour cette catégorie n'est effectuée.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 30 avril 2013, des sommes de 37 millions de dollars et de 23 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur

de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de prix externes obtenus de courtiers pour des produits structurés similaires. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous avons recours à des modèles standards sur le marché pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Les écarts du marché pour chaque cote de crédit, le type de garantie et les autres modalités contractuelles pertinentes constituent les principales données du modèle. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (3) millions de dollars et de 3 millions, respectivement.

### **Principaux transferts**

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2013.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2013, des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 16 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres de la part de tiers vendeurs au cours du trimestre et du semestre.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2013, des titres de négociation d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes de 28 millions de dollars, des titres de créance d'entreprises disponibles à la vente de 29 millions et des titres de participation d'entreprises disponibles à la vente de 3 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données observables sont maintenant disponibles.

### **Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur**

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2013, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur			Achats	Ventes	Échéances 1)	Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2013	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 janvier 2013	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global						
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2013									
<b>Titres de négociation</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des provinces et municipalités canadiennes	76	(2)	-	-	(46)	-	(28)	-	-
des municipalités, agences et États américains	77	(1)	-	-	-	-	-	76	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires									
	264	8	-	-	(66)	(14)	-	192	8
Titres de créance d'entreprises	1 225	16	-	-	(45)	(120)	-	1 076	4
Total des titres de négociation	1 642	21	-	-	(157)	(134)	(28)	1 344	11
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	67	-	1	-	(3)	(1)	(29)	35	1
Titres de participation d'entreprises	937	(5)	10	20	(60)	-	(3)	899	10
Total des titres disponibles à la vente	1 005	(5)	11	20	(63)	(1)	(32)	935	11
<b>Titres divers</b>	501	(1)	-	3	(15)	-	-	488	-
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Contrats sur titres de participation	4	-	-	-	-	-	(4)	-	-
Swaps sur défaillance	44	(8)	-	-	-	-	-	36	(8)
Total des actifs dérivés	49	(8)	-	-	-	-	(4)	37	(8)
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	24	(4)	-	-	-	-	-	20	4
Contrats sur titres de participation	57	1	-	-	(2)	-	6	62	(1)
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	3	-	-	-	-	-	-	3	-
Total des passifs dérivés	84	(3)	-	-	(2)	-	6	85	3

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2013 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2013 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

	Variation de la juste valeur									
	Solde au		Inclus dans les				Transferts	Juste valeur	Profits	
Pour la période de six mois close le 30 avril 2013	31 octobre	Inclus dans le	autres éléments	du résultat	Achats	Ventes	au/(depuis le)	au 30 avril 2013	(pertes)	
	2012	résultat	global	global		Échéances 1)	niveau 3		latents 2)	
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des provinces et municipalités										
canadiennes	73	1	-	-	-	(46)	-	(28)	-	-
des municipalités, agences et États										
américains	78	(2)	-	-	-	-	-	-	76	(2)
Titres adossés à des créances hypothécaires										
et titres garantis par des créances										
hypothécaires	372	22	-	-	-	(186)	(32)	16	192	22
Titres de créance d'entreprises	1 331	29	-	-	-	(164)	(120)	-	1 076	19
Total des titres de négociation	1 854	50	-	-	-	(396)	(152)	(12)	1 344	39
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États										
américains	9	-	-	-	-	(8)	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	42	-	2	27	(5)	(2)	(29)	35	1	
Titres de participation d'entreprises	942	(7)	7	40	(80)	-	(3)	899	8	
Total des titres disponibles à la vente	993	(7)	9	67	(93)	(2)	(32)	935	9	
<b>Titres divers</b>	526	2	-	27	(67)	-	-	488	4	
<b>Actifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	3	(2)	-	-	-	-	-	1	(2)	
Contrats sur titres de participation	5	(1)	-	-	-	-	(4)	-	(1)	
Swaps sur défaillance	37	(1)	-	-	-	-	-	36	(1)	
Total des actifs dérivés	45	(4)	-	-	-	-	(4)	37	(4)	
<b>Passifs dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	20	-	-	-	-	-	-	20	-	
Contrats sur titres de participation	44	15	-	-	(3)	-	6	62	(15)	
Contrats de change	2	-	-	-	-	-	(2)	-	-	
Swaps sur défaillance	2	1	-	-	-	-	-	3	(1)	
Total des passifs dérivés	68	16	-	-	(3)	-	4	85	(16)	

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2013 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 30 avril 2013 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 18 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et de certains passifs non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, BMO établit des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des

hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement à la page 86 du Rapport annuel 2012 de la Banque.

(en millions de dollars canadiens)									30 avril 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>									
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 699	-	-	-	-	-	-	747	38 446
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 230	-	-	-	-	-	-	-	6 230
Titres de négociation									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	405	684	491	1 308	3 397	1 528	4 050	-	11 863
des provinces et municipalités canadiennes	216	356	219	59	596	564	3 619	-	5 629
l'administration fédérale américaine	559	154	126	258	2 683	686	2 119	-	6 585
des municipalités, agences et États américains	19	-	2	-	461	54	308	-	844
d'autres administrations publiques	1	-	4	-	47	20	-	-	72
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	7	2	5	305	254	411	-	984
Titres de créance d'entreprises	647	370	295	85	1 913	2 451	6 743	-	12 504
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	34 765	34 765
Total des titres de négociation	1 847	1 571	1 139	1 715	9 402	5 557	17 250	34 765	73 246
Titres disponibles à la vente									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	192	859	2 138	950	4 024	4 019	-	-	12 182
des provinces et municipalités canadiennes	100	-	145	-	393	991	760	-	2 389
l'administration fédérale américaine	713	81	3	204	2 606	-	-	-	3 607
des municipalités, agences et États américains	1 237	210	175	34	688	659	1 949	-	4 952
d'autres administrations publiques	979	292	176	168	2 864	1 595	-	-	6 074
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada	122	-	-	-	606	328	-	-	1 056
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	-	-	1	-	6	8	5 732	-	5 747
Titres de créance d'entreprises	220	39	150	169	3 925	4 002	264	-	8 769
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	1 144	1 144
Total des titres disponibles à la vente	3 563	1 481	2 788	1 525	15 112	11 602	8 705	1 144	45 920
Titres détenus jusqu'à leur échéance									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	-	-	-	-	101	1 354	-	-	1 455
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	-	-	200	670	151	-	1 021
Total des titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	301	2 024	151	-	2 476
Autres titres	-	-	-	23	34	5	6	746	814
Total des titres	5 410	3 052	3 927	3 263	24 849	19 188	26 112	36 655	122 456

(en millions de dollars canadiens)									30 avril 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>57 001</b>	<b>986</b>	<b>-</b>	<b>1 178</b>	<b>313</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>59 478</b>
<b>Prêts</b>									
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 989	1 956	2 305	3 175	37 981	35 607	8 426	-	91 439
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	810	434	425	585	11 965	15 410	9 355	23 324	62 308
Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	7 642	7 642
Entreprises et administrations publiques	12 823	5 063	2 999	8 993	14 798	19 146	4 701	26 859	95 382
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 514	-	-	-	-	-	-	-	8 514
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	(1 725)	(1 725)
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances 1)</b>	<b>24 136</b>	<b>7 453</b>	<b>5 729</b>	<b>12 753</b>	<b>64 744</b>	<b>70 163</b>	<b>22 482</b>	<b>56 100</b>	<b>263 560</b>
<b>Autres actifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	339	268	231	382	6 348	8 444	17 482	-	33 494
Contrats de change	1 628	484	225	509	2 542	952	1 704	-	8 044
Contrats sur produits de base	133	157	147	132	153	48	53	-	823
Contrats sur titres de participation	88	56	143	90	99	29	-	-	505
Contrats de crédit	2	2	2	106	3	82	-	-	197
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>2 190</b>	<b>967</b>	<b>748</b>	<b>1 219</b>	<b>9 145</b>	<b>9 555</b>	<b>19 239</b>	<b>-</b>	<b>43 063</b>
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	2 149	2 149
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	3 778	3 778
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	1 535	1 535
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	1 527	1 527
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	2 873	2 873
Autres	3 813	25	-	-	112	-	3 225	2 988	10 163
<b>Total des autres actifs</b>	<b>6 003</b>	<b>992</b>	<b>748</b>	<b>1 219</b>	<b>9 257</b>	<b>9 555</b>	<b>22 464</b>	<b>14 850</b>	<b>65 088</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>136 479</b>	<b>12 483</b>	<b>10 404</b>	<b>18 413</b>	<b>99 163</b>	<b>98 906</b>	<b>71 058</b>	<b>108 352</b>	<b>555 258</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts 2)</b>									
Banques	16 360	68	-	10	-	258	-	5 919	22 615
Entreprises et administrations publiques	55 539	15 068	6 659	5 099	20 553	15 339	3 835	91 042	213 134
Particuliers	7 313	4 906	7 877	5 717	11 399	2 911	964	81 500	122 587
<b>Total des dépôts</b>	<b>79 212</b>	<b>20 042</b>	<b>14 536</b>	<b>10 826</b>	<b>31 952</b>	<b>18 508</b>	<b>4 799</b>	<b>178 461</b>	<b>358 336</b>
<b>Autres passifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	353	306	242	447	5 994	8 721	16 784	-	32 847
Contrats de change	1 926	405	319	536	2 258	809	1 355	-	7 608
Contrats sur produits de base	239	223	222	151	20	61	44	-	960
Contrats sur titres de participation	98	61	39	101	1 196	322	672	-	2 489
Contrats de crédit	20	2	2	77	6	-	-	-	107
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>2 636</b>	<b>997</b>	<b>824</b>	<b>1 312</b>	<b>9 474</b>	<b>9 913</b>	<b>18 855</b>	<b>-</b>	<b>44 011</b>
Acceptations	8 514	-	-	-	-	-	-	-	8 514
Titres vendus à découvert	23 897	-	-	-	-	-	-	-	23 897
Titres mis en pension ou prêtés	38 120	885	-	-	-	-	-	-	39 005
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	551	551
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	149	149
Passifs liés à la titrisation et aux entités ad hoc	1 646	3 434	2 647	945	4 857	7 000	4 502	75	25 106
Autres	7 751	15	23	8	288	3 374	1 905	7 376	20 740
<b>Total des autres passifs</b>	<b>82 564</b>	<b>5 331</b>	<b>3 494</b>	<b>2 265</b>	<b>14 619</b>	<b>20 287</b>	<b>25 262</b>	<b>8 151</b>	<b>161 973</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>100</b>	<b>3 940</b>	<b>-</b>	<b>4 071</b>
<b>Titres des fiducies de capital</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>447</b>	<b>-</b>	<b>462</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 416</b>	<b>30 416</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>161 814</b>	<b>25 381</b>	<b>18 030</b>	<b>13 091</b>	<b>46 571</b>	<b>38 895</b>	<b>34 448</b>	<b>217 028</b>	<b>555 258</b>

1) Le total des prêts et des acceptations comprend des prêts de respectivement 194 032 millions de dollars, 65 641 millions et 5 612 millions montés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)									30 avril 2013
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers non inscrits au bilan</b>									
Crédits fermes 3)	1 100	651	767	12 198	14 549	31 171	1 594	-	62 030
Contrats de location simples	64	63	63	61	442	338	642	-	1 673
Contrats de garantie 3)	4 261	-	-	-	-	-	-	-	4 261
Obligations d'achat	283	286	237	239	1 594	763	132	-	3 534

3) La grande majorité de ces engagements viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2012
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>									
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 162	-	-	-	-	-	-	779	19 941
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 341	-	-	-	-	-	-	-	6 341
Titres de négociation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	1 624	1 247	146	774	2 465	1 598	3 053	-	10 907
des provinces et municipalités canadiennes	557	120	134	102	593	448	3 561	-	5 515
l'administration fédérale américaine	308	161	217	650	3 574	1 181	961	-	7 052
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-	139	89	219	-	447
d'autres administrations publiques	8	81	-	-	141	291	-	-	521
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	3	-	28	276	331	872	-	1 510
Titres de créance d'entreprises	1 175	383	340	584	1 791	2 833	7 213	-	14 319
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	29 838	29 838
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>3 672</b>	<b>1 995</b>	<b>837</b>	<b>2 138</b>	<b>8 979</b>	<b>6 771</b>	<b>15 879</b>	<b>29 838</b>	<b>70 109</b>
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	5	505	1 670	1 251	8 230	5 616	-	-	17 277
des provinces et municipalités canadiennes	44	250	56	16	509	856	949	-	2 680
l'administration fédérale américaine	1 021	-	3 024	-	3 725	2 329	-	-	10 099
des municipalités, agences et États américains	1 277	28	31	23	825	758	1 520	-	4 462
d'autres administrations publiques	1 203	1 864	650	289	1 758	832	-	-	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada	-	141	287	-	7	-	-	-	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	-	-	-	1	-	6	5 766	-	5 773
Titres de créance d'entreprises	204	63	64	20	3 344	3 714	466	-	7 875
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	1 185	1 185
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>3 754</b>	<b>2 851</b>	<b>5 782</b>	<b>1 600</b>	<b>18 398</b>	<b>14 111</b>	<b>8 701</b>	<b>1 185</b>	<b>56 382</b>
Titres détenus jusqu'à leur échéance									
Émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	-	-	-	-	101	-	499	-	600
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	-	-	-	275	-	-	275
<b>Total des titres détenus jusqu'à leur échéance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>101</b>	<b>275</b>	<b>499</b>	<b>-</b>	<b>875</b>
<b>Autres titres</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>33</b>	<b>17</b>	<b>818</b>	<b>958</b>
<b>Total des titres</b>	<b>7 471</b>	<b>4 846</b>	<b>6 619</b>	<b>3 738</b>	<b>27 523</b>	<b>21 190</b>	<b>25 096</b>	<b>31 841</b>	<b>128 324</b>
Titres pris en pension ou empruntés	47 011	-	-	-	-	-	-	-	47 011
<b>Prêts</b>									
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 705	1 617	2 135	2 081	33 833	38 277	8 222	-	87 870
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	579	287	464	2 079	8 891	18 422	7 775	22 939	61 436
Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	7 814	7 814
Entreprises et administrations publiques	8 980	3 376	1 647	14 963	15 134	12 901	4 759	28 642	90 402
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 019	-	-	-	-	-	-	-	8 019
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	(1 706)	(1 706)
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances 1)</b>	<b>19 283</b>	<b>5 280</b>	<b>4 246</b>	<b>19 123</b>	<b>57 858</b>	<b>69 600</b>	<b>20 756</b>	<b>57 689</b>	<b>253 835</b>
<b>Autres actifs</b>									
<b>Instruments dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	489	305	545	480	6 078	9 028	21 265	-	38 190
Contrats de change	2 643	435	304	138	2 256	795	1 474	-	8 045
Contrats sur produits de base	560	91	65	68	346	50	52	-	1 232
Contrats sur titres de participation	141	17	44	11	122	32	-	-	367
Contrats de crédit	3	3	4	4	35	146	42	-	237
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>3 836</b>	<b>851</b>	<b>962</b>	<b>701</b>	<b>8 837</b>	<b>10 051</b>	<b>22 833</b>	<b>-</b>	<b>48 071</b>
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	2 120	2 120
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	3 717	3 717
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	1 552	1 552
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	1 293	1 293
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	2 906	2 906
Autres	1 508	33	-	-	-	-	3 190	5 607	10 338
<b>Total des autres actifs</b>	<b>5 344</b>	<b>884</b>	<b>962</b>	<b>701</b>	<b>8 837</b>	<b>10 051</b>	<b>26 023</b>	<b>17 195</b>	<b>69 997</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>104 612</b>	<b>11 010</b>	<b>11 827</b>	<b>23 562</b>	<b>94 218</b>	<b>100 841</b>	<b>71 875</b>	<b>107 504</b>	<b>525 449</b>

1) Le total des prêts et des acceptations comprend des prêts de respectivement 186 830 millions de dollars, 63 969 millions et 4 742 millions montés au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

(en millions de dollars canadiens)								31 octobre 2012	
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
Dépôts 1)									
Banques	12 667	48	7	-	-	-	-	5 380	18 102
Entreprises et administrations publiques	46 810	9 210	5 107	9 173	16 273	13 813	3 340	82 844	186 570
Particuliers	7 303	5 955	6 133	5 837	12 627	3 426	1 046	76 703	119 030
Total des dépôts	66 780	15 213	11 247	15 010	28 900	17 239	4 386	164 927	323 702
Autres passifs									
Instruments dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	297	378	614	513	6 259	8 640	20 363	-	37 064
Contrats de change	2 029	546	362	211	2 279	874	1 206	-	7 507
Contrats sur produits de base	626	198	172	163	473	63	46	-	1 741
Contrats sur titres de participation	500	60	72	88	611	209	728	-	2 268
Contrats de crédit	52	4	3	2	38	51	6	-	156
Total des passifs dérivés	3 504	1 186	1 223	977	9 660	9 837	22 349	-	48 736
Acceptations	8 019	-	-	-	-	-	-	-	8 019
Titres vendus à découvert	23 439	-	-	-	-	-	-	-	23 439
Titres mis en pension ou prêtés	39 737	-	-	-	-	-	-	-	39 737
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	404	404
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	171	171
Passifs liés à la titrisation et aux entités ad hoc	2 340	11	1 712	3 423	7 147	6 806	4 004	39	25 482
Autres	8 923	28	11	200	308	1 211	3 279	7 154	21 114
Total des autres passifs	85 962	1 225	2 946	4 600	17 115	17 854	29 632	7 768	167 102
Dettes subordonnées	15	11	-	-	-	100	3 967	-	4 093
Titres des fiducies de capital	12	-	-	-	-	-	450	-	462
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	30 090	30 090
Total des passifs et des capitaux propres	152 769	16 449	14 193	19 610	46 015	35 193	38 435	202 785	525 449

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)								31 octobre 2012	
	De 0 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers non inscrits au bilan</b>									
Crédits fermes 2)	1 846	1 910	1 939	9 734	16 395	26 263	1 898	-	59 985
Contrats de location simples	68	69	69	68	469	359	700	-	1 802
Contrats de garantie 2)	4 343	-	-	-	-	-	-	-	4 343
Obligations d'achat	177	177	101	63	517	286	207	-	1 528

2) La grande majorité de ces engagements viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements.



## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2012, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 29 mai 2013 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 26 août 2013, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1254867).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs,

[sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Andrew Chin, directeur, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction et chef des finances,

[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Barbara Muir, première vice-présidente, conseil général délégué,

Affaires générales et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2013 63,25 \$

Mars 2013 63,84 \$

Avril 2013 63,18 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)**